

# **BILAN DE L'ACTIVITE DU FGAS POUR LA GENERATION 2017**

<b>1. BILAN STATISTIQUE DES OPERATIONS GARANTIES POUR LA GENERATION 2017 : PREAMBULE.....</b>	<b>2</b>
<b>2. BILAN STATISTIQUE DES OPERATIONS GARANTIES EN METROPOLE POUR LA GENERATION 2017 .....</b>	<b>6</b>
2.1 L'ENSEMBLE DES OPERATIONS PAS DE LA GENERATION 2017.....	6
2.2 LES OPERATIONS PAS SEULS DE LA GENERATION 2017.....	26
2.3 LES OPERATIONS COMBINANT PAS ET PRETS A 0% GARANTIS DE LA GENERATION 2017 : .....	52
2.4 LES ÉCO-PRÊTS A 0% GARANTIS DE LA GENERATION 2017.....	69
<b>3. BILAN STATISTIQUE DES OPERATIONS GARANTIES DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE MER POUR LA GENERATION 2017.....</b>	<b>73</b>
3.1 OPERATIONS PAS DOM SEULS DE LA GENERATION 2017 .....	73
3.2 OPERATIONS PAS ET PTZ GARANTIS DE LA GENERATION 2017 .....	74
3.3 ECO-PRETS GARANTIS DANS LES DOM .....	75
<b>4. ANNEXES .....</b>	<b>76</b>

# 1. BILAN STATISTIQUE DES OPERATIONS

## GARANTIES POUR LA GENERATION 2017 :

### PREAMBULE

Comme tous les bilans depuis 2013, ce bilan est effectué à partir du nombre d'opérations financées par des prêts garantis et non pas le nombre de prêts. Ceci est dû au fait qu'au cours du temps certains établissements de crédit ont eu de plus en plus recours à la pratique qui consiste à déclarer à la SGFGAS plusieurs prêts pour une même opération. La présentation porte donc sur les logements financés et non sur le nombre de prêts concourant au financement desdits logements. Compte tenu par ailleurs des différences entre les différentes combinaisons de prêts garantis, on abordera successivement pour la métropole :

1. l'ensemble des opérations PAS (réunion des deux catégories ci-dessous pour l'essentiel)
2. les opérations PAS seuls (i.e. financées exclusivement par des PAS)
3. les opérations financées par un ou plusieurs PAS et un PTZ garanti
4. les opérations financées par un éco-prêt (avec ou sans PAS)

Nombre d'opérations garanties en France métropolitaine et DOM

<b>2017</b>	<b>Nombre d'opérations</b>	<b>Coût moyen opération (€)</b>
PAS sans PTZG et sans EcoPTZG	51 566	180 540
PAS et PTZG (sans ECOPTZG)	27 896	199 485
PAS et EcoPTZG (sans PTZG)	16	155 885
<b>Ensemble des opérations PAS</b>	<b>79 480</b>	<b>187 182</b>
EcoPTZG seul	197	18 114(*)

(\*)Effectif exploitable 195 sur 197

### Nombre d'opérations garanties en France métropolitaine

<b>2017</b>	<b>Nombre d'opérations</b>	<b>Coût moyen opération (€)</b>
PAS sans PTZG et sans EcoPTZG	51 188	180 592
PAS et PTZG (sans EcoPTZG)	27 550	199 351
PAS et EcoPTZG (sans PTZG)	16	155 885
<b>Ensemble des opérations PAS</b>	<b>78 756</b>	<b>187 149</b>
EcoPTZG seul	197	18 114(*)

(\*)*Effectif exploitable 195 sur 197*

### Nombre d'opérations garanties en DOM

<b>2017</b>	<b>Nombre d'opérations</b>	<b>Coût moyen opération (€)</b>
PAS sans PTZG et sans EcoPTZG	421	174 279
PAS et PTZG (sans EcoPTZG)	353	209 887
PAS et EcoPTZG (sans PTZG)	0	-
<b>Ensemble des opérations PAS</b>	<b>774</b>	<b>190 519</b>
EcoPTZG seul	0	-

On trouvera un développement spécifique aux départements d'outre-mer dans la partie 2 du bilan.

## Méthodologie de la construction des opérations FGAS

Pour pouvoir rattacher différents prêts à une même opération, on considère que dans le système d'information du FGAS, ils doivent avoir en commun les caractéristiques suivantes<sup>1</sup> :

- l'établissement émetteur
- le type d'objet du prêt de l'opération<sup>2</sup>
- le code Insee du logement
- le montant d'opération
- le montant annuel revenu d'éligibilité au FGAS
- la zone du lieu d'implantation de l'opération
- le nombre de personnes dans le ménage
- la CSP
- l'année d'émission

Les caractéristiques d'une opération sont les suivantes :

- la génération est celle du premier prêt mis en force.
- la durée de l'endettement (i.e. de la phase accession dans le cas général mis à part les prêts travaux seuls) est caractérisée par la durée du prêt le plus long.
- une opération est considérée à taux fixe si tous les prêts la composant le sont.
- le montant prêté d'une opération correspond à la somme des montants prêtés des prêts garantis pour cette opération.

Certains établissements font deux voire quatre déclarations distinctes à la SGFGAS lorsque le prêt PAS est à taux révisable avec une partie fixe (prêt mixte) ou lissé, ce qui a pour effet d'augmenter artificiellement le nombre de prêts dans le système d'information, et par voie de

---

<sup>1</sup> Une tolérance est également admise lorsqu'une et une seule des caractéristiques est différente (excepté pour l'établissement émetteur, et limité à une faible différence pour le montant d'opération et l'année d'émission)

<sup>2</sup> Pour les éco-prêts associés à des PAS le type d'opération est celui du PAS rattaché

conséquence la production des établissements concernés. Cette pratique a eu tendance à se développer depuis quelques années. Il a donc été décidé à partir de 2013 de modifier le bilan en prenant en compte cette pratique.

En raisonnant par opérations financées et non plus par prêts, le bilan rend mieux compte des logements effectivement financés et des ménages emprunteurs via le dispositif des prêts garantis.

Cette présentation n'a pas d'impact sur les montants (globaux) de prêts garantis, par contre elle fiabilise les montants moyens par logement financé (i.e. opération).

Les graphiques sur les taux d'intérêts réalisés dans le bilan sont quant à eux établis à partir du prêt le plus important en terme de montant. La durée est celle du prêt le plus long, et la date de l'offre est celle du premier prêt émis. Ainsi, ce prêt caractérise l'opération. Le taux nominal et le TEG d'une opération sont pondérés par le montant de chaque prêt participant à l'opération.

Le tableau ci-dessous montre les caractéristiques de l'ensemble des opérations PAS dans le neuf et dans l'ancien :

<b><i>Ensemble des opérations PAS en 2017</i></b>	<b>Nombre d'opérations</b>	<b>Coût moyen opération (€)</b>	<b>Taux d'intérêt nominal moyen</b>	<b>Durée moyenne</b>
<b>dans le neuf</b>	27 910	210 995	1,72	23 ans et 11 mois
<b>dans l'ancien</b>	50 846	174 057	1,68	21 ans et 8 mois

## 2. BILAN STATISTIQUE DES OPERATIONS

### GARANTIES EN METROPOLE POUR LA

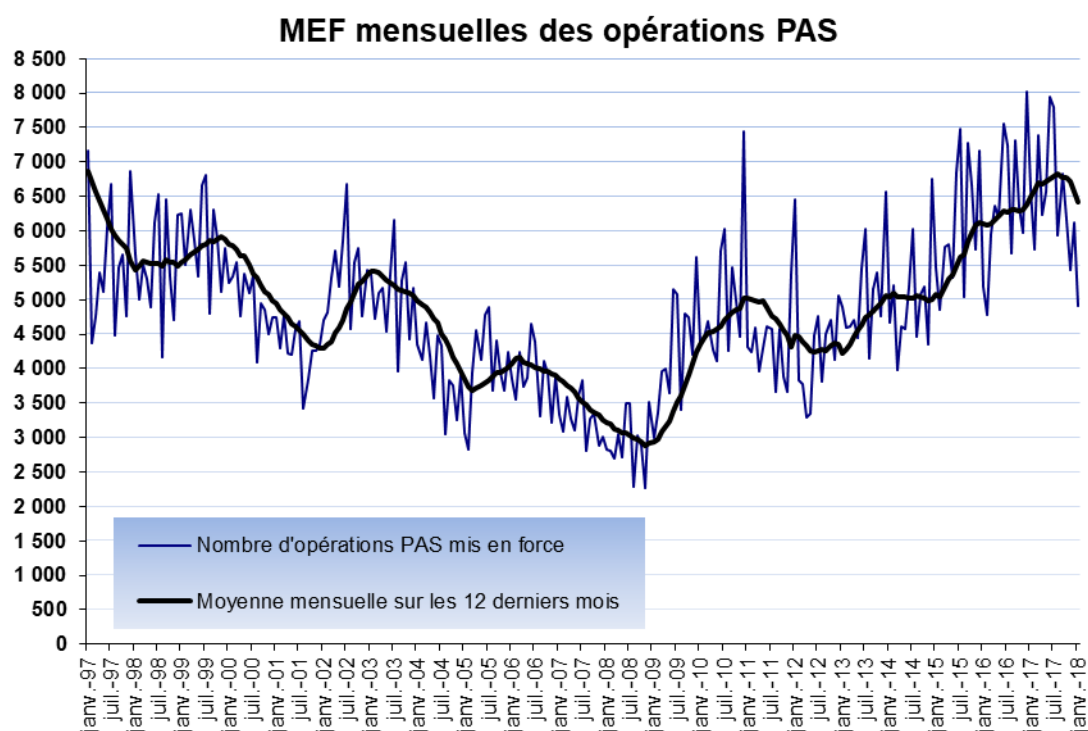
### GENERATION 2017

#### **2.1 L'ENSEMBLE DES OPERATIONS PAS DE LA GENERATION 2017**

La génération 2017 compte 78 756 opérations financées par au moins un PAS (appelées dans ce qui suit « opération PAS ») en métropole pour un montant prêté global de 12,1 Mds d'euros. Fin 2017, le FGAS comptait 1 387 679 opérations PAS en Métropole pour un montant total de crédits de 140 Mds d'euros (informations parvenues à la SGFGAS au 16 février 2018).

<b>Génération du 1er prêt mis en force</b>	<b>Nombre d'opérations PAS</b>	<b>Montant garanti (M€)</b>
1993	8 791	341.1
1994	39 190	1 549.2
1995	37 258	1 584.1
1996	81 186	4 213.5
1997	66 777	3 909.6
1998	65 920	4 227.8
1999	70 577	5 010.1
2000	59 883	4 324.4
2001	51 646	3 906.3
2002	64 350	5 290.0
2003	60 801	5 389.8
2004	47 511	4 510.5
2005	48 150	4 986.7
2006	55 611	6 272.8
2007	30 507	3 554.7
2008	34 817	4 022.1
2009	50 941	6 193.7
2010	60 249	7 531.8
2011	51 751	6 514.0
2012	52 136	6 703.6
2013	60 793	8 050.1
2014	60 100	7 981.0
2015	73 420	10 502.0
2016	76 558	11 360.0
2017	78 756	12 098.6
<b>Total</b>	<b>1 387 679</b>	<b>140 028</b>

Après avoir connu un pic en 2002 avec 64 350 opérations PAS, le nombre d'opérations mises en force (MEF) a décru jusqu'en 2008 (35 049) pour augmenter de nouveau à 60 250 opérations PAS en 2010. En 2011 et 2012, le nombre d'opérations PAS baisse autour de 52 000 puis croît autour de 60 000 en 2013 et 2014 puis augmente progressivement jusqu'à atteindre 78 756 opérations en 2017. La moyenne mensuelle en 2017 est de 6 563 opérations PAS mises en force (contre 6 380 en 2016) avec un maximum de 7 951 opérations en juin 2017.



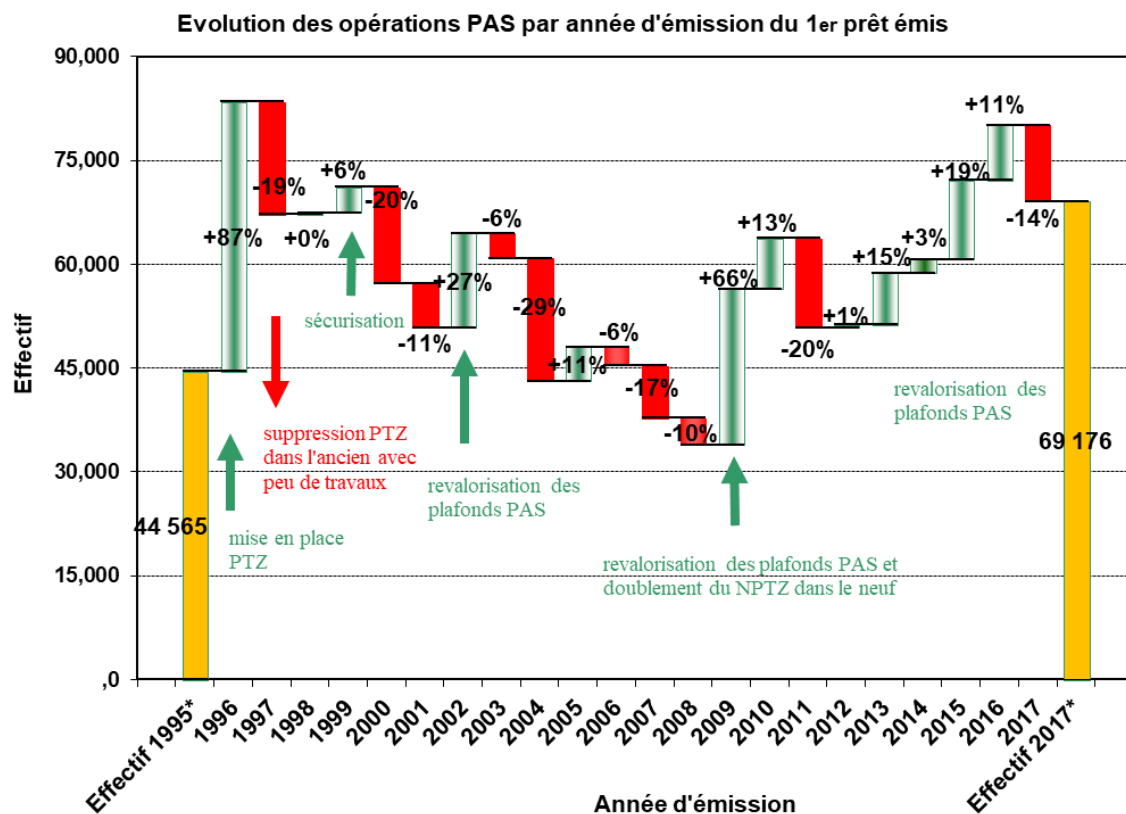
Pour la génération 2017, le montant moyen des prêts garantis est de 153 622 € (en hausse de 3,5% par rapport à 2016) pour un coût d'opération également en augmentation à 187 149 € (+4,6%), et une quotité globale de financement de 82,0% inférieure à celles de 2016 (82,9%) et 2015 (83,4%).

Les emprunteurs ont un revenu mensuel moyen de 2 487 € en 2017, en légère baisse par rapport à 2016 (2 513 €), dû à la fois à la baisse des revenus moyens des ménages de 2 à 5 personnes et à l'augmentation de la part des personnes seules (qui ont logiquement les revenus moyens les plus faibles) dans l'ensemble des opérations.

Le graphique ci-après illustre les impacts des réformes qui ont influencé les émissions des PAS depuis 1994 :

- 1996 : Création du prêt à 0% qui a entraîné une hausse spectaculaire et inégalée de la distribution des PAS de +87% sur un an.
- 1999 : Le démarrage de la sécurisation des prêts garantis a eu un effet positif, mais moins ample : +5% sur un an ;
- novembre 2001 : Revalorisation des plafonds des PAS. C'est l'année suivante que cette réforme porte ses fruits : la production des PAS est en progression très forte, atteignant +27% ;
- la création du NPTZ avec l'extension à l'ancien sans travaux relance la distribution des PAS en 2005 : +11% sur un an ;
- novembre 2008 : Revalorisation des plafonds PAS (alignement sur ceux du NPTZ). C'est l'année suivante que cette réforme montre ses effets ;
- 15 janvier 2009 : Doublement du NPTZ dans le neuf ;
- 1<sup>er</sup> avril 2009 : Création de l'éco-prêt à taux zéro qui peut bénéficier de la garantie du FGAS pour les ménages sous plafonds de ressources PAS ;
- janvier 2010 : Modification des plafonds PAS à la baisse (alignement sur ceux des PLUS) ;
- juillet 2010 : Fin en sifflet du doublement du NPTZ dans le neuf ;
- 1<sup>er</sup> janvier 2011 : Création du PTZ+ qui met fin au NPTZ et au crédit d'impôts sur les intérêts d'emprunt (TEPA) ;
- 1<sup>er</sup> janvier 2012 : Recentrage du PTZ+ sur le neuf uniquement (ne subsiste plus pour l'ancien que la vente HLM)
- 1<sup>er</sup> octobre 2014 : Alignement des plafonds de ressources PAS sur ceux du PTZ
- 1<sup>er</sup> janvier 2015 : Possibilité de faire un PTZ dans l'ancien hors HLM sous condition de travaux dans certaines communes
- 1<sup>er</sup> janvier 2016 : Ouverture du PTZ ancien sous condition de travaux à l'ensemble des communes





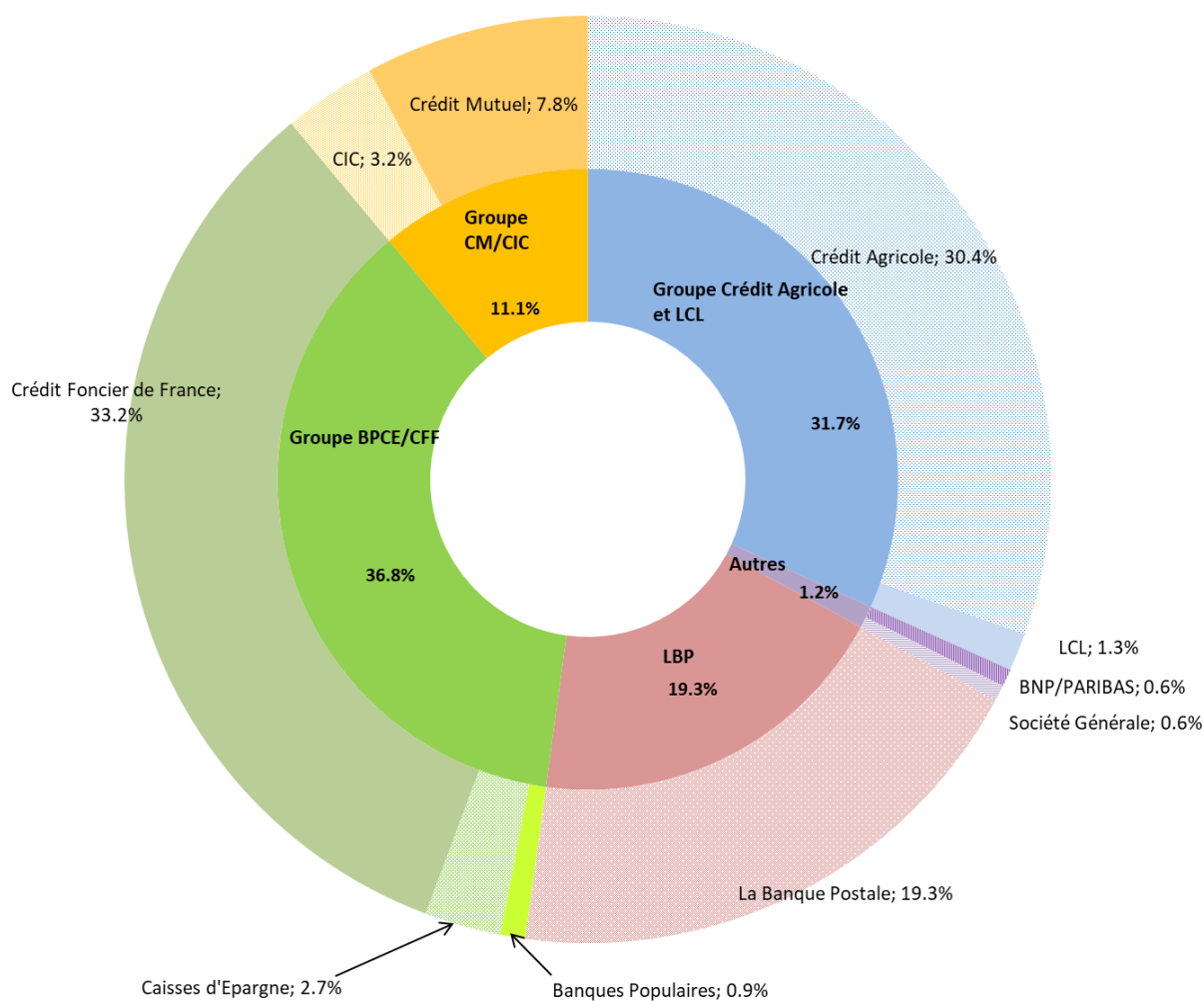
A propos des **émissions** d'opérations PAS en 2017, les chiffres sont encore très provisoires puisque les déclarations d'émission sont loin d'avoir été toutes reçues au 16/02/2018 (elles ne le sont qu'au fur et à mesure des mises en force). Il est probable que le nombre d'opérations PAS émises en 2017 sera plus important que celui de 2016 à cause de ce décalage dans les déclarations.

A noter que pour 2016 il est possible qu'il y ait, à l'avenir, encore de légers ajustements (à la hausse).

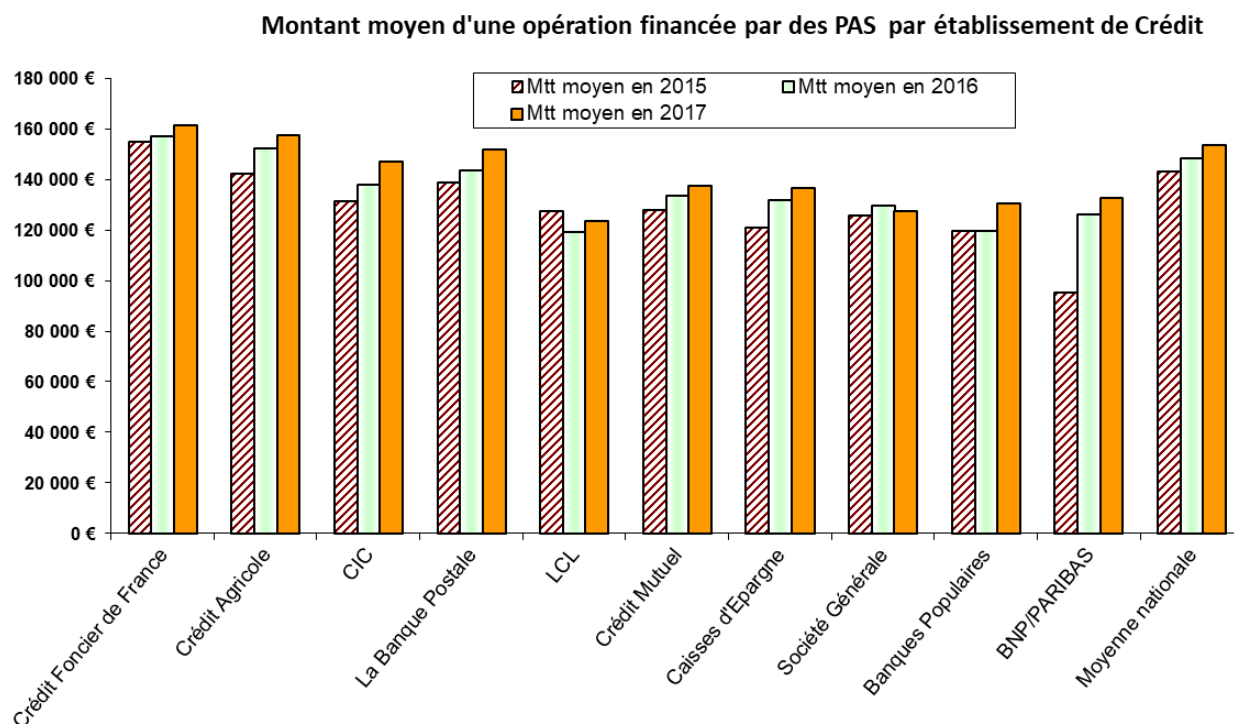
## Répartition des opérations PAS par établissement

Le « classement » des établissements est légèrement différent de celui de l'année 2016. Le Crédit Foncier de France reste le premier distributeur de PAS, avec une part de marché (en montants) passant de 33,3% en 2016 à 33,2% en 2017 et un montant prêté en hausse de 6,2%, passant de 3 786M€ à 4 022M€. Le Crédit Agricole est encore en deuxième position avec une part de marché passant de 30,7% à 30,4%. En troisième position, la Banque Postale, distributeur de PAS depuis décembre 2012, atteint une part de marché de 19,3%, et perd 1,2 point, devant le Crédit Mutuel qui passe de 7,2% à 7,8%. Le CIC gagne 0,9 point à 3,2% et se retrouve devant les Caisses d'Epargne à 2,7% (-0,3 point). Viennent ensuite les Banques Populaires, avec 0,9% de part de marché.

Parts de marché (en montants) des établissements pour l'ensemble des opérations PAS



Le groupe BPCE/Crédit Foncier distribue 36,8% des montants prêtés pour les opérations PAS (soit 0,4 point de moins par rapport à 2016 avec une hausse du montant prêté de 5,3%) suivi, avec 31,7% par le groupe Crédit Agricole et LCL (en hausse de 0,2 point par rapport à 2016 et une augmentation du montant prêté de 7,2%) puis la Banque Postale (19,3%, soit une baisse de 1,2 point par rapport à 2016). Avec un montant prêté en hausse de 23,9%, la part de marché du groupe Crédit Mutuel/CIC se situe à 11,1%.



Le montant moyen prêté est en hausse pour l'ensemble des établissements à l'exception de la Société Générale, les variations allant de +9,0% pour les Banques Populaires à -1,8% pour la Société Générale.

## Répartition géographique des opérations PAS

La structure régionale des opérations PAS de la génération 2017 n'est pas modifiée par rapport à 2016. Avec 15 333 opérations en 2017, la région Ile de France reste la région où les opérations PAS sont les plus nombreuses (19,5% de l'ensemble des opérations PAS). La région Auvergne-Rhône-Alpes reste la seconde région, puisqu'elle représente 16,4% de l'ensemble des opérations PAS au titre de la génération 2017 (16,2% pour la génération 2016). Dans la région Occitanie, 7 918 opérations PAS sont recensées, soit 10,1% du total national (également 10,1% pour la génération 2016). Ainsi pour cette génération, les quatre premières régions concentrent à elles seules 56,0% de l'ensemble des opérations PAS pour 47,7% de la population française<sup>3</sup>.

### Evolution des opérations PAS de la génération 2017 par région

Région	Effectifs	Part de la région	Evolution 2017/2016	Décomposition de de la variation (*)	Part de la région (montants)
Ile de France	15 333	19.5%	6.0%	1.1%	22.6%
Auvergne-Rhône-Alpes	12 950	16.4%	4.6%	0.7%	16.5%
Occitanie	7 918	10.1%	2.4%	0.2%	9.5%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7 902	10.0%	8.6%	0.8%	10.3%
Pays de la Loire	6 878	8.7%	10.1%	0.8%	7.5%
Hauts-de-France	6 094	7.7%	3.5%	0.3%	7.1%
Nouvelle-Aquitaine	5 381	6.8%	-4.0%	-0.3%	6.6%
Grand Est	4 726	6.0%	-0.7%	0.0%	5.6%
Bretagne	3 147	4.0%	0.5%	0.0%	3.6%
Normandie	3 113	4.0%	-11.7%	-0.5%	4.3%
Centre-Val de Loire	2 520	3.2%	-8.7%	-0.3%	3.2%
Bourgogne-Franche-Comté	2 169	2.8%	-3.7%	-0.11%	2.4%
Corse	625	0.8%	18.4%	0.1%	0.8%
<b>Ensemble</b>	<b>78 756</b>	<b>100%</b>	<b>2.9%</b>	<b>2.9%</b>	<b>100%</b>

(\*) Cette colonne correspond à la variation entre 2017 et 2016 par rapport au total de 2016.

La répartition géographique par montants place au premier rang l'Ile-de-France, avec 22,6% des montants prêtés pour les opérations PAS. Cela s'explique à la fois par des coûts d'opération et des quotités d'endettement plus élevés. Les régions Auvergne-Rhône-Alpes avec 16,5%, Occitanie avec 9,5% et Provence-Alpes-Côte d'Azur avec 10,3% restent des régions importantes.

Quant au montant prêté moyen, il va de de 124 336 € en Bretagne à 167 325 € en Ile-de-France.

---

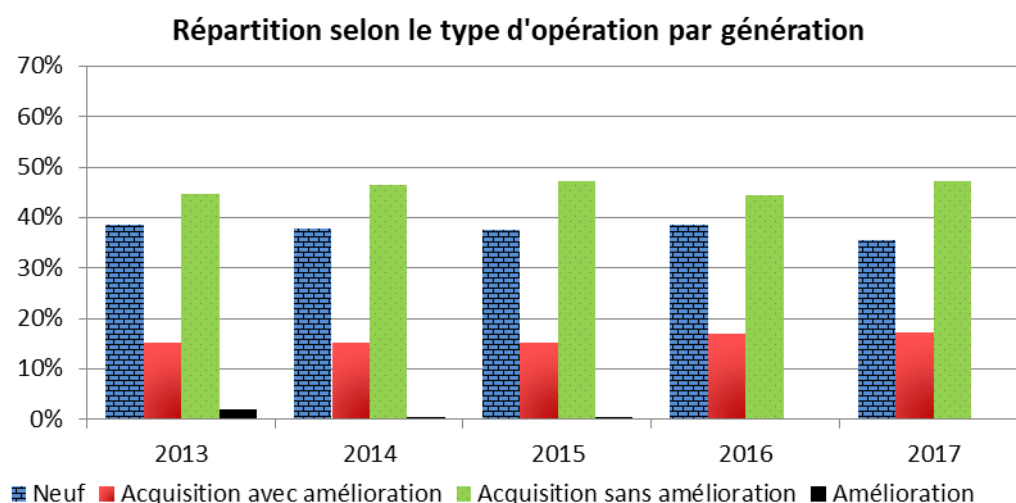
<sup>3</sup> Source : [Insee 2013](#)

## Caractéristiques des opérations PAS

**Le montant moyen de l'opération** est en augmentation, passant de 178 965 € pour la génération 2016 à 187 149 € en 2017.

Le graphique ci-dessous montre la **répartition en effectifs des opérations PAS selon le type d'opération** depuis 2013. En 2017, la part du neuf diminue de 3,2 points pour atteindre 35,4%, tandis que la part de l'acquisition avec amélioration et de l'acquisition sans amélioration augmentent respectivement de 0,3 point et 2,9 points.

Cela se traduit par une baisse de 5,5% pour le neuf et de 2,7% dans l'amélioration, contre une hausse de 4,9% dans l'acquisition avec amélioration et de 9,5% dans l'acquisition sans amélioration.



### *Répartition des opérations PAS par type d'opération*

	2015		2016		2017		Evolution	
							15/16	16/17
Construction ou acquisition d'un logement neuf	27 440	37.4%	29 540	38.6%	27 910	35.4%	7.7%	-5.5%
Acquisition avec amélioration	11 144	15.2%	12 863	16.8%	13 489	17.1%	15.4%	4.9%
Acquisition sans amélioration	34 523	47.0%	33 930	44.3%	37 138	47.2%	-1.7%	9.5%
Amélioration	313	0.4%	225	0.3%	219	0.3%	-28.1%	-2.7%
<b>Ensemble</b>	<b>73 420</b>	<b>100%</b>	<b>76 558</b>	<b>100%</b>	<b>78 756</b>	<b>100%</b>	<b>4.3%</b>	<b>2.9%</b>

**Le montant moyen d'opération** (annexe 1) augmente dans le neuf : avec +4,9% en 2017, (+4,2% en 2016). Le coût d'opération de l'amélioration seule augmente de 6,4% en 2017 (+3,2% en 2016), celui de l'acquisition avec amélioration augmente (+5,4% en 2017, +7,2% en 2016). Le coût de l'acquisition sans amélioration augmente également en 2017 avec +5,4% (+3,2% en 2016). Comme les années précédentes, le neuf reste la catégorie la plus chère avec un coût moyen d'opération s'élevant à 210 995 € (201 156 € en 2016), suivi par l'acquisition seule à 177 906 € (168 829 € en 2016). Les améliorations seules et les acquisitions avec amélioration ont un coût moyen d'opération respectif de 81 383 € et 164 964 €.

S'agissant de la différenciation de l'Ile-de-France et de la province, le nombre d'opérations PAS au titre de la génération 2017 augmente de 6,0% en Ile-de-France et de 2,2% en province. Concernant la répartition des opérations selon le type d'acquisition par rapport à l'ensemble, nous constatons une diminution dans le neuf en Ile-de-France et en province (respectivement 30,8% contre 36,2% en 2016 et 36,6% contre 39,1% en 2016) et une augmentation dans l'ancien (respectivement 69,2% en 2017 contre 63,8% en 2016 et 63,4% en 2017 contre 60,9% en 2016) sauf pour l'amélioration seule en province passant de 0,4% en 2016 à 0,3% en 2017 dans l'ensemble.

En zone A, on relève 14 076 opérations PAS alors que cet effectif est respectivement de 20 218 en zone B1, 15 908 en zone B2 et 28 554 en zone C.

***Répartition des opérations PAS de la génération 2017 selon le type d'opération  
et la distinction Province/ Ile de France***

	<b>Ile-de-France</b>		<b>Province</b>		<b>Ensemble</b>	
Construction ou acquisition d'un logement neuf	4 725	30.8%	23 185	36.6%	27 910	35.4%
Acquisition avec amélioration	577	3.8%	12 912	20.4%	13 489	17.1%
Acquisition sans amélioration	10 021	65.4%	27 117	42.8%	37 138	47.2%
Amélioration	10	0.1%	209	0.3%	219	0.3%
<b>Ensemble</b>	<b>15 333</b>	<b>100%</b>	<b>63 423</b>	<b>100%</b>	<b>78 756</b>	<b>100%</b>

**Le montant moyen prêté de l'opération PAS** a globalement augmenté (+3,5%) par rapport à la génération 2016 pour un coût moyen d'opérations également en augmentation (+4,6%).

***Coût moyen d'opération et montant moyen prêté (en €) des opérations PAS de la  
génération 2017***

	<b>Ile-de-France Opération PAS</b>		<b>Province Opération PAS</b>		<b>Ensemble Opération PAS</b>	
Construction ou acquisition d'un logement neuf	246 400	213 100	203 791	172 326	210 995	179 229
Acquisition avec amélioration	221 509	199 083	162 458	140 596	164 964	143 098
Acquisition sans amélioration	213 745	170 864	164 678	126 828	177 906	138 710
Amélioration	70 869	56 947	81 886	67 610	81 383	67 123
<b>Ensemble</b>	<b>224 008</b>	<b>184 867</b>	<b>178 253</b>	<b>146 068</b>	<b>187 149</b>	<b>153 622</b>

Le coût moyen d'opération et le montant prêté moyen demeurent nettement plus importants (respectivement de 25,7% et 26,6%) en Ile-de-France qu'en province. Concernant l'évolution de 2016 à 2017 en Ile-de-France, le montant moyen d'opération augmente de 4,4% : il augmente de 5,0% dans le neuf, de 5,5% dans l'acquisition avec amélioration et de 5,3% dans l'acquisition sans amélioration. En province, le montant moyen d'opération augmente également (+4,5%). Il est en hausse de 5,1% dans le neuf, de 5,2% dans l'acquisition avec amélioration et de 4,9% dans l'acquisition sans amélioration. S'agissant du montant moyen prêté, il augmente pour l'ensemble des opérations (à l'exception de l'amélioration seule en Ile-de-France du fait de très faibles effectifs). La hausse toutes opérations confondues est de 4,3% en Ile-de-France et de 3,1% en province.

Le coût moyen d'opération et le montant moyen prêté demeurent nettement plus importants en zone A que dans les autres zones avec 225 451 € de montant moyen d'opération pour un montant moyen prêté de 182 300 €.

Dans les trois autres zones, le montant moyen d'opération se situe entre 165 494 € et 202 025 € pour un montant moyen prêté compris entre 139 732 € et 160 670 €.

Le montant moyen d'opération varie de 163 363 € pour les Caisses d'Epargne à 194 742 € pour La Banque Postale. Ces montants moyens d'opération sont en hausse par rapport à 2016 pour la plupart des établissements : les Banques Populaires (+8,3%), le CIC (+5,9%), le Crédit Foncier (+5,6%), le Crédit Agricole (+4,8%), la Banque Postale (+4,2%), LCL (+4,0%), les Caisses

d'Epargne (+3,2%), le Crédit Mutuel (+2,9%) et BNP PARIBAS (+2,6%). Ces montants moyens ne sont en baisse que pour la Société Générale (-1,5%).

**La quotité moyenne de l'opération** globale<sup>4</sup> se situe entre 70,4% pour BNP PARIBAS et 85,9% pour le Crédit Foncier. Elle est de 73,6% pour LCL, 76,9% pour la Société Générale, 77,6% pour les Banques Populaires, 78,0% pour la Banque Postale, 80,5% pour le Crédit Mutuel, 81,2% pour le CIC, 82,1% pour le Crédit Agricole et 83,6% pour les Caisses d'Epargne.

Au vu des déclarations reçues, les prêts complémentaires (Prêts Epargne Logement, Prêts Sociaux, Prêts 1%) ne seraient présents que dans 5,7% des opérations PAS de la génération 2017 et compte tenu des montants déclarés, il en découlerait un taux d'apport personnel se situant autour de 16,2%.

Pour cette raison, la quotité moyenne de l'opération est à prendre sous beaucoup de réserve, cf. également développement page 60.

On note une légère diminution de la quotité de 0,8 point pour l'ensemble des opérations PAS par rapport à la génération 2016, de 0,1 point en Ile-de-France et de 1,1 point en Province. La quotité en Province baisse globalement par rapport à celle d'Ile-de-France : dans l'acquisition avec amélioration (-3,3 points par rapport à l'Ile-de-France), pour l'acquisition sans amélioration (-2,9 points par rapport à l'Ile-de-France) et pour le neuf (-1,9 points par rapport à l'Ile-de-France).

En s'intéressant aux zones, on remarque que la quotité des opérations PAS est la plus élevée en Zone C avec 84,4%, suivie par les zones B2, A et B1 avec respectivement 83,2%, 80,9% et 79,5% de quotité.

---

<sup>4</sup> Sont exclus du calcul de la quotité d'endettement le montant des autres prêts accompagnants les PAS, PTZ garantis et éco-prêts garantis (Prêts Epargne Logement, Prêts Sociaux...)



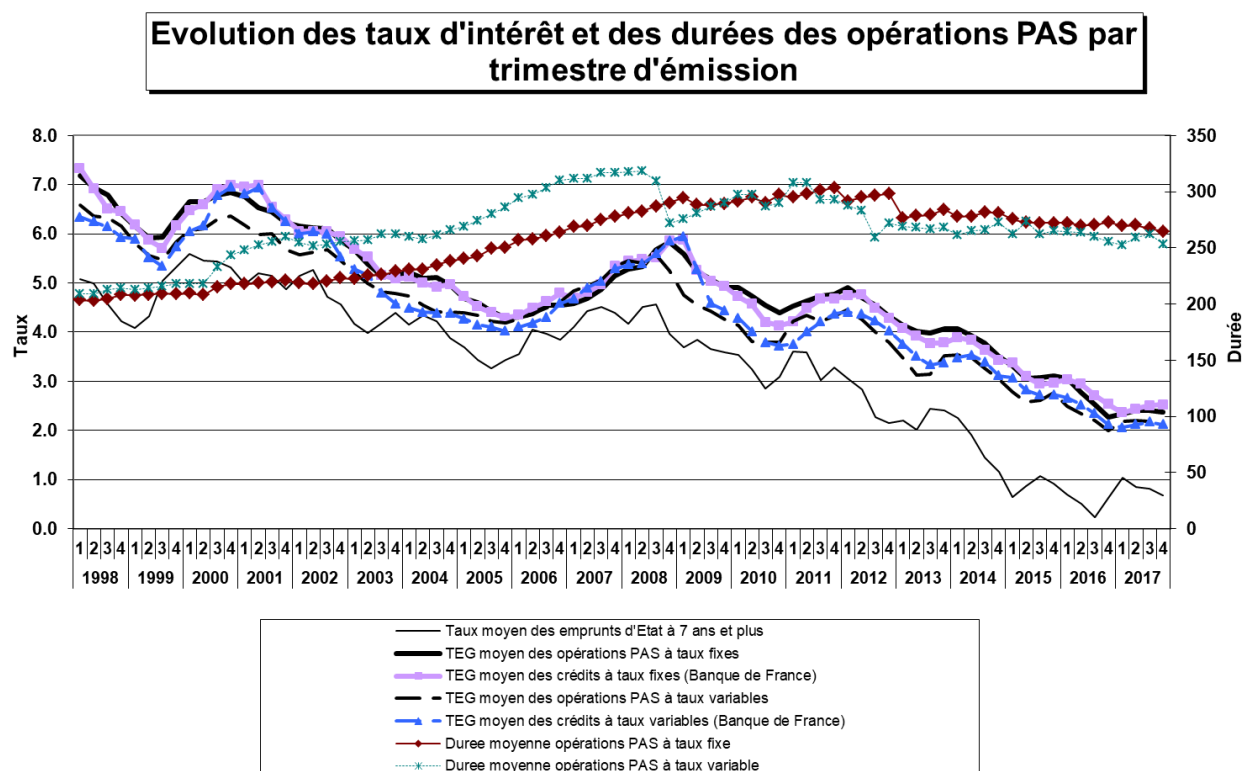
### Quotité moyenne globale des opérations PAS en 2017

	Ile-de-France	Province	Ensemble
Construction ou acquisition d'un logement neuf	86.5%	84.6%	84.9%
Acquisition avec amélioration	89.9%	86.5%	86.7%
Acquisition sans amélioration	79.9%	77.0%	78.0%
Amélioration	80.4%	82.6%	82.5%
<b>Ensemble</b>	<b>82.5%</b>	<b>81.9%</b>	<b>82.1%</b>

Le graphique ci-dessous présente **l'évolution des TEG** des opérations pondérées par les montants de chaque prêt de l'opération et les durées correspondent à la durée du prêt le plus long.

Une baisse des taux avec une durée du prêt plutôt stable, permet in fine de garder une bonne solvabilité aux acquéreurs pour un montant de PAS plus élevé.

On remarque à compter de fin 2008 une baisse brutale de la durée moyenne initiale des PAS à taux variable pour atteindre progressivement le même niveau que les durées des PAS à taux fixe. On peut penser qu'après la crise de 2008, les établissements ont souhaité réduire le risque avec une réduction des durées initiales pour disposer d'une marge supplémentaire d'ajustement de la durée pour maintenir la mensualité constante en cas de hausse des taux. Les durées des opérations PAS à taux fixe deviennent supérieures à celles des opérations à taux variables. L'année 2012 marque un écart plus important entre la durée moyenne des opérations PAS à taux variable et celle des opérations à taux fixes qui depuis reste plus faible. Fin 2017 les durées se confondent presque.



Le TEG moyen des opérations PAS à taux fixes se confond avec le TEG moyen des crédits à taux fixes de 1998 à 2008. A partir de 2009, on aperçoit un écart, qui tend à se resserrer depuis.

Le TEG moyen des crédits à taux variables est souvent supérieur à celui des opérations PAS.

Le taux nominal constant moyen des opérations PAS à taux fixes, dans l'ensemble, diminue passant de 2,06% en 2016 à 1,69% en 2017.

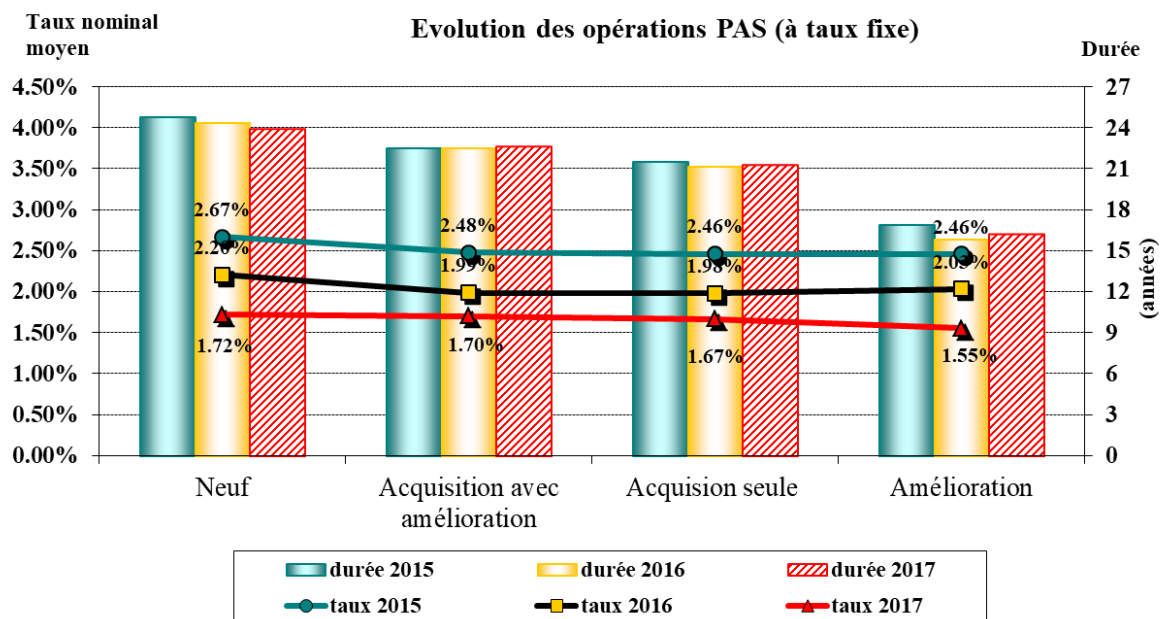
Les baisses du taux nominal constant moyen sont modérées en valeur absolue mais importantes en valeur relative entre 2016 et 2017 : -49 points de base dans le neuf, -28 points de base dans l'acquisition avec amélioration, -31 points de base dans l'acquisition seule et -48 points de base dans l'amélioration seule.

S'agissant du type d'acquisition, 2017 présente des taux légèrement plus faibles pour les opérations dans l'ancien avec 1,55% dans l'amélioration, 1,67% dans l'acquisition seule, et 1,70% dans l'acquisition avec amélioration pour 1,72% dans le neuf.

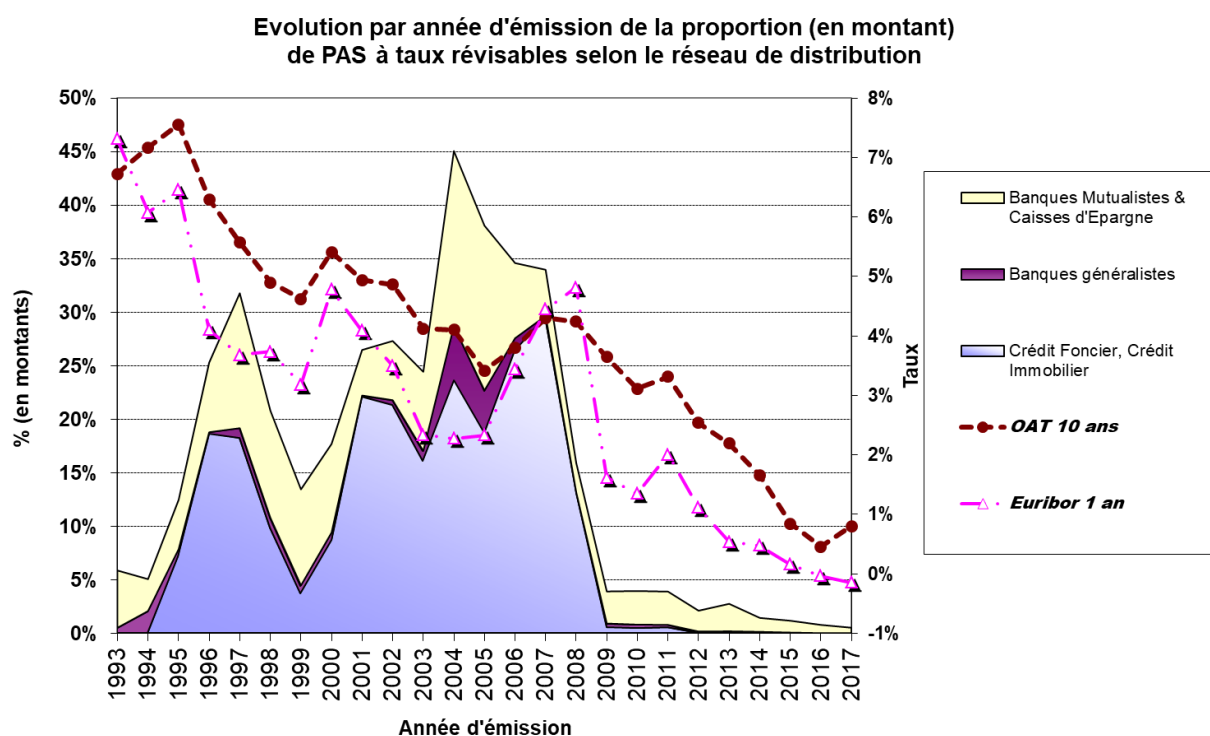
En moyenne sur l'ensemble des opérations, la durée des PAS à taux fixe baisse faiblement de 1 mois et se situe désormais à 22 ans et 6 mois en 2017. Cette diminution est uniquement due au neuf (-4 mois).

**Durée moyenne des opérations PAS à taux fixe (en mois)**

	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
Construction ou acquisition d'un logement neuf	298	292	288
Acquisition avec amélioration	271	270	272
Acquisition sans amélioration	259	254	256
Amélioration	203	190	195
<b>Ensemble</b>	<b>275</b>	<b>271</b>	<b>270</b>



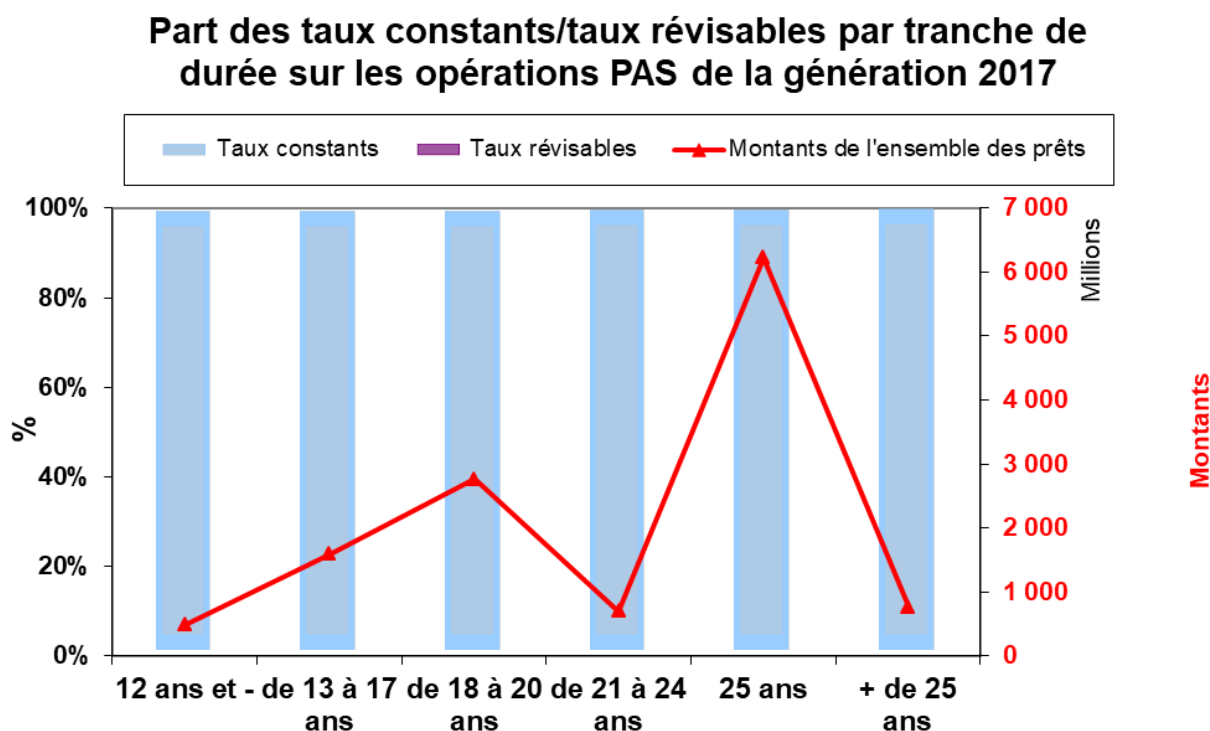
La proportion de PAS à taux révisable par année d'émission<sup>5</sup> selon les principaux réseaux de distribution est mise en regard de l'évolution de l'OAT 10 ans au cours du temps :



<sup>5</sup> Les émissions ont été préférées aux mises en force ou à la notion de la génération afin de pouvoir comparer l'évolution de la proportion des PAS à taux révisables vis-à-vis des taux longs.

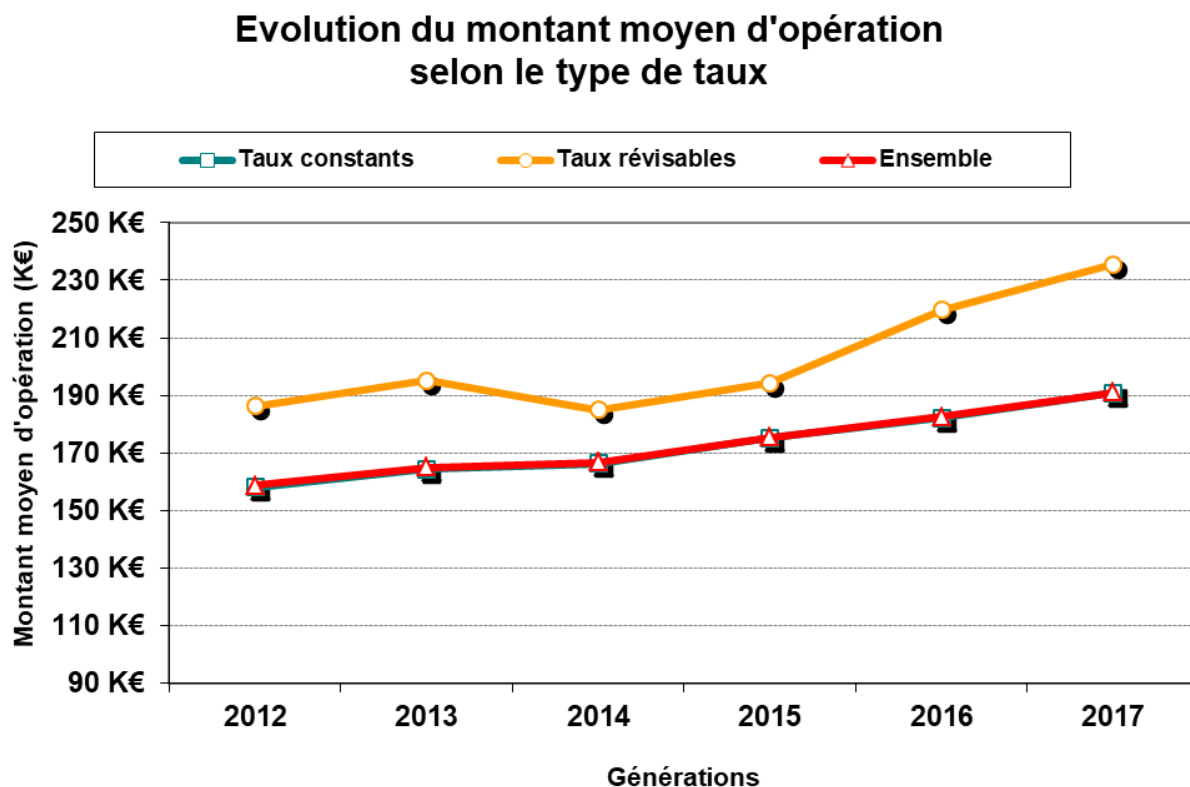
La part des PAS (en montants) à taux révisable a connu deux phases de progression depuis 1993 : entre 1993 et 1996 puis entre 1999 à 2004, alors que la diminution des taux rend l'endettement à taux fixe pourtant plus avantageux pour les emprunteurs. En 2004 la part des PAS à taux révisables (en montants) émis a ainsi atteint 49,2%, pour baisser constamment depuis. En 2017, la part des prêts PAS à taux révisables émis atteint 0,5% avec des taux en légère hausse par rapport à 2016 (0,80% contre 0,46% pour l'OAT et -0,15% contre -0,03% pour l'Euribor 1 an).

Quelle que soit la tranche de durée du prêt, la part des PAS à taux révisables (en montants distribués) ne dépasse pas les 1%.



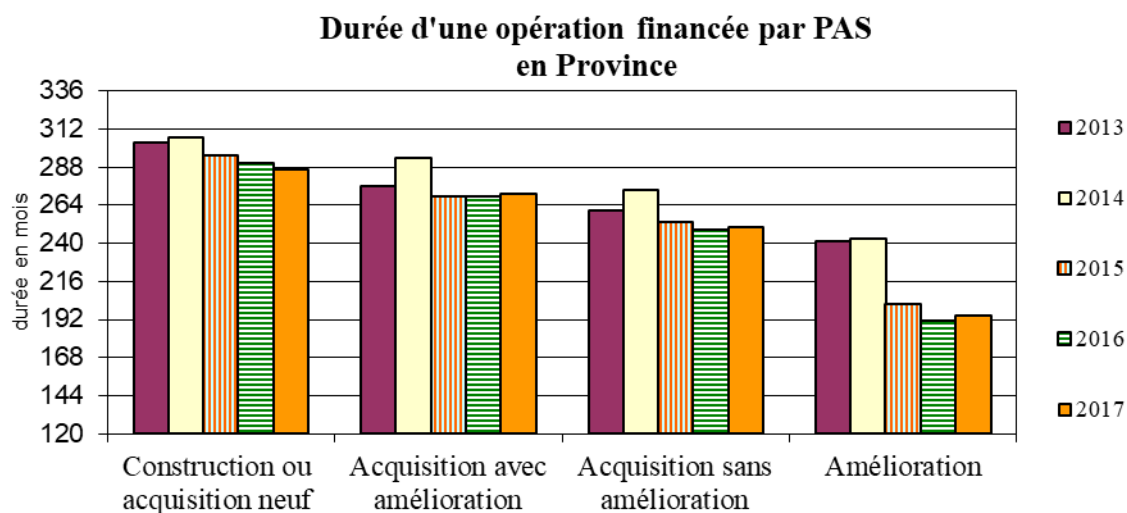
La part des opérations à taux révisables est en moyenne de 0,5% en 2017 contre 0,9% en 2016. Pour les opérations PAS d'une durée inférieure ou égale à 12 ans, la part atteint son maximum de 0,8%, pour les opérations d'une durée de plus de 25 ans, la proportion atteint son minimum à 0,1%.

Les taux révisables portent sur des montants d'opérations plus importants (cf. le graphique ci-après) :

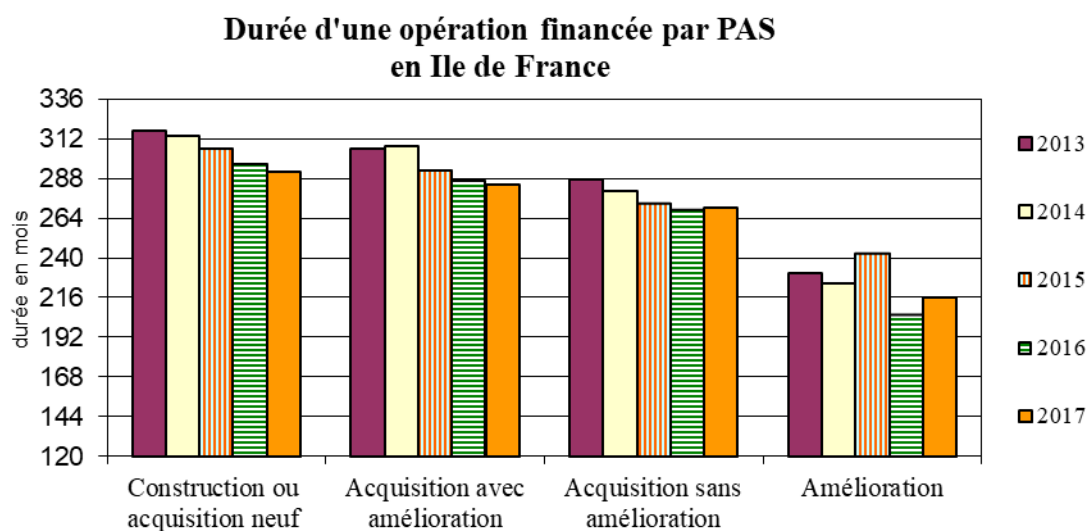


Quelle que soit le type de taux, **la durée des PAS**, continue de baisser : 23 ans et 7 mois en 2013, 23 ans et 4 mois en 2014, 22 ans et 11 mois en 2015, 22 ans et 7 mois en 2016 et 22 ans et 6 mois en 2017.

La baisse de la durée entre 2016 et 2017 est comparable aussi bien en Ile-de-France qu'en province. On remarque que la diminution de la durée d'emprunt ne concerne que le neuf (-5 mois), et que cette durée est en légère hausse dans l'amélioration seule, l'acquisition sans amélioration et l'acquisition avec amélioration avec respectivement +3 mois, +2 mois et +2 mois par rapport à 2016.



La durée moyenne reste toujours plus longue en Ile-de-France avec 23 ans et 2 mois contre 22 ans et 3 mois en province.



Selon le type d'opération, la durée moyenne d'emprunt en Ile-de-France connaît les variations suivantes entre 2016 et 2017 : -5 mois dans le neuf, -3 mois dans l'acquisition avec amélioration, +2 mois dans l'acquisition sans amélioration. La durée moyenne d'emprunt la plus longue reste dans le neuf avec 24 ans et 4 mois. Dans l'ancien, la durée moyenne d'emprunt est plus courte à 22 ans et 7 mois.

## Caractéristiques des ménages

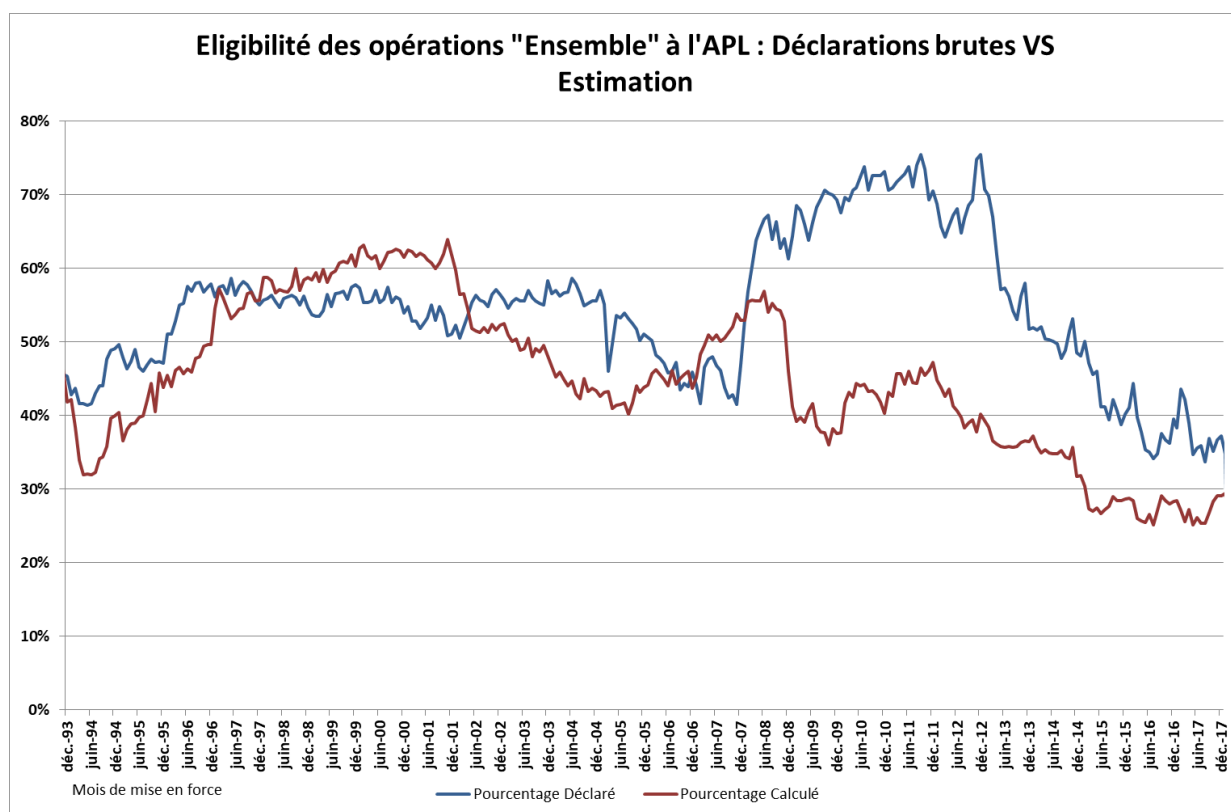
Etant donné que les opérations PAS seuls représentent 65% des opérations PAS dans leur ensemble, les caractéristiques des ménages concernés suivent les mêmes tendances.

Les données liées aux différentes ventilations (taille de ménage, CSP, ...) restent néanmoins disponibles dans les annexes FGAS.

### Présomption d'éligibilité à l'APL des emprunteurs pour les opérations financées au moins par un prêt PAS

#### *a- Déclarations des EC et Estimation par la SGFGAS :*

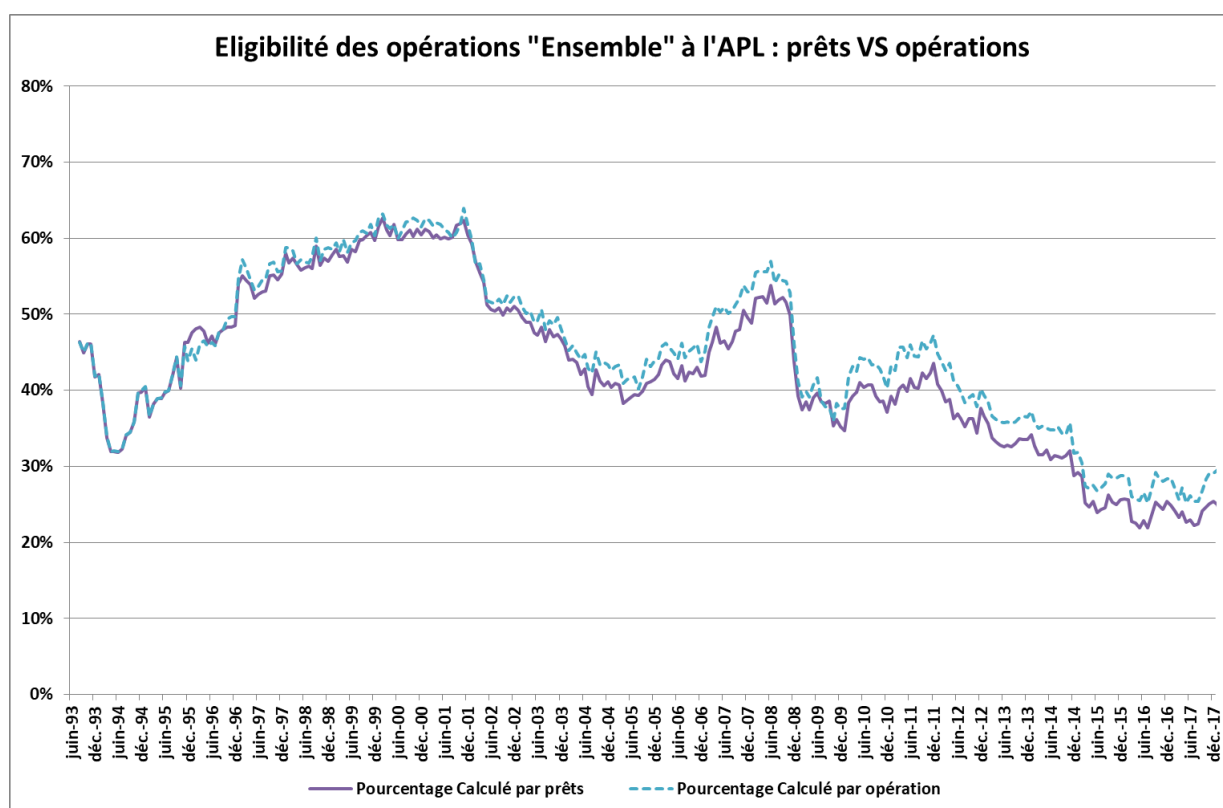
En analysant l'éligibilité à l'APL pour l'ensemble des opérations financées par au moins un prêt PAS, l'écart entre les déclarations brutes et celles estimées se creuse à partir de 2008, ce phénomène est également observable dans l'analyse des opérations PAS et PTZ et celles des PAS seuls.





*b- Analyse par prêts et analyse par opération :*

L'analyse par opération permet de mettre en évidence par ailleurs que, l'évaluation de l'éligibilité à l'APL prêt par prêt sous estimait la véritable éligibilité de l'emprunteur en ce sens que le montant prêté utilisé pour l'estimation, ne tenait pas compte de l'ensemble des autres prêts PAS finançant la même opération.



## 2.2 LES OPERATIONS PAS SEULS DE LA GENERATION 2017

La génération 2017 compte 51 188 opérations financées par des PAS seuls en métropole pour un montant prêté global de 7,3 Mds d'euros. Fin 2017, le FGAS comptait depuis l'origine 633 051 opérations PAS seuls en Métropole pour un montant total de crédits de 56,7 Mds d'euros (informations au 16 février 2018).

Génération du 1 <sup>er</sup> prêt mis en force	Nombre d'opérations PAS seuls	Montant garanti (M€)
1993	8 791	341.1
1994	39 190	1 549.2
1995	34 104	1 386.0
1996	37 637	1 560.6
1997	23 842	1 037.3
1998	23 945	1 207.4
1999	24 362	1 397.2
2000	20 429	1 184.2
2001	18 350	1 117.4
2002	28 885	2 050.5
2003	29 261	2 305.6
2004	22 168	1 922.5
2005	15 218	1 449.6
2006	14 056	1 445.9
2007	6 853	746.4
2008	7 226	765.5
2009	7 464	790.4
2010	7 173	787.6
2011	9 065	1 000.0
2012	26 672	3 073.5
2013	41 382	4 949.4
2014	40 502	4 810.1
2015	48 517	6 353.9
2016	46 771	6 262.1
2017	51 188	7 250.7
<b>Total</b>	<b>633 051</b>	<b>56 744</b>

Après avoir connu un pic en 2003 avec 29 261 opérations PAS seuls, le nombre d'opérations mises en force (MEF) a décru jusqu'en 2010 (7 173). En 2013 le nombre d'opérations finançant

des PAS seuls atteint un nouveau pic avec 41 382 opérations puis en 2015 avec 48 517 opérations, pour terminer avec 46 771 opérations en 2016 et 51 188 opérations en 2017 (+9,4%). La moyenne mensuelle en 2017 est de 4 266 opérations PAS seuls mis en force (contre 3 898 en 2016).

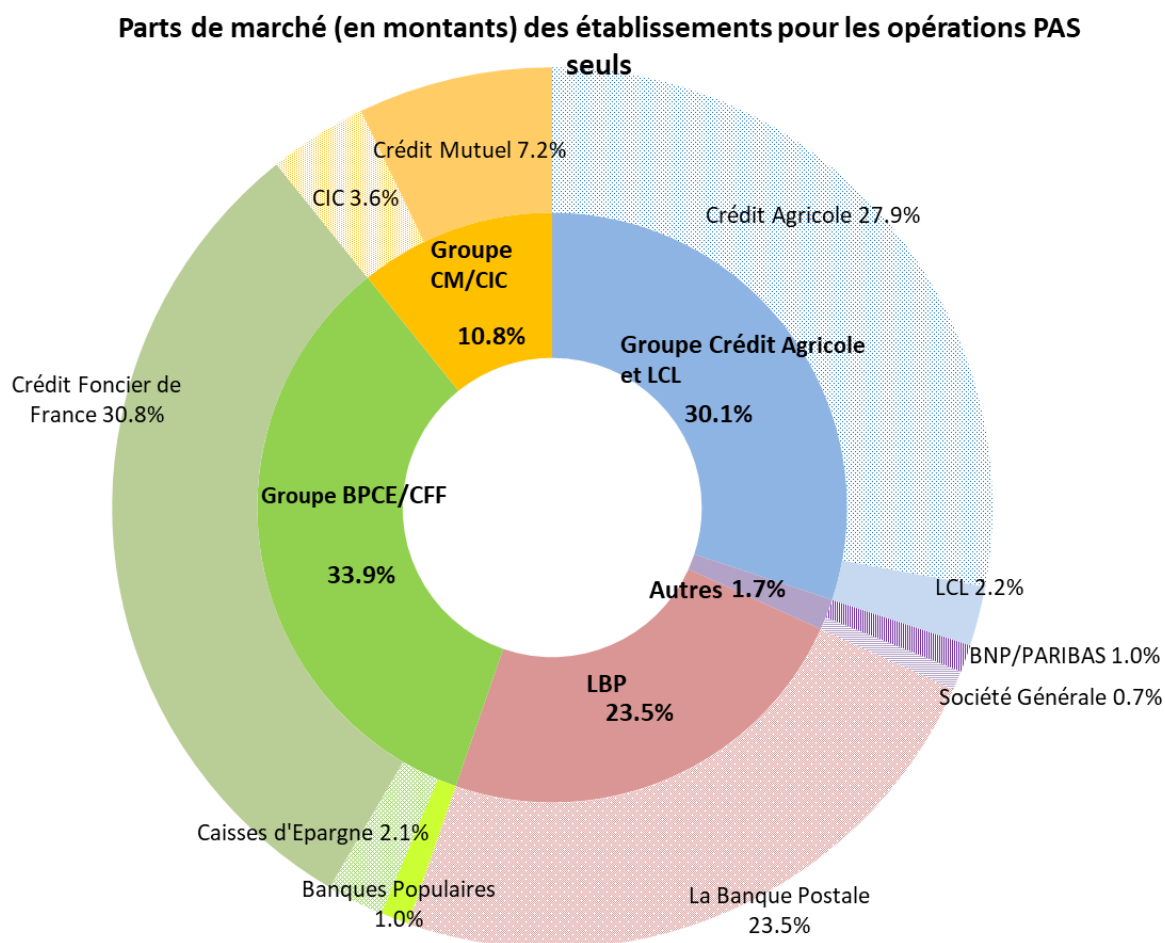
Pour la génération 2017, le montant moyen prêté d'une opération PAS seul est de 141 648 € (+5,8% par rapport à 2016) pour un coût d'opération moyen de 180 592 € (soit +5,8% par rapport à 2016), et une quotité de financement de 78,4% inférieure à celle de 2016 (78,5%).

Les emprunteurs ont un revenu mensuel moyen plus faible en 2017 (-1,1%) par rapport à 2016 avec 2 471 € ; mais qui reste supérieur aux générations 2013 et 2014.

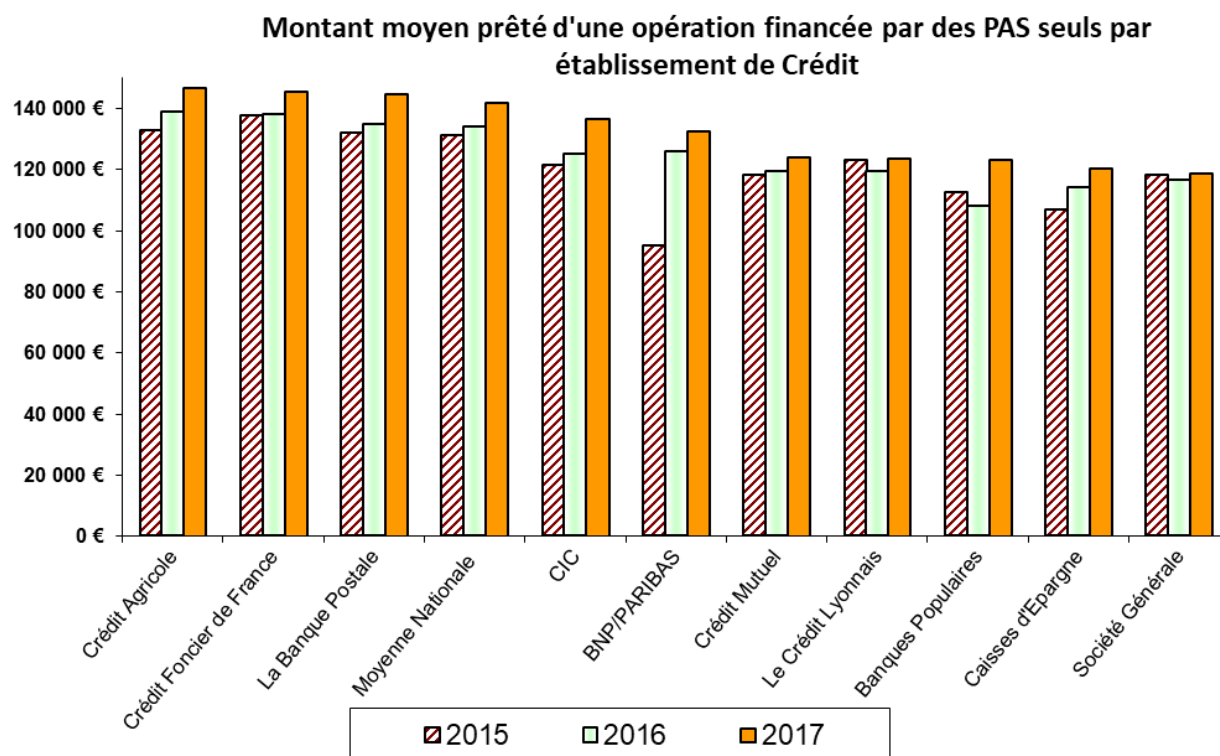
### **Répartition des opérations PAS seuls par établissement**

Le « classement » des établissements (selon leur montant prêté) diffère de celui de l'année 2016. Le Crédit Foncier de France redevient le premier distributeur de PAS en passant devant le Crédit Agricole et la Banque Postale, avec une part de marché de 30,8% en 2017 contre 28,7% en 2016. Le Crédit Agricole voit sa part de marché passer de 29,5% à 27,9% et celle de la Banque Postale de 25,8% à 23,5%. A eux trois, ils distribuent plus de trois quarts des PAS (82,2%). Le Crédit Mutuel (quatrième distributeur de PAS) augmente sa part de marché (7,2%) par rapport à 2016, de même que le CIC qui conserve sa cinquième position (3,6%) devant LCL (2,2%) et les Caisses d'Epargne (2,1%), elles-mêmes devant les Banques Populaires, BNP PARIBAS et la Société Générale.

Ci-dessous sont présentées les parts de marché (en montants) par établissement :



Le groupe BPCE/Crédit Foncier distribue le tiers des PAS seuls avec 33,9% (soit 1,8 points de plus par rapport à 2016 avec une hausse du montant prêté de 22,2%) suivi avec 30,1% par le groupe Crédit Agricole et LCL (-0,9 point par rapport à 2016 avec une augmentation du montant prêté de 12,4%) et la Banque postale avec 23,5%. La part de marché du groupe Crédit Mutuel/CIC augmente avec 10,8% des PAS seuls distribués en France métropolitaine contre 9,2% en 2016.



Tous les établissements confondus enregistrent un taux de croissance positif pour le montant moyen prêté par rapport à 2016. Le montant moyen prêté en 2017 reste supérieur à 2016 pour tous les établissements.

### Répartition géographique des opérations PAS seuls

La structure régionale des PAS de la génération 2017 (Annexe 9) est très similaire à celle de 2016. Avec 11 003 opérations en 2017, la région Ile-de-France reste la région où les opérations PAS seuls sont les plus distribuées (21,5% de l'ensemble des opérations PAS seuls 2017 contre 20,1% en 2016). La région Auvergne-Rhône-Alpes reste la seconde région, puisqu'elle représente 15,8% de l'ensemble des opérations PAS seuls distribuées au titre de la génération 2017 (16,2% pour la génération 2016). Dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, 5 740 opérations sont réalisées avec des prêts PAS seuls, soit 11,2% du total national (10,6% pour la génération 2016). La région Occitanie constitue le 4<sup>ème</sup> distributeur avec 9,5% des opérations PAS seuls. Ainsi pour cette génération, ces quatre premières régions concentrent à elles seules 58,0% de l'ensemble des opérations, et en ajoutant les deux suivantes (Hauts-de-France et Pays de la Loire), ce chiffre monte à 74,6% des opérations réalisées.

### Evolution des opérations PAS seuls de la génération 2017 par région

Région	Effectifs	Part de la région	Evolution 2016/2015	Décomposition de de la variation (*)	Part de la région (montants)
Ile de France	11 003	21.5%	16.6%	3.3%	26.2%
Auvergne-Rhône-Alpes	8 092	15.8%	6.9%	1.1%	16.5%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 740	11.2%	15.4%	1.6%	12.4%
Occitanie	4 868	9.5%	11.2%	1.0%	8.5%
Hauts-de-France	4 359	8.5%	10.7%	0.9%	7.7%
Pays de la Loire	4 099	8.0%	15.5%	1.2%	7.3%
Grand Est	3 148	6.1%	-0.7%	0.0%	5.4%
Nouvelle-Aquitaine	3 130	6.1%	2.4%	0.2%	5.2%
Normandie	1 738	3.4%	-2.8%	-0.1%	2.8%
Bretagne	1 687	3.3%	11.9%	0.4%	2.7%
Centre-Val de Loire	1 550	3.0%	-2.9%	-0.1%	2.5%
Bourgogne-Franche-Comté	1 504	2.9%	-2.0%	-0.1%	2.2%
Corse	270	0.5%	0.7%	0.0%	0.6%
<b>Ensemble</b>	<b>51 188</b>	<b>100%</b>	<b>9.4%</b>	<b>9.4%</b>	<b>100.0%</b>

(\*) Cette colonne correspond à la variation entre 2017 et 2016 par rapport au total de 2016.

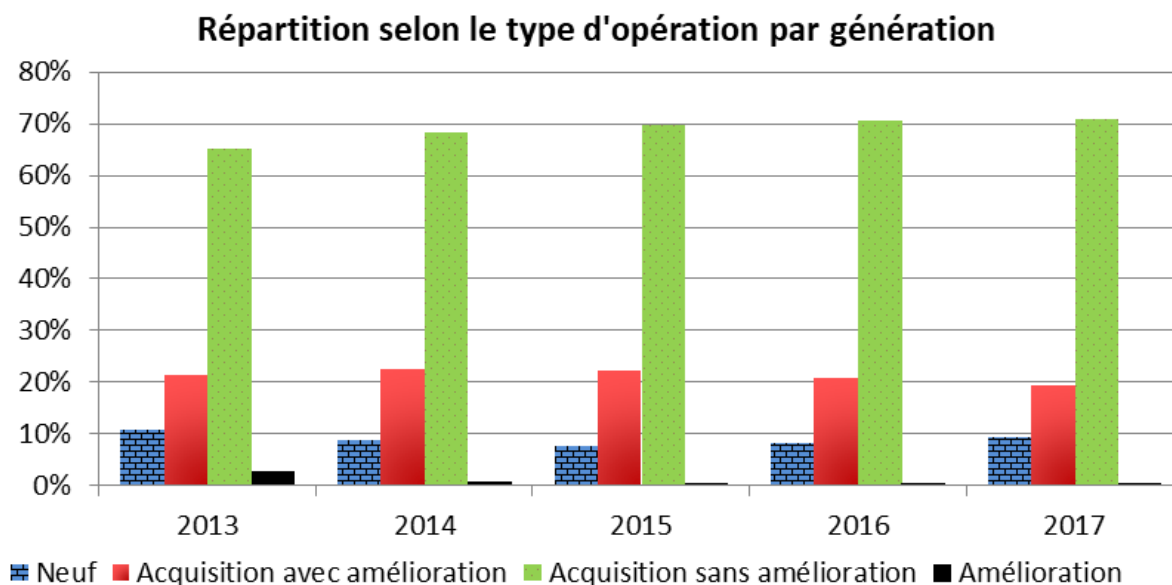
La répartition géographique par montants place au premier rang l'Ile-de-France, avec 26,2% des montants prêtés pour les opérations PAS seuls. Cela s'explique à la fois par des coûts d'opération et des quotités de PAS plus élevés. La région Auvergne-Rhône-Alpes avec 16,5% et Provence-Alpes-Côte d'Azur avec 12,4% restent des régions importantes.

Quant au prêt moyen, il est très différent d'une région à l'autre, allant de 107 787 € en Bourgogne-Franche-Comté jusqu'à 172 975 € en Ile-de-France.

### Caractéristiques des opérations PAS seuls

**Le montant moyen de l'opération** est en augmentation, passant de 170 611 € pour la génération 2016 à 180 592 € en 2017, soit une hausse de 5,8%.

Le graphique ci-dessous montre la répartition des opérations PAS seuls en effectifs selon le type d'opération depuis 2013. En 2017, la part du neuf est de 9,4%, elle est en hausse par rapport à 2016 (8,3%). La part de l'acquisition sans amélioration augmente de 0,2 point par rapport à 2016, celle de l'acquisition avec amélioration baisse de 1,3 point tandis que, l'amélioration seule perd 0,1 point.



Cela se traduit par une hausse de 24,8% dans le neuf et de 8,1% dans l'ancien.

***Répartition des opérations PAS seuls par type d'opération***

	2015		2016		2017		Evolution	
							15/16	16/17
Construction ou acquisition d'un logement neuf	3 680	7.6%	3 862	8.3%	4 821	9.4%	4.9%	24.8%
Acquisition avec amélioration	10 745	22.1%	9 701	20.7%	9 953	19.4%	-9.7%	2.6%
Acquisition sans amélioration	33 782	69.6%	32 986	70.5%	36 197	70.7%	-2.4%	9.7%
Amélioration	310	0.6%	222	0.5%	217	0.4%	-28.4%	-2.3%
<b>Ensemble</b>	<b>48 517</b>	<b>100%</b>	<b>46 771</b>	<b>100%</b>	<b>51 188</b>	<b>100%</b>	<b>-3.6%</b>	<b>9.4%</b>

Le montant moyen d'opération (Annexe 7) augmente pour les opérations d'acquisition dans le neuf (de 4,3% après une hausse de 7,0% en 2016). Le coût moyen des acquisitions augmente également dans l'ancien avec travaux (avec +6,5% après +7,0% en 2016), l'ancien sans travaux (+5,3% contre +3,3% en 2016) et dans l'amélioration seule (+7,1% après +3,0% en 2016), cette dernière catégorie étant à relativiser compte tenu du faible effectif (217 cette année).

Comme les années précédentes, le neuf reste la catégorie la plus chère avec un coût moyen d'opération s'élevant à 226 166 € (216 880 € en 2016), suivi par l'acquisition seule à 178 808 € (169 821 € en 2016). Les acquisitions avec amélioration et les améliorations seules ont un montant moyen d'opération respectif de 167 164 € et 81 740 €.

S'agissant de la différenciation de l'Ile-de-France et de la province, le nombre d'opérations PAS seuls distribués au titre de la génération 2017 augmente à la fois en Ile-de-France (+16,6%) et en province (+7,6%).

En province, les évolutions entre 2016 et 2017 sont de +1,3 point dans le neuf, de +0,1 point dans l'acquisition sans amélioration, de -1,3 point dans l'acquisition avec amélioration et de -0,1 point dans l'amélioration. En Ile-de-France, les différences sont respectivement de +1,0 point, -1,0 point, +0,1 point et +0 point.

***Structure des opérations PAS seuls de la génération 2017 par zone et par type d'opération***

	<b>Ile-de-France</b>		<b>Province</b>		<b>Ensemble</b>	
Construction ou acquisition d'un logement neuf	708	6.4%	4 113	10.2%	4 821	9.4%
Acquisition avec amélioration	465	4.2%	9 488	23.6%	9 953	19.4%
Acquisition sans amélioration	9 821	89.3%	26 376	65.6%	36 197	70.7%
Amélioration	9	0.1%	208	0.5%	217	0.4%
<b>Ensemble</b>	<b>11 003</b>	<b>100%</b>	<b>40 185</b>	<b>100%</b>	<b>51 188</b>	<b>100%</b>

En zone A, on relève 10 480 opérations PAS seuls, les effectifs en zone B1 et B2 sont respectivement de 13 498 et 10 571, alors qu'en zone C on enregistre le nombre le plus élevé d'opérations finançant des PAS seuls avec 16 639.

Le coût moyen d'opération et le montant moyen de PAS demeurent nettement plus importants (respectivement de +27,9% et +30,0%) en Ile-de-France qu'en province. Concernant l'évolution de 2016 à 2017 en Ile-de-France, le montant moyen d'opération augmente de 5,1%. Il diminue dans le neuf (-0,9%) et l'amélioration seule (-40,7%), et augmente dans l'acquisition sans amélioration (+5,2%), l'acquisition avec amélioration (+8,2%). En province, le montant moyen d'opération augmente également (+5,9%). Il est en hausse de 5,0% dans le neuf, de 6,1% dans l'acquisition avec amélioration, de 4,8% dans l'acquisition sans amélioration et de 9,7% dans l'amélioration seule. S'agissant du montant moyen du PAS pour l'ensemble des opérations, il augmente de 5,9% en Ile-de-France et de 5,2% en province. La plus forte hausse (hors



amélioration seule) en province est dans l'acquisition avec amélioration (+6,5%) et en Ile-de-France, elle est dans l'acquisition avec amélioration (+9,6%).

Le coût moyen d'opération et le montant moyen de PAS demeurent nettement plus importants en zone A que dans les autres zones avec 220 077 € d'opération pour un PAS de 172 401 €, et particulièrement dans le neuf avec respectivement 272 158 € et 181 880 €.

Dans les trois autres zones, le montant moyen d'opération se situe entre 153 694 € et 196 747 € pour un PAS compris entre 123 261 € et 149 840 € (pour le neuf, coût moyen compris entre 198 658 € et 256 484 € et PAS compris entre 146 425 € et 176 004 €).

***Coût moyen d'opération et montant moyen du PAS pour les opérations PAS seuls  
selon le type d'opération et la distinction Province/Ile-de-France de la génération 2017***

	<b>Ile-de-France</b>		<b>Province</b>		<b>Ensemble</b>	
	<b>Opération</b>	<b>PAS</b>	<b>Opération</b>	<b>PAS</b>	<b>Opération</b>	<b>PAS</b>
Construction ou acquisition d'un logement neuf	262 100	176 699	220 014	157 139	226 166	160 012
Acquisition avec amélioration	224 719	201 038	164 373	140 170	167 164	143 014
Acquisition sans amélioration	214 531	171 485	165 523	127 279	178 808	139 273
Amélioration	72 323	56 855	82 148	67 803	81 740	67 349
<b>Ensemble</b>	<b>217 893</b>	<b>172 975</b>	<b>170 398</b>	<b>133 071</b>	<b>180 592</b>	<b>141 648</b>

Le montant moyen d'opération varie de 149 744 € pour les Caisses d'Epargne à 190 870 € pour la Banque Postale. Ces montants moyens d'opération sont en hausse par rapport à 2016 chez tous les établissements. Les plus importantes variations sont enregistrées par les Banques Populaires avec +9,7% et le Crédit Foncier de France avec +8,7%. La quotité d'endettement se situe entre 70,4% pour BNP/Paribas et 80,7% pour le Crédit Foncier de France. Elle est de 73,6% pour LCL, 79,9% pour le Crédit Agricole, 74,5% pour la Société Générale, 76,2% pour le Crédit Mutuel, 75,7% pour la Banque Postale, 78,3% pour le CIC, et respectivement pour les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne de 74,7% et 80,4%.

Au vu des déclarations reçues, les prêts complémentaires ne seraient présents que dans 5,1% des opérations PAS seuls de la génération 2017 et compte tenu des montants déclarés, il en découlerait un taux d'apport personnel se situant autour de 19,1%.

Toutefois, ce chiffre est à prendre avec beaucoup de réserve pour la raison sus-indiquée, cf. également développement page 60.

On note que la quotité pour l'ensemble des opérations avec PAS seuls est stable par rapport à la génération 2016, avec une variation similaire de +0,6 point en Ile-de-France et -0,3 point en province. La quotité est plus grande en Province dans le neuf (+4,0 points) et l'amélioration seule (+3,9 points), et plus faible dans l'acquisition avec amélioration (-4,2 points par rapport à l'Ile-de-France) et l'acquisition sans amélioration (-3,0 points par rapport à l'Ile-de-France).

En s'intéressant aux zones, on remarque que la quotité des opérations PAS seuls est la plus élevée en zone C avec 80,2%, suivie par les zones B2, A et B1 avec respectivement 79,4%, 78,3% et 76,2% de quotité du PAS.

#### Quotité moyenne du PAS seul dans le coût d'opération en 2016

	Ile-de-France	Province	Ensemble
Construction ou acquisition d'un logement neuf	67.4%	71.4%	70.7%
Acquisition avec amélioration	89.5%	85.3%	85.6%
Acquisition sans amélioration	79.9%	76.9%	77.9%
Amélioration	78.6%	82.5%	82.4%
<b>Ensemble</b>	<b>79.4%</b>	<b>78.1%</b>	<b>78.4%</b>

Le montant moyen prêté d'une opération PAS seuls augmente de 5,8% par rapport à la génération 2016 pour un montant moyen d'opération dont on a vu précédemment qu'il était en hausse également de 5,8%.

Le graphique ci-après montre que **l'évolution des TEG** des PAS seuls a été similaire à celle des taux des prêts immobiliers libres jusqu'à fin 2006. Le mécanisme du FGAS a permis à la clientèle « sociale » du PAS de bénéficier de conditions de taux globalement aussi avantageuses que l'ensemble des bénéficiaires de crédit.

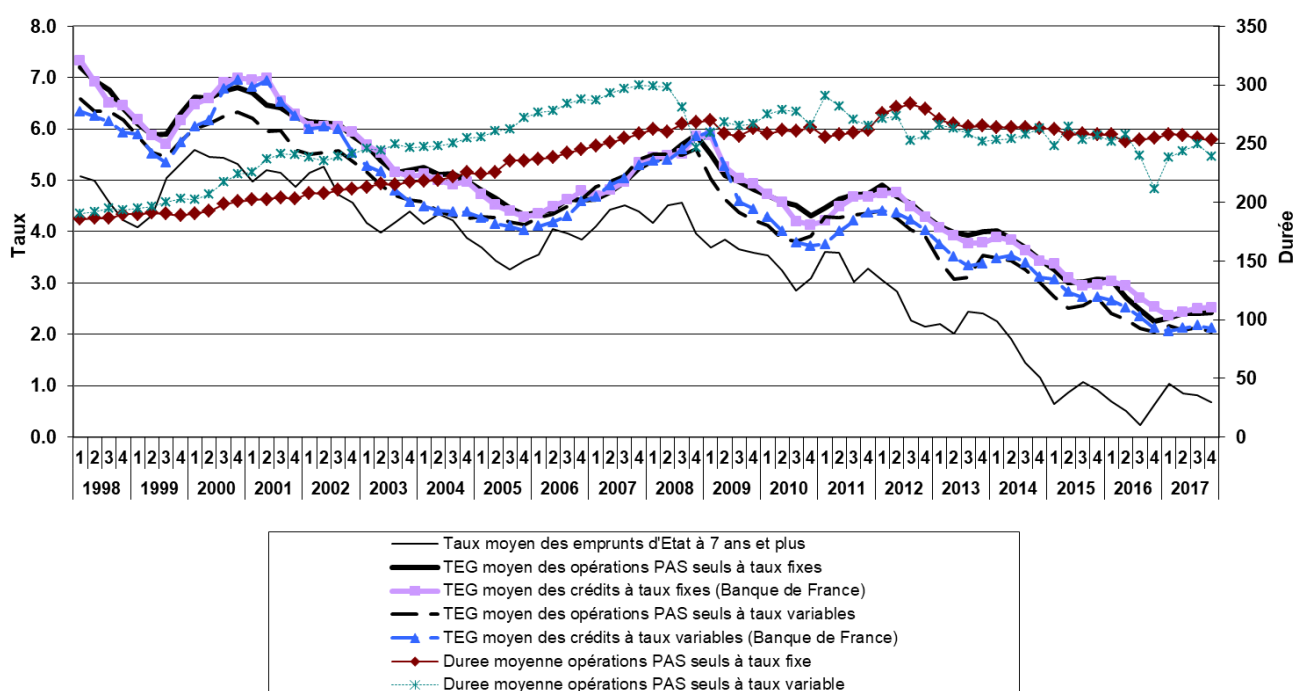
On constate cependant depuis 2009 un écart entre le TEG moyen des PAS seuls au sein des opérations PAS seuls à taux fixes et celui des crédits « libres » qui peuvent être dus à des écarts

de durée (les statistiques sur la durée des prêts résidentiels immobiliers en France ne sont pas assez précises pour confirmer), cependant cet écart tend à se resserrer à partir de 2014.

On rappelle qu'une baisse des taux avec une durée du prêt plutôt stable, permet in fine de garder une bonne solvabilité aux acquéreurs pour un montant global prêté plus élevé. Le graphique ci-dessous présente l'évolution des taux d'intérêt et des durées des prêts ayant le montant prêté le plus élevé, dans chacune des opérations PAS seuls, les taux d'intérêts sont ici pondérés par les montants prêtés.

On remarque à compter de fin 2011 une hausse de la **durée moyenne** des PAS seuls à taux variables et une diminution durant le dernier trimestre 2012. Avant 2008 la durée moyenne des PAS seuls à taux variable s'écarte par rapport à celle des PAS seuls à taux fixes en restant supérieure, à partir de 2011 le schéma s'inverse mais avec un écart plus faible jusque fin 2012. La génération 2017 est caractérisée par des taux d'intérêt en baisse.

**Evolution des taux d'intérêt et des durées des prêts par trimestre d'émission**



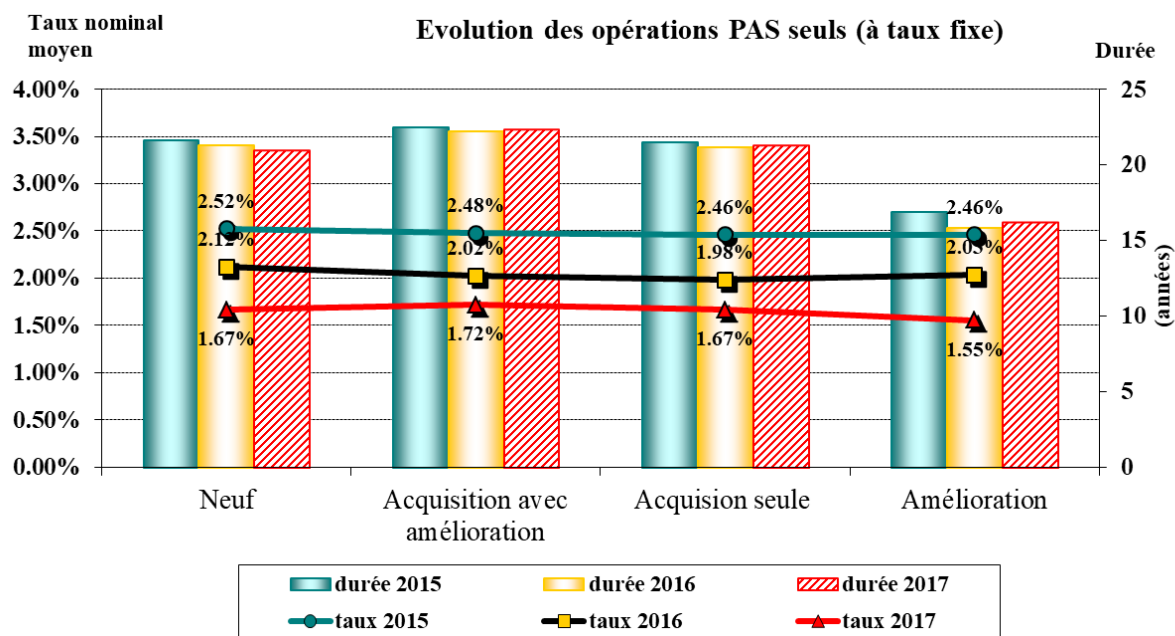
Rappel : La durée d'une opération est caractérisée par la durée la plus élevée des prêts de l'opération. Le taux nominal constant moyen des opérations avec PAS seuls, dans l'ensemble, continue de diminuer entre 2016 et 2017 passant respectivement de 2,00% à 1,68% au dernier trimestre de l'année. Les évolutions du taux nominal constant moyen sont les suivantes : -45

points de base dans le neuf, -31 points de base dans l'acquisition seule, -30 points de base dans l'acquisition avec amélioration et -32 points de base dans l'amélioration seule.

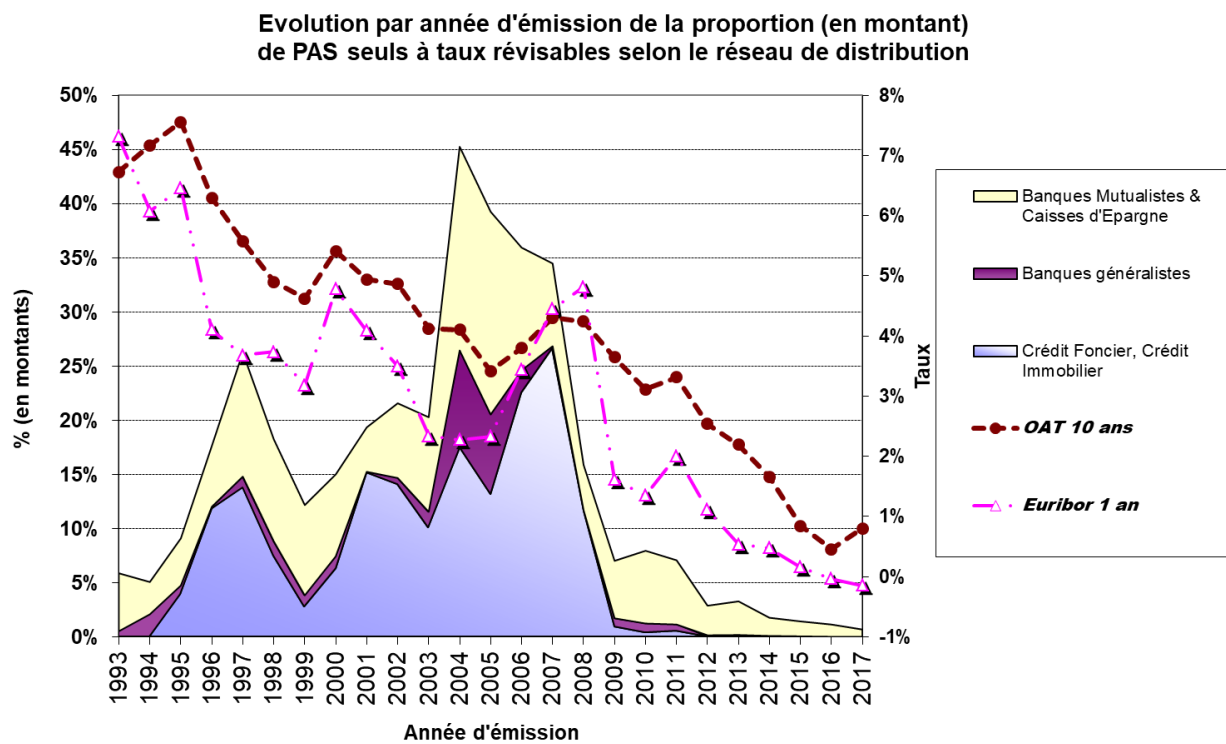
En moyenne sur l'ensemble des opérations, la durée des PAS seuls à taux fixe augmente faiblement de 1 mois et se situe désormais à 21 ans et 6 mois en 2017. On note toutefois une baisse de 4 mois dans le neuf.

#### Durée moyenne des PAS à taux fixe (en mois)

	2015	2016	2017
Construction ou acquisition d'un logement neuf	260	256	252
Acquisition avec amélioration	270	267	268
Acquisition sans amélioration	258	254	256
Amélioration	203	190	195
<b>Ensemble</b>	<b>261</b>	<b>257</b>	<b>258</b>



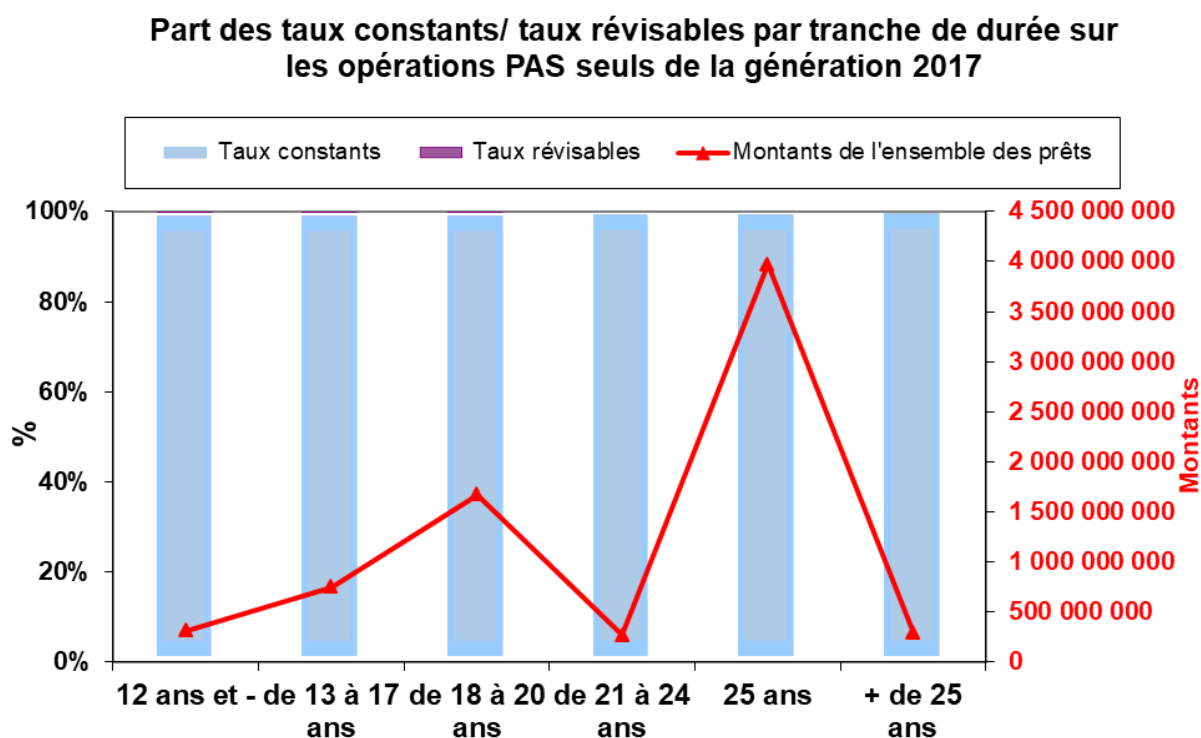
**La proportion de PAS seuls à taux révisable** par année d'émission<sup>6</sup> selon les principaux réseaux de distribution est mise en regard de l'évolution de l'OAT 10 ans au cours du temps dans le graphique ci-après :



La part des PAS ... à taux révisable avait connu trois phases de progression depuis 1993 : entre 1994 et 1997 d'abord, puis un pic en 2001 et 2004. Le recul a ensuite été très rapide. La baisse des taux et la détérioration de la conjoncture économique qui n'est pas propice aux emprunts et aux prises de risque (crise financière et économique, augmentation du chômage...) influencent le choix de l'emprunteur qui opte pour un prêt à taux fixe, perçu comme moins risqué.

<sup>6</sup> Les émissions ont été préférées aux mises en force ou à la notion de la génération afin de pouvoir comparer l'évolution de la proportion des PAS à taux révisables vis-à-vis des taux longs.

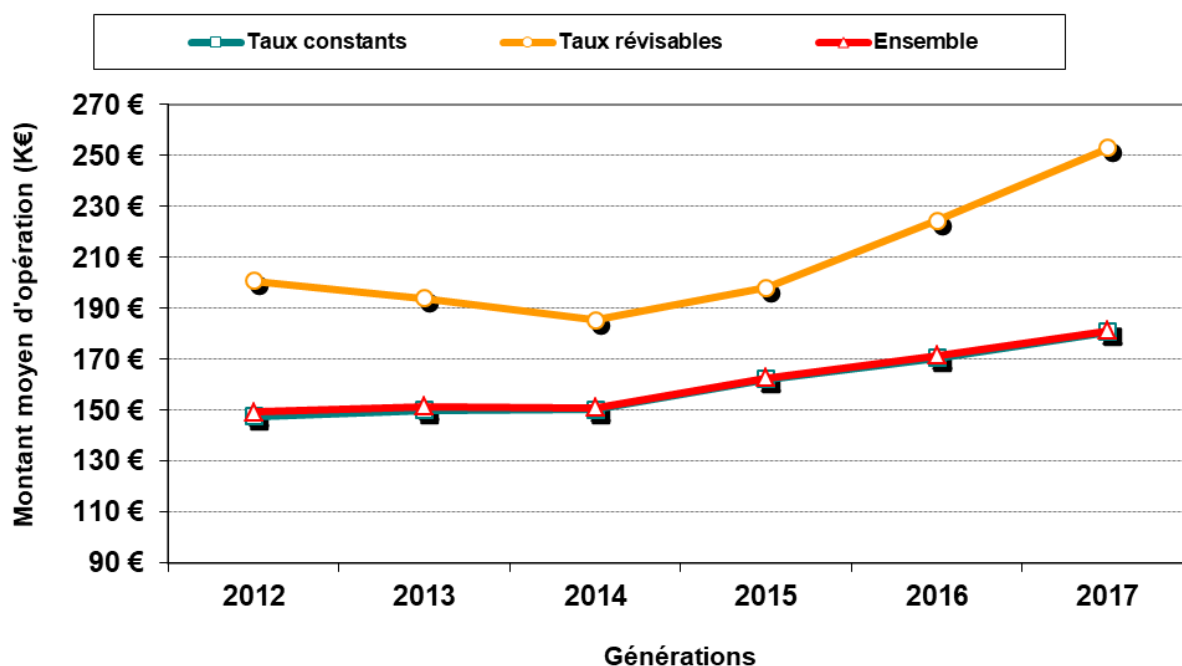
Quelle que soit la durée du prêt, la part des PAS seuls à taux révisables (en montants distribués) ne dépasse pas les 2%.



Sur la génération 2017, la part des opérations PAS seuls dont un prêt au moins est à taux révisable est en moyenne de 0,7%. Pour ceux qui ont une durée supérieure à 25 ans, le pourcentage est de 0,3%, pour les opérations d'une durée de 13 à 17 ans il est de 0,9%. La durée des opérations à taux révisables peuvent s'ajuster en fonction des taux du marché, une augmentation des taux viendra, le cas échéant, impacter la durée du prêt à la hausse.

Rappelons que si le taux fixe reste stable tout au long de la durée du prêt, le taux variable évolue selon un indice public. Ainsi, une diminution du taux est favorable à l'emprunteur (coût du prêt plus faible) alors qu'une augmentation accroît les intérêts à rembourser. Une hausse des taux est susceptible d'avoir pour effet la fragilisation des emprunteurs ayant contracté des PAS à taux variables qui pourront voir la durée de leurs PAS se rallonger ou leurs mensualités augmenter, dans la limite des plafonds réglementaires. Ce risque est accentué par la présence des taux révisables parmi les prêts de longue durée car, dans ce cas, la durée plafond sera atteinte plus rapidement et la répercussion de la hausse des taux se fera donc sentir sur la mensualité. Cet effet est d'autant plus significatif que les taux révisables portent sur des montants d'opération plus importants, l'écart ayant même augmenté en 2017 (cf. le graphique ci-après) :

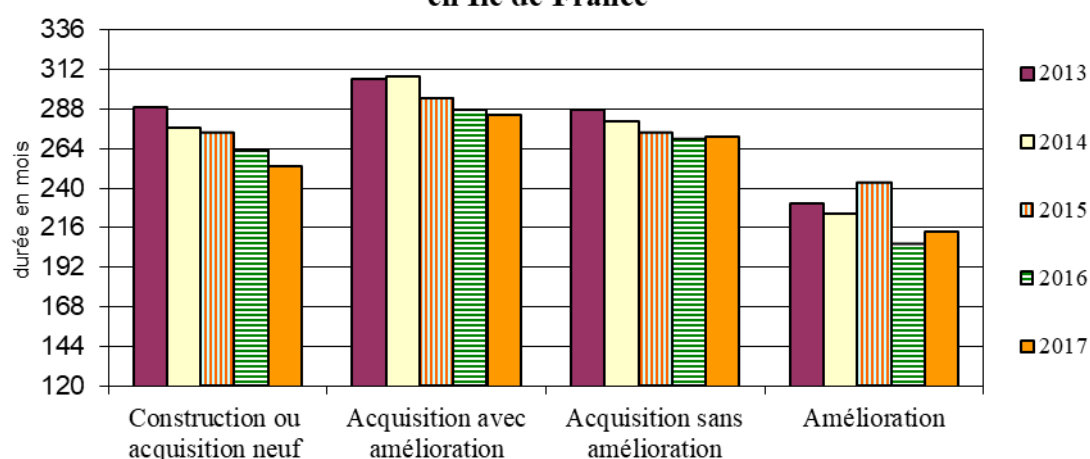
## Evolution du montant moyen d'opération selon le type de taux



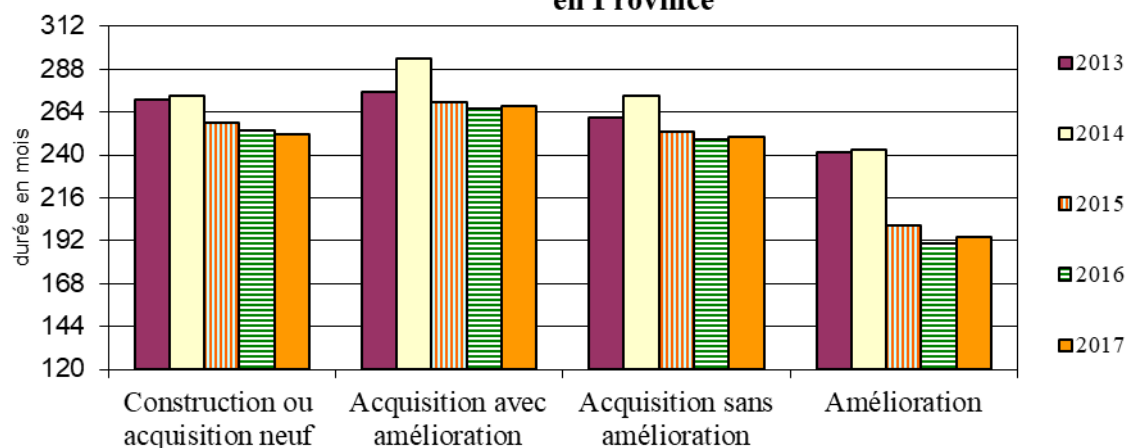
Par ailleurs, pour tous types de taux confondus, la durée des opérations PAS seuls, après plusieurs années de hausse continue, a atteint son maximum en 2012 : 23 ans et 5 mois en 2012, pour diminuer progressivement jusqu'à 21 ans et 4 mois en 2016, puis une légère hausse à 21 ans et 6 mois en 2017.

Comme cela est visible sur les graphiques ci-après, s'agissant de la durée selon la zone géographique, les durées d'opérations sont bien plus importantes en Ile-de-France qu'en province. La durée moyenne demeure toujours plus longue en Ile-de-France avec 22 ans et 6 mois contre 21 ans et 2 mois en province. De manière générale, on note une baisse de la durée d'emprunt par rapport à 2016 dans le neuf de 3 mois, contre une hausse dans l'acquisition avec et sans amélioration, ainsi que dans l'amélioration seule, respectivement de 1, 2 et 4 mois.

### Durée d'une opération financée par PAS seuls en Ile de France



### Durée d'une opération financée par PAS seuls en Province



En distinguant la durée moyenne d'emprunt en province selon le type d'opération, on note une baisse de la durée dans le neuf de 2 mois, contre une hausse de 4 mois dans l'amélioration, de 1 mois dans l'acquisition sans amélioration, et de 1 mois dans l'acquisition avec amélioration. En 2017, l'acquisition avec amélioration est le type d'opération en province avec la durée moyenne d'emprunt la plus longue (22 ans et 3 mois).



## Caractéristiques des ménages

**Le revenu mensuel moyen** de l'année N<sup>7</sup> des ménages bénéficiaires d'une opération PAS seuls a baissé en 2017 pour atteindre 2 471€ (-1,1% par rapport à 2016 après -2,8% en 2016 par rapport à 2015)

### Revenu mensuel moyen des bénéficiaires d'un PAS seul en euros

	2015	2016	2017	Evolution	
				15/16	16/17
Construction ou acquisition d'un logement neuf	2 838	2 867	2 786	1.0%	-2.8%
Acquisition avec amélioration	2 371	2 346	2 314	-1.0%	-1.4%
Acquisition sans amélioration	2 571	2 487	2 461	-3.3%	-1.0%
Amélioration	2 906	2 904	3 117	0.0%	7.3%
<b>Ensemble</b>	<b>2 572</b>	<b>2 500</b>	<b>2 471</b>	<b>-2.8%</b>	<b>-1.1%</b>

En distinguant les revenus par type d'opération, elles ont toutes vu leur revenu diminuer sauf dans l'amélioration seule (+7,3%) : -1,4% pour l'acquisition avec amélioration, -1,0% pour l'acquisition sans amélioration et -2,8% pour le neuf. Depuis 2015, le revenu moyen des acquéreurs de l'amélioration seule est toujours supérieur à celui des acquéreurs de neuf (respectivement 3 117 € et 2 786€ en 2017), mais ces chiffres sont peu représentatifs à cause du faible effectif d'opérations PAS seuls dans l'amélioration seule (217 en 2017).

Si on considère maintenant les montants d'opération de PAS seuls en fonction du revenu mensuel, le coût est de 6 ans et 1 mois et le montant prêté de 4 ans et 9 mois. Le neuf reste encore cette année le type d'opération le plus cher (6 ans et 9 mois), suivie par l'acquisition sans amélioration (6 ans et 1 mois), l'acquisition avec amélioration (6 ans et 0 mois) et l'amélioration seule (2 ans et 2 mois). Les montants moyens prêtés sont les plus forts dans l'ancien (4 ans et 9 mois pour l'acquisition sans amélioration et 5 ans et 2 mois pour l'acquisition avec

---

<sup>7</sup> Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué, de fait, sur un échantillon de taille relativement réduite (seulement 52% des déclarations en 2017), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS, et compte tenu des valeurs mal renseignées. Il y a toutefois lieu de faire remarquer qu'on observe une stabilité du revenu fiscal de référence.

amélioration), dans le neuf il représente 4 ans et 9 mois ; il est logiquement le plus faible pour l'amélioration seule (1 an et 10 mois)

La structure de répartition des emprunteurs PAS seuls selon leur CSP (Annexe 11) reste tout de même assez stable sur les cinq dernières années observées même si l'on constate que le poids des ouvriers continue encore de baisser en 2017 par rapport à 2016. La répartition fait toujours apparaître un poids prépondérant des employés et des ouvriers qui réalisent ensemble 54,5% des opérations. En y ajoutant les professions intermédiaires, cela donne 76,4% des opérations. En 2017, on constate une forte augmentation par rapport à 2016 des artisans et commerçants, des cadres et des retraités (une augmentation respectivement de +17,3%, +23,0% et 18,6%)

#### Évolution de la CSP des emprunteurs bénéficiaires d'une opération PAS seuls

	2015		2016		2017		Evolution	
							15/16	16/17
Agriculteurs	299	0.6%	283	0.6%	310	0.6%	-5.4%	9.5%
Artisans, commerçants	1 442	3.0%	1 526	3.3%	1 790	3.5%	5.8%	17.3%
Cadres	5 519	11.4%	5 814	12.4%	7 149	14.0%	5.3%	23.0%
Prof. Intermédiaires	9 742	20.1%	9 969	21.3%	11 227	21.9%	2.3%	12.6%
Employés	17 915	36.9%	16 366	35.0%	17 802	34.8%	-8.6%	8.8%
Ouvriers	11 149	23.0%	9 958	21.3%	10 097	19.7%	-10.7%	1.4%
Retraités	1 066	2.2%	1 423	3.0%	1 688	3.3%	33.5%	18.6%
Inactifs	1 385	2.9%	1 432	3.1%	1 125	2.2%	3.4%	-21.4%
<b>Ensemble</b>	<b>48 517</b>	<b>100%</b>	<b>46 771</b>	<b>100%</b>	<b>51 188</b>	<b>100%</b>	<b>-3.6%</b>	<b>9.4%</b>

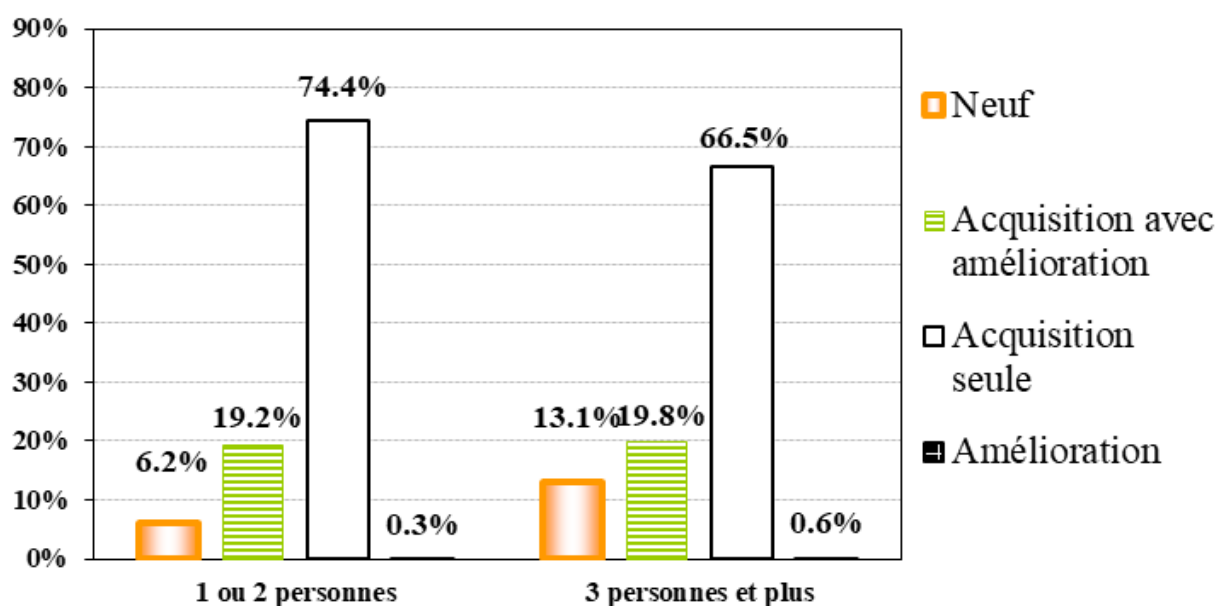
Le coût d'opération estimé en mois de revenus varie selon la CSP de 5 ans et 2 mois pour les agriculteurs à 6 ans et 8 mois pour les artisans, commerçants. Pour les catégories les plus représentées, il équivaut à 6 ans et 2 mois pour les employés, 6 ans et 1 mois pour les professions intermédiaires, 5 ans et 8 mois pour les ouvriers et 6 ans et 5 mois pour les cadres. Pour les ouvriers, le montant prêté de l'opération PAS seuls est d'environ 4 ans et 9 mois de revenus, mais pour les agriculteurs et les retraités, il est respectivement de 4 ans et 1 mois et de 2 ans et 9 mois.

Pour l'ensemble des emprunteurs le revenu a diminué de 1,1% en 2017 par rapport à 2016. Les seules hausses concernent les ouvriers (+0,8%), et les plus fortes baisses concernent les agriculteurs (-10,9%), suivis des retraités (-2,8%) et des employés (-2,6%). Quant aux professions intermédiaires, ils enregistrent une baisse de leurs revenus de 1,2%, et les cadres de 1,9%.

En ce qui concerne la composition des ménages (Annexe 10), près de la moitié des ménages sont composés de deux personnes et moins (53,4% l'ensemble, dont 30,3% pour les personnes seules), en hausse par rapport à 2016 (52,9% de l'ensemble dont 29,3% pour les personnes seules). Ainsi, la part des ménages de 3 personnes et plus diminue (46,6% des opérations contre 47,1% en 2016). La classe la plus représentée est celle des personnes seules (30,3% des opérations), suivie par les ménages de 2 personnes (23,2%) et des ménages de 3 personnes (19,3%).

Le nombre moyen de personnes par ménage sur l'ensemble des opérations de la génération 2017 continue de baisser régulièrement (2,56 en 2017 contre 2,58 en 2016). Il est plus faible dans l'ancien (2,6 personnes pour l'acquisition avec amélioration, 2,5 personnes pour l'acquisition seule et 3,1 pour l'amélioration seule) que dans le neuf (3,1 personnes). L'investissement dans le neuf est plus marqué pour les ménages de 3 personnes et plus (13,1%) tandis que les petits ménages (1 et 2 personnes) réalisent des opérations encore plus largement dans l'ancien (93,8%).

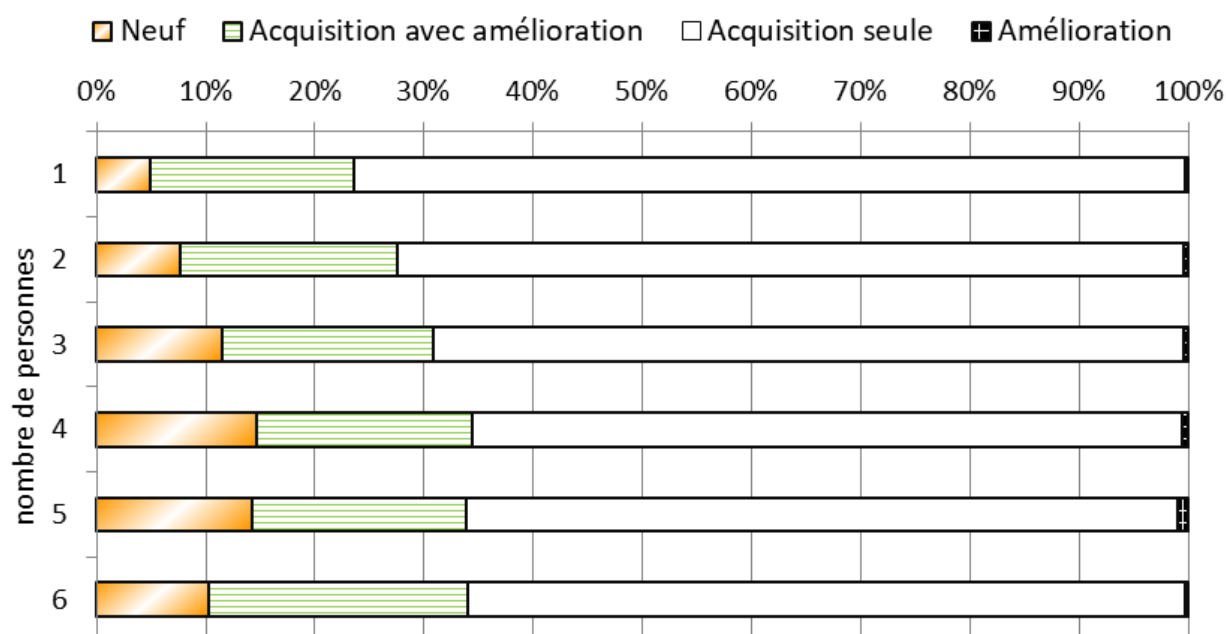
#### Opérations réalisées par taille de ménage en 2017



Les ménages de 3 personnes et plus achètent davantage dans le neuf (que les ménages de 1 à 2 personnes) quel que soit le nombre de personnes qui les composent. La part du neuf est supérieure à 10% pour les ménages de 4 ou 5 personnes mais de 5,0% pour les ménages de 1 personne. Les ménages à 1 ou 2 personnes et 3 et plus empruntent plutôt dans le cadre

d'acquisitions dans l'ancien sans travaux ; les acquisitions avec amélioration concernent environ 19,4% des opérations quel que soit le nombre de personnes du foyer.

#### Répartition des opérations en 2017 selon le nombre de personnes du ménage



#### Répartition des effectifs par taille de ménage et par type d'opération en 2017

Taille de ménage	Neuf		Acquisition-amélioration		Acquisition seule		Amélioration		Ensemble
Personne seule	778	16.1%	2 878	28.9%	11 809	32.6%	36	16.6%	30.3%
2 personnes	911	18.9%	2 361	23.7%	8 541	23.6%	41	18.9%	23.2%
3 personnes	1 150	23.9%	1 911	19.2%	6 782	18.7%	46	21.2%	19.3%
4 personnes	1 321	27.4%	1 767	17.8%	5 804	16.0%	55	25.3%	17.5%
5 personnes	529	11.0%	731	7.3%	2 419	6.7%	35	16.1%	7.3%
6 personnes et plus	132	2.7%	305	3.1%	842	2.3%	4	1.8%	2.5%
<b>Ensemble</b>	<b>4 821</b>	<b>100.0%</b>	<b>9 953</b>	<b>100.0%</b>	<b>36 197</b>	<b>100.0%</b>	<b>217</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>
moyenne du nombre de personnes	3.1		2.6		2.5		3.1		2.6

Les revenus moyens croissent avec le nombre de personnes qui composent le ménage. La décomposition de l'évolution du revenu mensuel moyen entre 2017 et 2016 par taille de ménage montre que les ménages de 5 personnes ont un revenu moyen en plus forte baisse : -4,4% suivie des ménages de 6 personnes et plus (-2,1%). Si le coût moyen d'opération augmente de 5,8%

dans l'ensemble, c'est surtout pour les ménages de 6 personnes et plus que l'évolution est la plus forte (+8,4%). A l'inverse pour les ménages de 1 personne, la hausse n'est que de 5,4%. Au regard du montant moyen prêté, les ménages de 6 personnes et plus ont la plus forte hausse (8,9%). Toutes les tailles de ménage ont vu leur montant moyen prêté augmenter moins vite que leur coût d'opération moyen.

#### Évolution entre 2016 et 2017 du coût moyen d'opération, du montant moyen et des revenus

	Coût moyen d'opération	Montant moyen prêté	Revenu mensuel moyen
Personne seule	5,4%	6,1%	0,2%
2 personnes	5,5%	5,1%	-0.9%
3 personnes	6,7%	5,9%	-1.9%
4 personnes	7,1%	6,9%	-1.1%
5 personnes	5,5%	6,8%	-4.4%
6 personnes et plus	8,4%	8,9%	-2.1%
<b>Ensemble</b>	5,8%	5,8%	-1.1%

Les personnes seules s'engagent dans des opérations représentant 6 ans et 1 mois de revenus (soit 3 mois de plus qu'en 2016) avec un PAS équivalent à 4 ans et 8 mois (3 mois de plus que la génération précédente). Toujours pour cette catégorie de ménages, le maximum du coût est atteint pour le neuf où il représente 7 ans et 1 mois de revenus. Pour les ménages de 2 personnes, ces ratios sont respectivement 5 ans et 10 mois et 4 ans et 6 mois. Les opérations des ménages de 3 personnes et plus valent entre 5 ans et 7 mois et 6 ans et 2 mois de revenus avec des montants de PAS valant entre 4 ans et 6 mois et 5 ans et 0 mois, dans les deux cas avec des valeurs plus élevées pour les ménages de 4 personnes que pour les ménages de 3 personnes.

La quotité du PAS augmente avec la taille du ménage (de 75,9% pour une personne seule à 81,8% pour les ménages de 6 personnes et plus).

La répartition des PAS de la génération 2017 selon la situation familiale (Annexe 12) est dans la continuité des générations précédentes. La majorité des emprunteurs vivent en couple, et représentent 53,9% des ménages (-1,8 point par rapport à 2016), contre 46,1% de ménages célibataires.

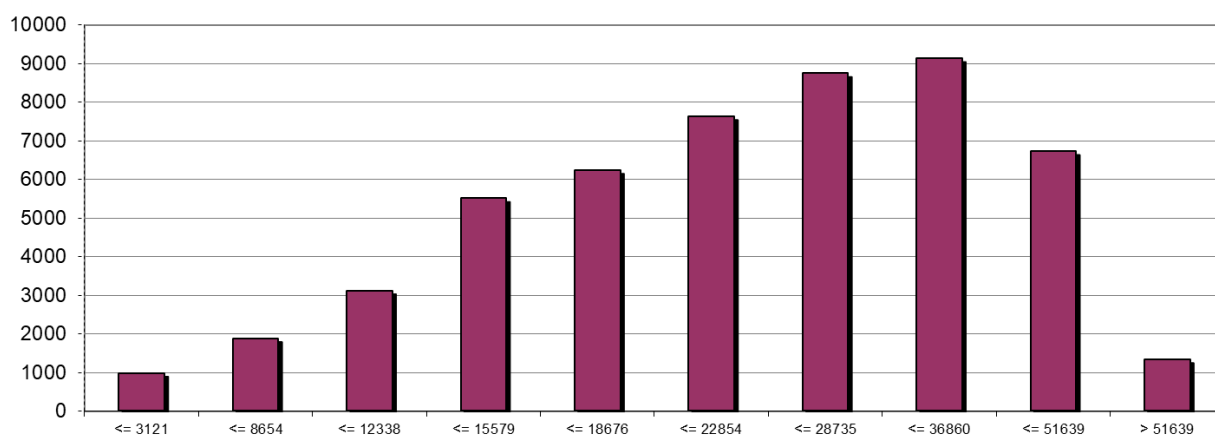
## Situation familiale des bénéficiaires d'un PAS

	2015		2016		2017	
Marié ou vivant maritalement	27 929	57.6%	26 026	55.6%	27 586	53.9%
Seul	20 588	42.4%	20 745	44.4%	23 602	46.1%
<b>Ensemble</b>	<b>48 517</b>	<b>100%</b>	<b>46 771</b>	<b>100%</b>	<b>51 188</b>	<b>100%</b>

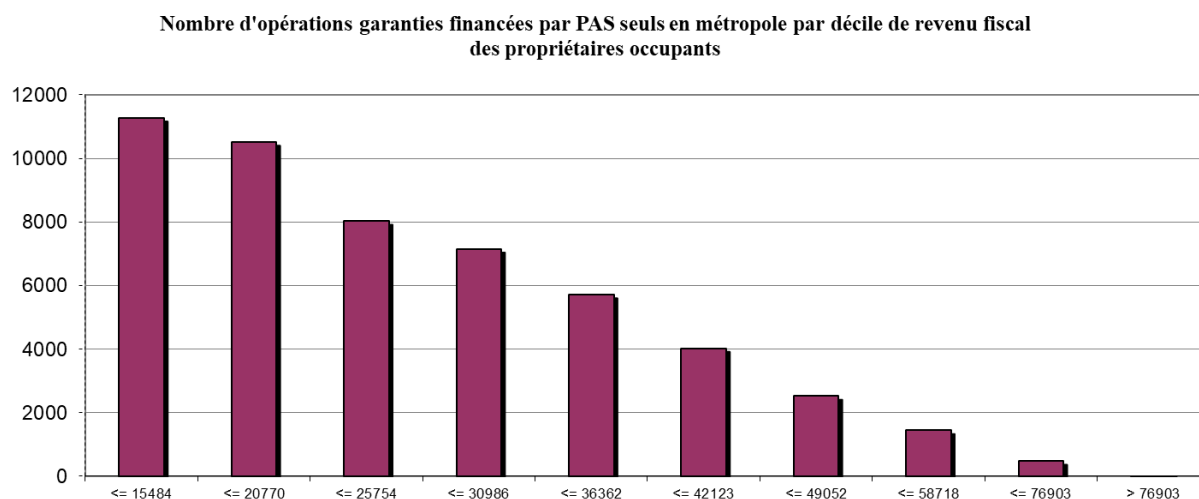
Les montants moyens d'opération progressent que cela soit pour les emprunteurs vivant en couple ou les célibataires (respectivement +7,0% et +5,6%). Le revenu des emprunteurs diminue de 1,1% en moyenne pour l'ensemble, atteignant respectivement -1,5% et -0,2% pour les couples et les célibataires.

La répartition selon les déciles de revenu fiscal de l'ensemble des foyers fiscaux des opérations garanties (hors éco-prêts seuls) est inégale. 22,4% des prêts sont accordés aux quatre premiers déciles de revenus, alors que les emprunteurs ayant un RFR compris entre 18 677 € et 51 639 € (correspondant aux quatre déciles 6 à 9) représentent 62,9% des emprunteurs. Les ménages dont la solvabilité au regard d'une opération d'accession serait problématique ainsi que les ménages aisés à l'autre bout de l'échelle sont donc les moins présents.

Nombre d'opérations garanties financées par PAS seuls en métropole par décile de revenu fiscal de l'ensemble des foyers fiscaux



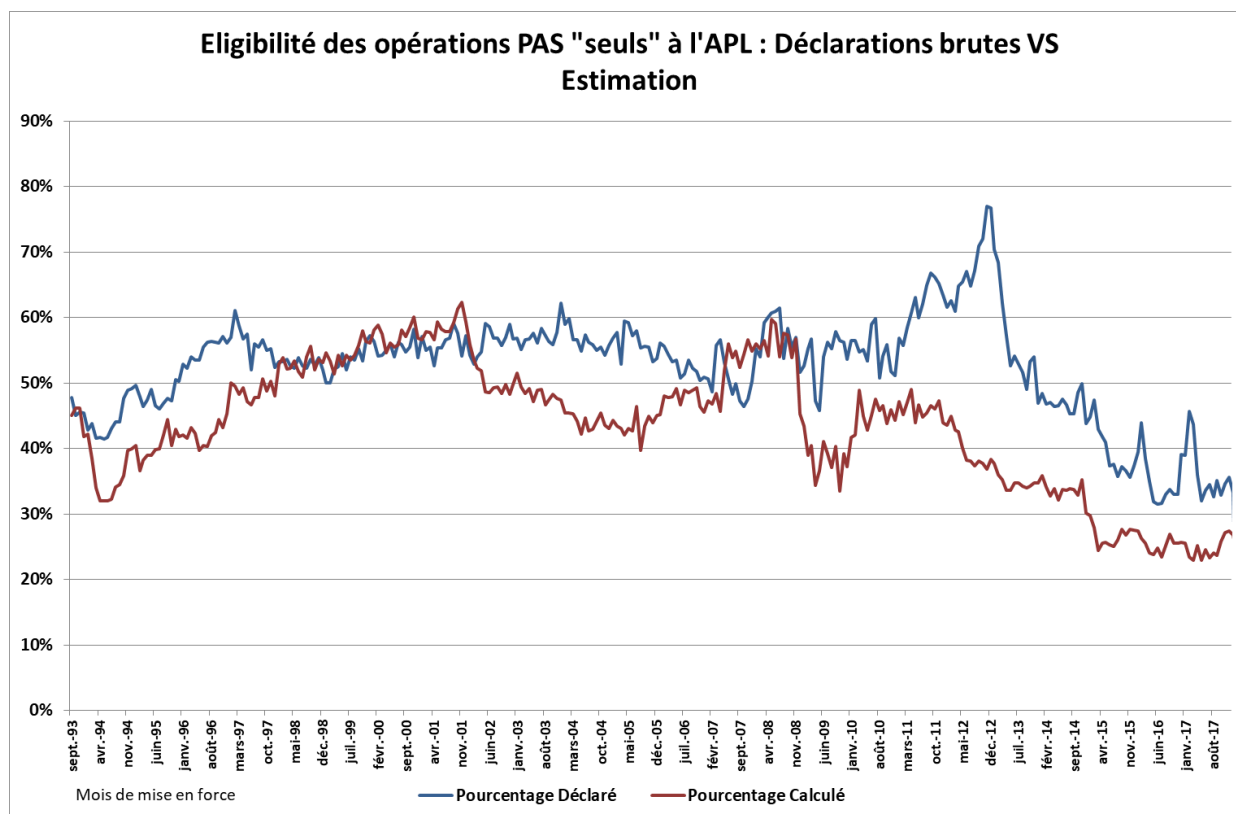
La répartition selon les déciles de revenu fiscal des propriétaires occupants est également inégale. 72,2% des prêts sont accordés aux quatre premiers déciles de revenus, alors que les emprunteurs ayant un RFR compris dans les quatre derniers déciles ne représentent que 8,7% des emprunteurs. Cette répartition est toutefois logique compte tenu de la vocation sociale des PAS.



## Présomption d'éligibilité à l'APL des emprunteurs pour les opérations financées uniquement par des prêts PAS

### a- Déclarations des EC et Estimation par la SGFGAS :

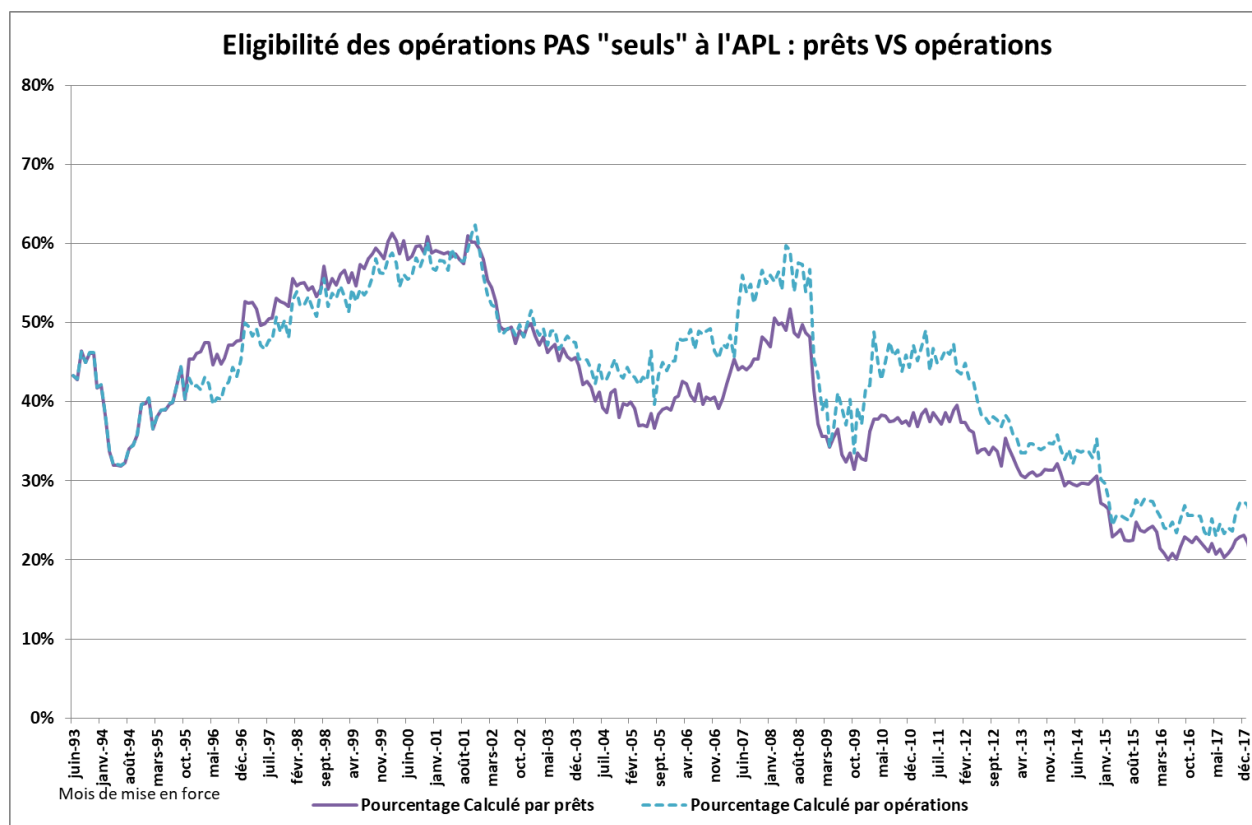
Depuis 2008, une élévation inhabituelle du taux de ménages emprunteurs déclarés présumés bénéficiaires de l'APL au moment de l'offre de prêt a été mise en évidence. Une étude détaillée portant sur les anomalies constatées a montré qu'un certain nombre d'établissements de crédit déclarent systématiquement l'ensemble de leurs emprunteurs PAS éligibles à l'APL. Ce constat reste valable en raisonnant par opération (ensemble des prêts PAS finançant la même opération), comme l'illustre le graphique suivant qui compare aux déclarations brutes, le résultat d'un calcul conventionnel par lequel l'évaluation de l'éligibilité à l'APL est obtenue en estimant le montant d'APL auquel aurait droit un emprunteur en fonction d'un certain nombre de critères: l'estimation réduit nettement le pourcentage des opérations éligibles.





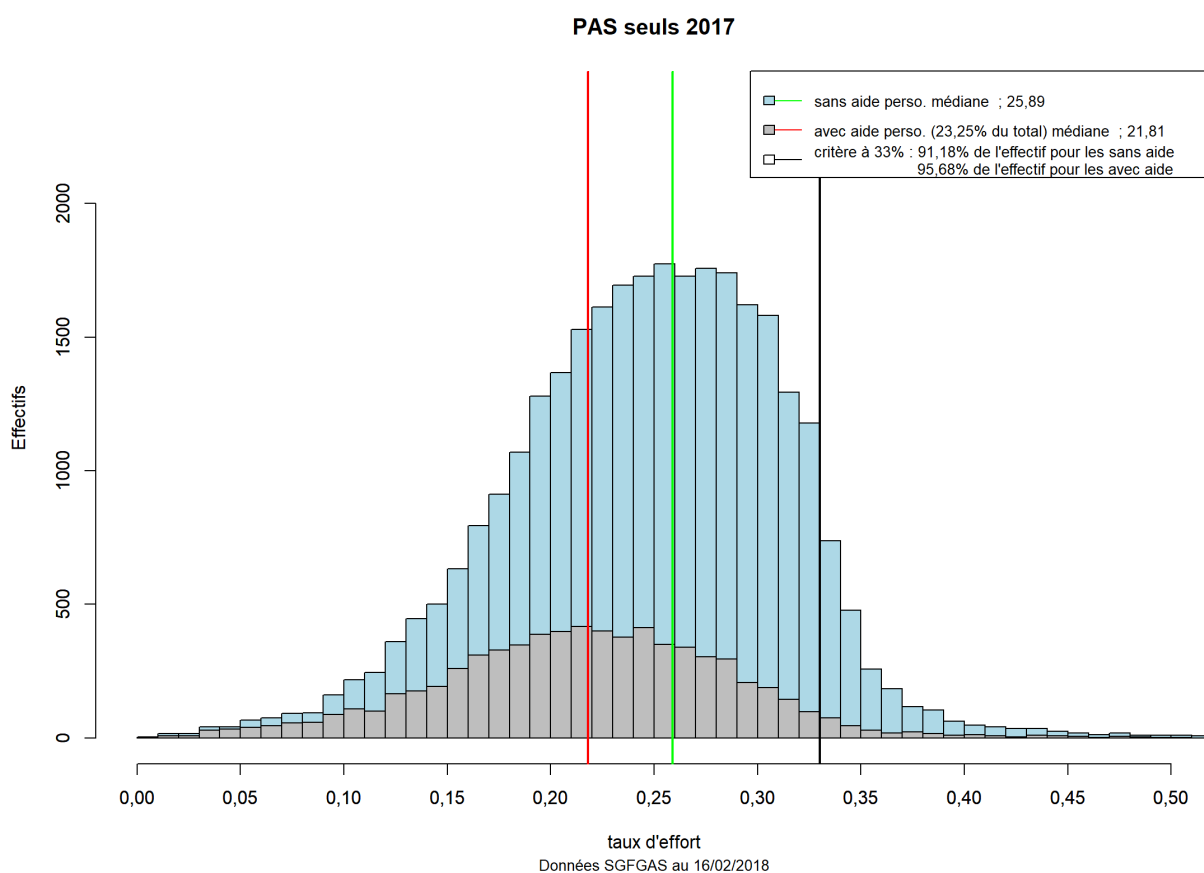
*b- Analyse par prêts VS analyse par opération :*

L'évaluation de l'éligibilité à l'APL prêt par prêt sous estimait souvent la véritable éligibilité de l'emprunteur.

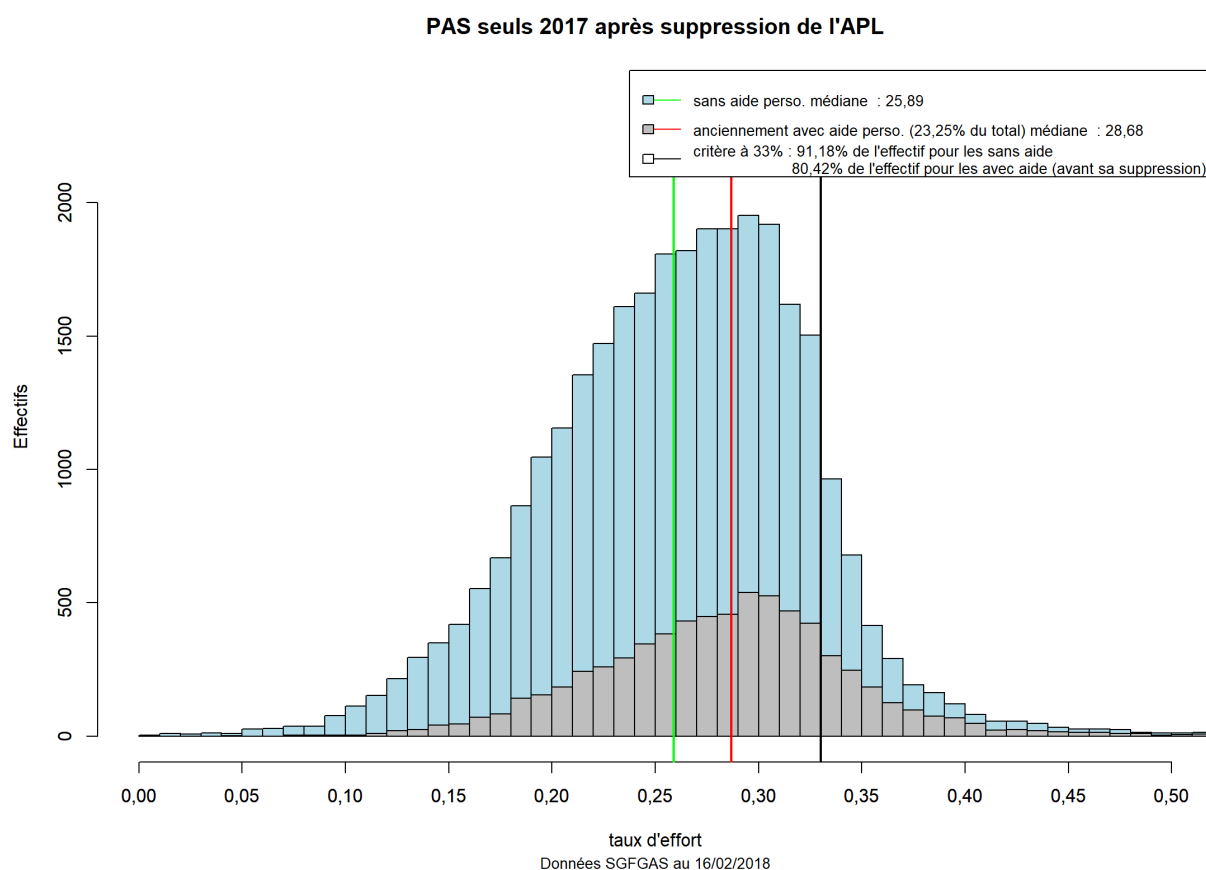


c- Amélioration du taux d'effort permise par l'APL

Si on raisonne en taux d'effort, le constat est que l'APL améliore sensiblement le taux d'effort des ménages qui y ont accès : le taux d'effort médian de ceux qui y ont accès est amélioré de 4 points et il en est presque de même pour la proportion de ceux qui sont au-dessus de 33% de taux d'effort.



En l'absence d'aide personnelle, la situation serait très différente puisque les actuels éligibles verraient leur taux d'effort augmenter au-delà de ce qui est le lot des non éligibles comme le montre le graphique suivant :



## **2.3 LES OPERATIONS COMBINANT PAS ET PRETS A 0% GARANTIS** **DE LA GENERATION 2017 :**

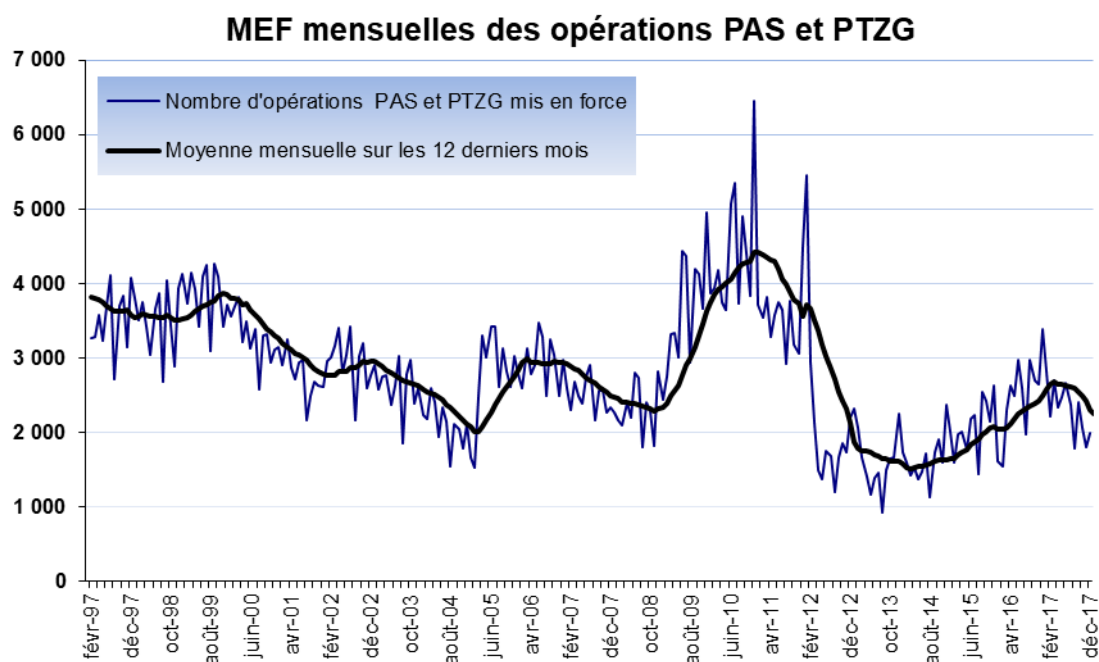
La comparaison entre les opérations financées par des PTZ garantis et des PTZ non garantis met en relief des différences nettes :

<b>Opération avec ...</b>	<b>PTZ garantis</b>	<b>PTZ non garantis</b>
Nombre moyen de personnes dans le foyer	<b>3.0</b>	2.4
Net imposable année de référence	23 492 €	<b>24 365 €</b>
Montant total de l'opération	198 105 €	<b>195 759 €</b>
Surface habitable	88.5	<b>94.0</b>
Montant du PTZ	<b>69 431 €</b>	63 557 €
Montant du crédit d'impôt	<b>17 339 €</b>	14 105 €
Durée totale du prêt à taux zéro	<b>276.9</b>	264.5
Durée de la période 1 du prêt à taux zéro	<b>138.1</b>	114.3
% amorti en période 1	0.1	<b>0.2</b>
Montant des autres prêts	<b>119 064 €</b>	121 541 €
Montant total du prêt principal	<b>111 292 €</b>	101 868 €
Taux nominal du prêt principal	<b>1.96</b>	1.67
TEG du prêt principal	<b>2.75</b>	2.37
Durée totale du prêt principal (en mois)	<b>277.9</b>	257.4
Montant d'aide personnelle mensuel moyen	<b>61.6</b>	21.6
Taux d'apport personnel	<b>4%</b>	4%

	Opérations avec PTZ garantis		Opérations avec PTZ non garantis	
	Effectif	% PTZ Garantis	Effectif	% PTZ Non Garantis
<b>Etat matrimonial du ménage emprunteur</b>				
<i>Marié</i>	3 607	31.0%	19 969	21.6%
<i>Veuf</i>	27	0.2%	197	0.2%
<i>Divorcé ou Séparé</i>	691	5.9%	4 553	4.9%
<i>Célibataire</i>	2 998	25.8%	30 840	33.3%
<i>Vivant maritalement</i>	4 298	37.0%	36 938	39.9%
<b>Zone</b>				
<i>A</i>	2 828	24.3%	17 520	18.9%
<i>B1</i>	2 006	17.3%	17 465	18.9%
<i>B2</i>	2 436	21.0%	17 528	18.9%
<i>C</i>	4 351	37.4%	39 984	43.2%
<b>Statut d'occupation du logement actuel</b>				
<i>1 : Locataire HLM</i>	1 092	9.6%	3 740	4.1%
<i>2 : Autre locataire</i>	7 936	70.0%	67 098	74.3%
<i>4 : Hébergé(e) à titre gratuit</i>	1 872	16.5%	19 422	21.5%
<i>6 : Propriétaire (handicapé)</i>	436	3.8%	72	0.1%
<i>9 : Autres statuts</i>	1	0.0%	1	0.0%
<b>Catégorie socioprofessionnelle</b>				
<i>1 : Agriculteurs exploitants</i>	9	0.1%	830	0.9%
<i>2 : Artisans, commerçants et chefs d'entreprise</i>	201	1.7%	2 977	3.2%
<i>3 : Cadres et professions intellectuelles supérieures</i>	994	8.6%	11 845	12.8%
<i>4 : Professions Intermédiaires</i>	2 634	22.7%	21 535	23.3%
<i>5 : Employés</i>	3 450	29.7%	33 432	36.1%
<i>6 : Ouvriers</i>	4 150	35.7%	20 150	21.8%
<i>7 : Retraités</i>	88	0.8%	272	0.3%
<i>8 : Autres personnes sans activité professionnelle</i>	95	0.8%	1 456	1.6%
<b>Situation socioprofessionnelle</b>				
<i>1 : Salarié secteur privé (CDI)</i>	8 450	72.7%	63 189	68.3%
<i>2 : Salarié secteur privé (autres cas)</i>	806	6.9%	8 079	8.7%
<i>3 : Salarié secteur public</i>	1 963	16.9%	15 977	17.3%
<i>4 : Non-salarié</i>	224	1.9%	3 653	3.9%
<i>5 : Chômeur</i>	76	0.7%	347	0.4%
<i>6 : Inactif</i>	102	0.9%	1 252	1.4%
<b>Type d'immeuble</b>				
<i>individuel</i>	9 071	78.1%	67 937	73.4%
<i>collectif</i>	2 550	21.9%	24 560	26.6%
<b>Type d'opération</b>				
<i>1 : Achat neuf (au sens = jamais occupé)</i>	2 578	22.2%	21 471	23.2%
<i>2 : Construction de maison individuelle (achat du terrain compris)</i>	7 290	62.7%	38 127	41.2%
<i>3 : Construction de maison individuelle (hors achat du terrain)</i>	226	1.9%	6 986	7.6%
<i>4 : Acquisition amélioration pour les acquisitions seules, montant des travaux&gt;0</i>	1 142	9.8%	22 789	24.6%
<i>5 = Transformation de locaux non destinés à l'habitation en logement</i>	12	0.1%	371	0.4%
<i>6 = Levée d'option en location-accession, pour le 1er locataire (PSLA)</i>	372	3.2%	2 496	2.7%
<i>7 = Acquisition d'un logement avec travaux de remise à neuf TVA</i>	1	0.0%	257	0.3%
<b>Eligibilité à l'APL/AL</b>				
<i>Eligible</i>	4 619	40.7%	20 328	22.0%
<i>APL</i>	4 619	39.7%	4	0.0%
<i>AL</i>	0	0.0%	20 324	22.0%
<i>Non éligible</i>	7 002	59.3%	72 169	78.0%
<b>Périmètre : Mises en force 2016 Métropole</b>	11 621	100%	92 497	100%

**Le développement qui suit porte sur les opérations associant PAS et PTZ.** On recense 27 550 opérations combinant un ou plusieurs prêts PAS à un prêt à 0% garanti pour la génération 2017. Ils représentent 35,0% en effectifs et 40,1% en montants de la production totale de l'ensemble des opérations de la génération 2017.

<b>Génération du 1er prêt mis en force</b>	<b>Nombre d'opérations PAS et PTZG</b>	<b>Montant garanti (PAS + PTZG en M€)</b>
1995	3 154	198.1
1996	43 549	2 652.9
1997	42 935	2 872.3
1998	41 975	3 020.3
1999	46 215	3 612.9
2000	39 454	3 140.2
2001	33 296	2 788.9
2002	35 465	3 239.4
2003	31 540	3 084.2
2004	25 343	2 588.0
2005	32 932	3 537.1
2006	41 555	4 826.8
2007	23 654	2 808.3
2008	27 591	3 256.6
2009	43 477	5 403.4
2010	53 055	6 741.3
2011	42 675	5 512.7
2012	25 429	3 625.6
2013	19 355	3 093.8
2014	19 528	3 161.8
2015	24 862	4 143.0
2016	29 759	5 094.3
2017	27 550	4 845.5
<b>Total</b>	<b>754 348</b>	<b>83 248</b>



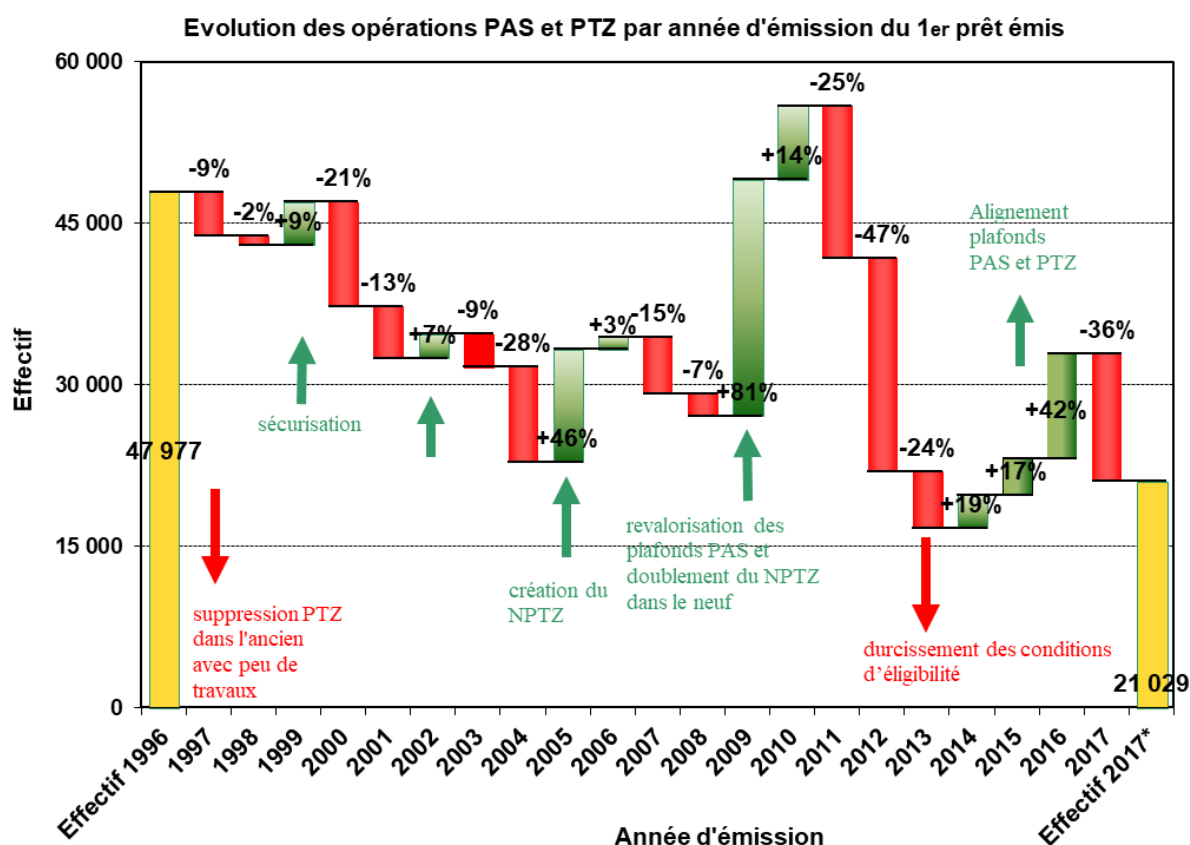
En 2017, le **montant moyen prêté** pour une opération combinant PAS et prêt à 0% garanti est de 175 881 €, en hausse de 2,7% par rapport à 2016, d'un coût moyen de 199 351 € (soit +3,8% sur un an). Le montant du revenu mensuel moyen des emprunteurs est en baisse de 0,5% par rapport à la génération 2016 et se situe à 2 519 €.

Comme pour les PAS, les réformes ont entraîné des variations significatives de la production des opérations PAS et PTZG (pour mémoire on laisse de côté la suppression de la déductibilité des intérêts des emprunts fin 1996 dans le neuf et fin 1997 dans l'ancien, puisque dès l'origine du PTZ, fin 1995, le cumul des deux avantages était interdit) :

- 1999 (sécurisation) avec une augmentation de 9%
- 2001 (revalorisation des plafonds PAS), dont l'effet n'est observé qu'en 2002 avec une hausse de 36%
- 2005 (création du NPTZ) avec +34%
- 2008 (revalorisation des plafonds PAS) et 2009 (doublement du NPTZ dans le neuf) qui occasionnent une production en nette progression avec +80%.
- La baisse considérable du nombre d'opérations PAS et PTZG : -27% en 2011, -46% en 2012 et -26% en 2013 s'explique pour sa part par le durcissement des conditions d'éligibilité recentrage du PTZ+ sur les opérations dans le neuf « performant »

accompagné d'une réduction (suppression de la 6ème et dernière tranche) des plafonds de ressources qui avaient déjà été réinstaurés en 2012.

- L'alignement des plafonds de ressources des prêts garantis sur ceux des PTZ au 1<sup>er</sup> octobre 2014.



\* nombre d'opérations : données de février 2017

Les chiffres sur les émissions de PTZ garantis en 2017 sont encore très provisoires puisque les déclarations sont loin d'avoir été toutes reçues au 16/02/2018 (elles ne le sont qu'au fur et à mesure des mises en force). Il est possible voire probable que la baisse ne soit, au moins en partie, due qu'à un déficit temporaire de déclarations.

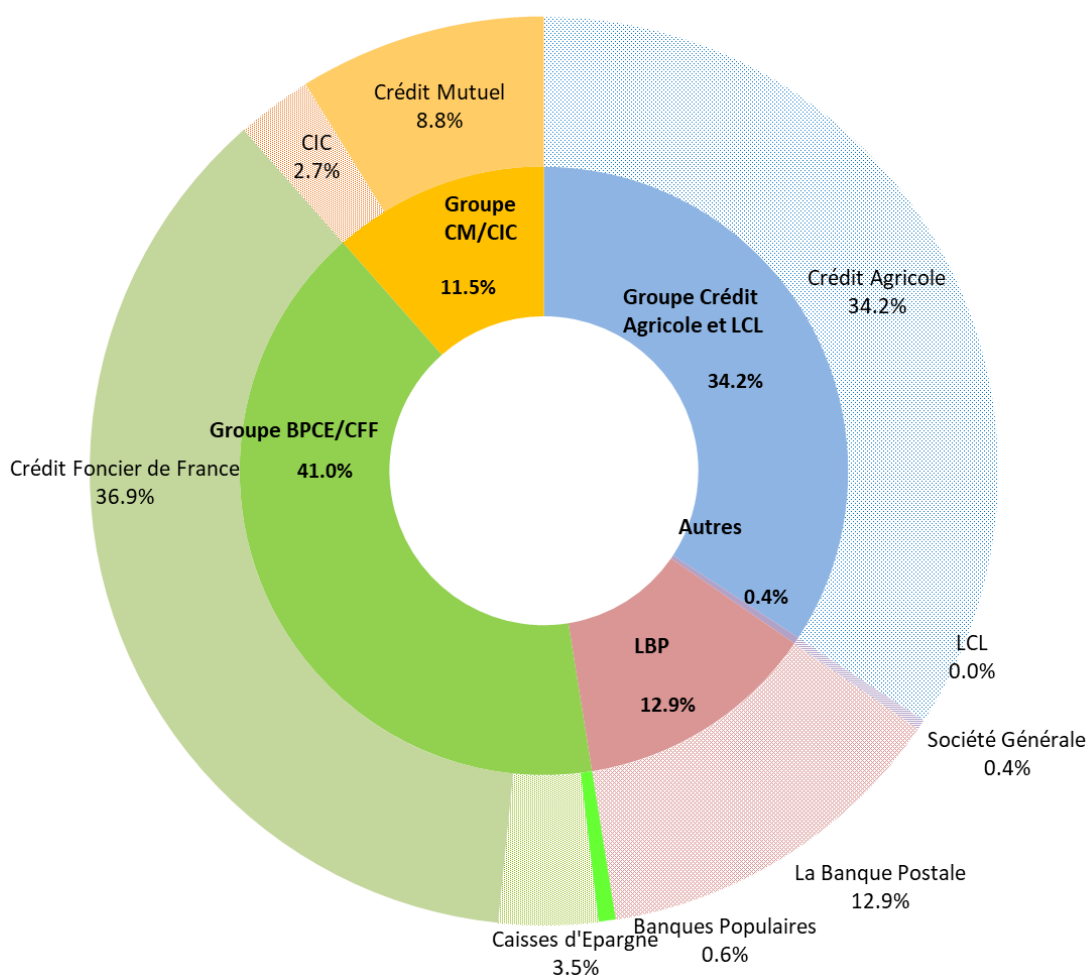
A noter que pour 2016 également il est possible qu'il y ait, à l'avenir, encore de légers ajustements.



## Répartition par établissements

La répartition des montants prêtés pour financer des opérations combinant PAS et prêts à 0% garantis par distributeur et son évolution sont légèrement différentes de celles des opérations financées uniquement par des PAS. Anciennement, le Crédit Foncier distribuait près de la moitié des montants pour ce type d'opération, en 2017 sa part de marché continue à diminuer (36,9% et perd 2,1 points cette année après une baisse de 8,4 points en 2016), contrairement au Crédit Agricole qui gagne 2,0 points pour atteindre 34,2% en 2017. La Banque Postale baisse avec une part de marché de 12,9% cette année.

**Parts de marché (en montants) des établissements pour les opérations PAS et PTZ garantis**



Le groupe BPCE/Crédit Foncier conserve le premier rang avec une part de marché de 41,0%, il est suivi par le groupe Crédit Agricole/LCL avec 34,2%.

## Répartition géographique des opérations PAS et PTZG

La baisse des opérations associant PAS et PTZG de la génération 2017 (en effectifs) est constatée dans toutes les régions à l'exception de l'Auvergne-Rhône-Alpes (+1,2%), des Pays-de-la-Loire (+3,0%) et de la Corse (+36,5%). Les régions ayant enregistré les plus fortes baisses sont la Normandie (-20,9%), le Centre-Val de Loire (-16,6%) et l'Ile de France (-13,9%).

### Répartition des opérations PAS et PTZG de la génération 2017 par région

Région	Effectifs	Part de la région	Evolution 2016/2017	Part de la région (montants)
Ile de France	4 328	15.7%	-13.9%	19.2%
Auvergne-Rhône-Alpes	4 858	17.6%	1.2%	18.1%
Occitanie	3 047	11.1%	-9.0%	10.7%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 162	7.8%	-6.2%	8.8%
Pays de la Loire	2 777	10.1%	3.0%	8.8%
Nouvelle-Aquitaine	2 245	8.1%	-11.8%	7.3%
Hauts-de-France	1 734	6.3%	-11.1%	5.8%
Grand Est	1 577	5.7%	-0.7%	5.6%
Normandie	1 375	5.0%	-20.9%	4.7%
Bretagne	1 458	5.3%	-9.8%	4.3%
Centre-Val de Loire	970	3.5%	-16.6%	3.2%
Bourgogne-Franche-Comté	664	2.4%	-7.5%	2.0%
Corse	355	1.3%	36.5%	1.3%
<b>Ensemble</b>	<b>27 550</b>	<b>100%</b>	<b>-7.4%</b>	<b>100.0%</b>

La répartition géographique des opérations financées par PAS et PTZG montre que les régions Ile-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, et Occitanie restent les plus importantes productrices (respectivement 15,7%, 17,6% et 11,1%). Elles représentent 44,4% des opérations combinant un PAS et un prêt à 0% garantis en effectifs, et 48,0% en montant (respectivement 19,2%, 18,1% et 10,7%).

## Caractéristiques des opérations

L'ouverture en février 2005 du PTZ à l'acquisition seule avait bouleversé la répartition des opérations combinant PAS et PTZG. Le doublement dans le neuf du montant du NPTZ à compter du 15 janvier 2009, puis la fin en sifflet de cette mesure à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2010 ont contribué à l'accroissement de la part du neuf parmi les opérations financées par un NPTZ garanti. En raison de l'ouverture depuis 2015 du PTZ dans l'ancien avec travaux (cependant limitée aux communes « centre-bourg » en 2015), la part du neuf (mises en force) est de 83,8% en 2017, contre 86,3% en 2016.

	2015		2016		2017	
Neuf	23 760	95.6%	25 678	86.3%	23 089	83.8%
Acquisition avec amélioration	361	1.5%	3 137	10.5%	3 520	12.8%
Acquisition seule	741	3.0%	944	3.2%	941	3.4%
<b>Ensemble</b>	<b>24 862</b>	<b>100.0%</b>	<b>29 759</b>	<b>100.0%</b>	<b>27 550</b>	<b>100.0%</b>

L'analyse de l'évolution par génération des opérations associant PAS et PTZG par **zone géographique** montre que le nombre d'opérations situées en Ile-de-France est en baisse de 13,9% contre une baisse de 6,1% en province. Seulement 15,7% des opérations associant PAS et PTZG en 2017 sont distribués en Ile-de-France, contre 16,9% en 2016.

En Ile-de-France, les opérations sont dans le neuf pour 92,8% d'entre elles, contre 93,9% en 2016.

En province, le neuf représente près de 82,1% des opérations contre 84,7% en 2016.

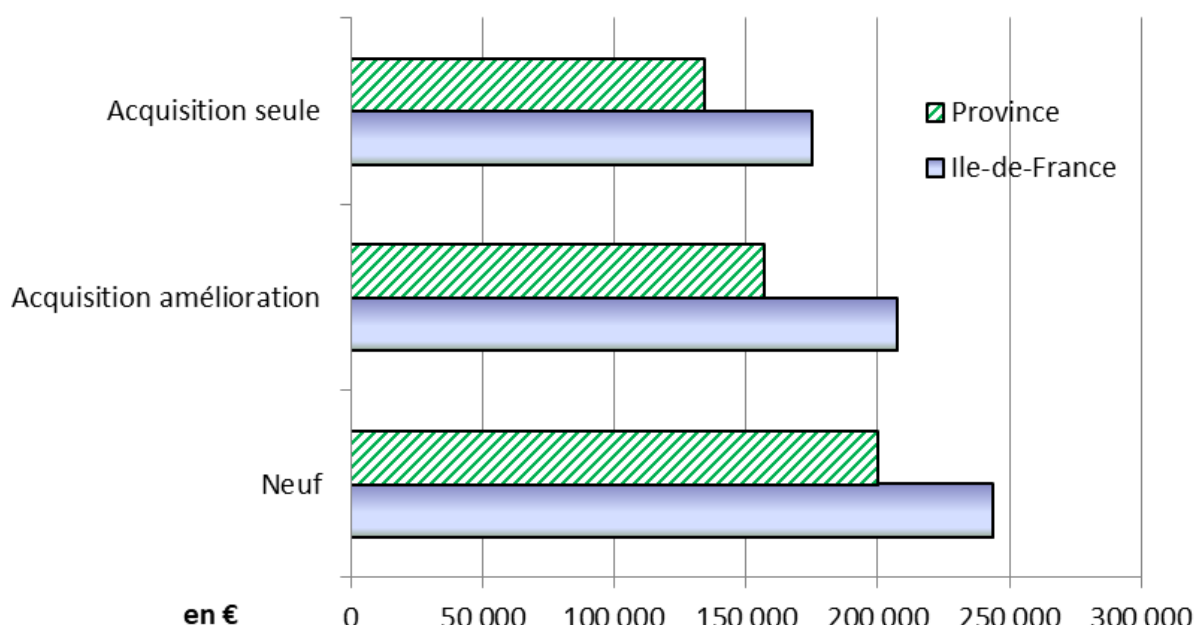
Entre 2016 et 2017, le coût moyen d'opération augmente une nouvelle fois (+3,8% en moyenne pour l'ensemble des types d'opération) : 4,5% dans le neuf, 2,3% pour les acquisitions avec amélioration et 6,7% dans les acquisitions seules.

## Coûts moyens d'opération en euros

	2015	2016	2017	Variation 16/17
Neuf	191 609	198 791	207 830	4.5%
Acquisition avec amélioration	126 331	155 187	158 756	2.3%
Acquisition seule	130 528	134 204	143 239	6.7%
<b>Ensemble</b>	<b>188 840</b>	<b>192 145</b>	<b>199 351</b>	<b>3.8%</b>

**Le coût moyen d'opération** reste nettement supérieur en Ile-de-France, en hausse de 4,9% par rapport à 2016. L'écart absolu entre province et Ile-de-France est autour de 47 700 € (soit 4 100 € de plus qu'en 2016).

*Montant moyen d'une opération PAS et PTZG selon le type d'opération  
et la distinction Province/Ile de France*



**La quotité moyenne des prêts garantis** (PAS & PTZG), finançant la même opération couvre 88,2% du coût total de l'opération ; cette quotité est légèrement plus importante en Ile de France, et vaut 89,8% contre 87,9% en Province.

En regardant par type d'opération, on constate que la quotité est supérieure dans le neuf en Ile-de-France avec 90,1% ; elle est de 87,7% en province. Ces quotités sont respectivement de 91,5% et 90,2% pour l'acquisition avec amélioration, et de 80,1% et 82,3% pour l'acquisition seule.

Les quotités hors prêts complémentaires dans la base de données des PTZ restent proches de celles calculées dans la base des prêts garantis 90,0% contre 88,2%. La différence de quotité provient de la différence de périmètre, puisqu'on compte 27 550 opérations PAS et PTZG dans la base des prêts garantis contre 33 380 dans la base des PTZ (l'année de mise en force du PAS n'étant pas connue dans cette base).

Par ailleurs, au vu des déclarations reçues, les prêts complémentaires ne seraient présents que dans 6,8% des opérations PAS et PTZG 2017 dans la base des prêts garantis et compte tenu des montants déclarés, il en découlerait un taux d'apport personnel se situant autour de 10,8%.

Or, dans la base PTZ on constate que :

1 le taux de présence des autres prêts que le PAS et le PTZG est de 19,6%.

2 Le taux d'apport personnel déduit par le calcul de la base PTZ est de 8,2% pour un montant des autres prêts de 2,1%.

S'agissant de données à caractère non facultatif dans la base des PTZ, celle-ci doit être considérée comme plus fiable.

Ceci est de nature à renforcer les doutes exprimés pour les PAS dans leur ensemble et pour les PAS seuls en pages 16 et 33.

#### **Quotité moyenne du montant PAS & PTZG de la génération 2017 dans le coût d'opération**

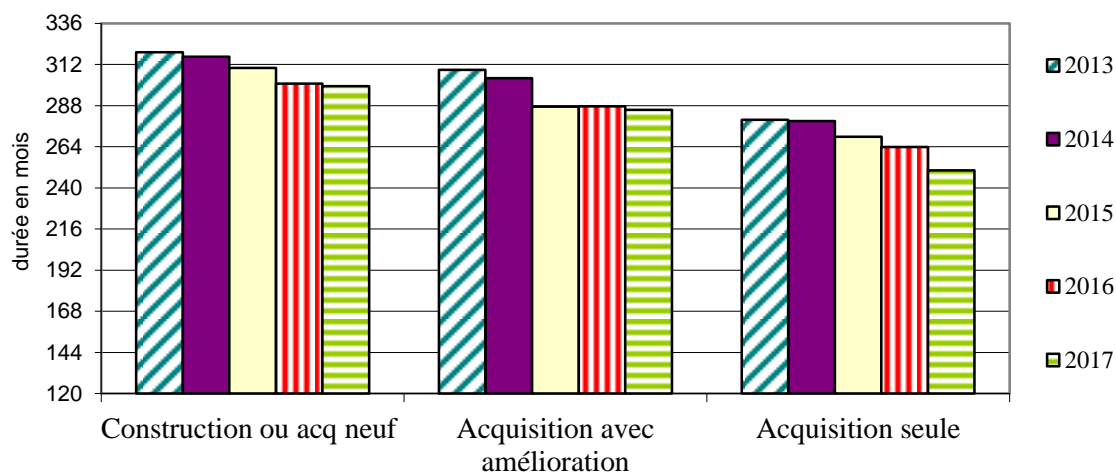
	<b>Ile-de-France</b>	<b>Province</b>	<b>Ensemble</b>
Construction ou acquisition d'un logement neuf	90.1%	87.7%	88.2%
Acquisition avec amélioration	91.5%	90.2%	90.3%
Acquisition seule	80.1%	82.3%	81.7%
<b>Ensemble</b>	<b>89.8%</b>	<b>87.9%</b>	<b>88.2%</b>

**La durée** prise en compte pour une opération est celle associée au prêt le plus long (PAS ou PTZG).

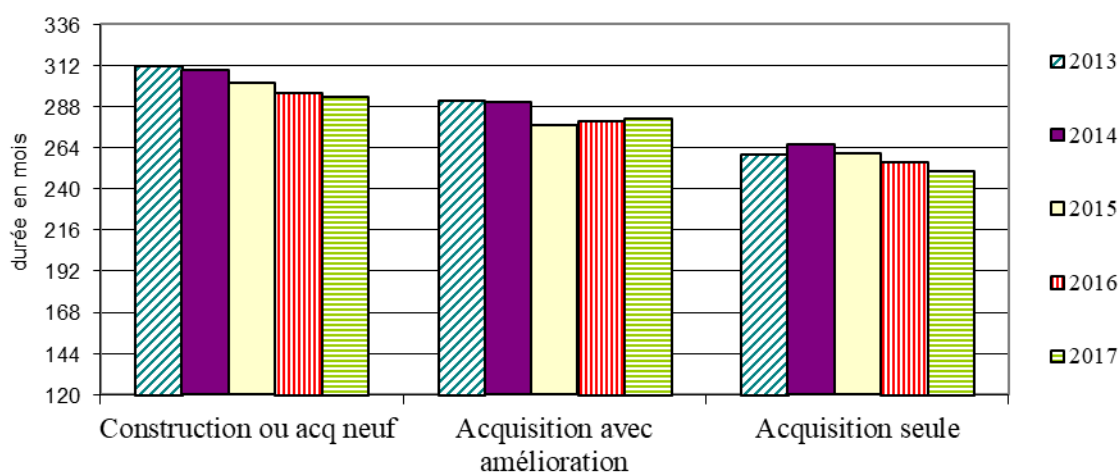
La génération 2017 affiche une durée moyenne en légère baisse : en 2013, la durée moyenne s'établit à 26 ans et 1 mois et diminue progressivement par la suite : 25 ans et 10 mois en 2014, 25 ans et 2 mois en 2015, 24 ans et 6 mois en 2016, et 24 ans et 4 mois en 2017.

La durée moyenne en Ile-de-France est plus élevée qu'en province (24 ans et 9 mois contre 24 ans et 3 mois).

### Durée d'une opération PAS et PTZG en Ile de France



### Durée d'une opération PAS et PTZG en Province



La durée moyenne des opérations PAS et PTZG diminue de 2 mois dans le neuf en Ile-de-France, tout comme l'acquisition avec amélioration (-2 mois) et l'acquisition sans amélioration (-14 mois).

En province, la durée moyenne dans le neuf baisse de 3 mois, dans l'acquisition sans amélioration de 5 mois, et augmente de 2 mois dans l'acquisition avec amélioration.

La tendance générale montre une diminution de la durée moyenne du prêt : dans le neuf, la durée s'établit à 24 ans et 7 mois (-2 mois par rapport à 2016), dans l'acquisition avec amélioration

autour de 23 et 6 mois (+2 mois) et dans l'acquisition sans amélioration à 20 ans et 11 mois (-7 mois).

**Le TEG moyen** des opérations PAS et PTZG, pondéré au sein de l'opération par le montant des PAS, est de 2,38% en 2017, contre 2,84% en 2016.

**Le revenu mensuel moyen** d'un emprunteur associant à un PAS un prêt à 0% garanti est de 2 519 €, en baisse de 0,5% par rapport à la génération précédente, une baisse qui se retrouve uniquement dans l'acquisition sans amélioration (-0,6%) et l'acquisition avec amélioration (-2,5%), tandis que ce montant est en hausse dans le neuf (+0,2%).

#### Revenu mensuel moyen des ménages en euros

	2015	2016	2017	Variation
Neuf	2 685	2 561	2 565	0.2%
Acquisition amélioration	2 265	2 284	2 227	-2.5%
Acquisition seule	2 468	2 285	2 271	-0.6%
<b>Ensemble</b>	<b>2 677</b>	<b>2 531</b>	<b>2 519</b>	<b>-0.5%</b>

La structure de répartition par CSP est globalement inchangée, la part des employés reste prépondérante (34,2%), suivie des ouvriers (26,2%). En ajoutant les professions intermédiaires à ces deux dernières, elles cumulent 83,5% de l'ensemble des opérations financées avec PAS et PTZG en 2017.

#### CSP des emprunteurs en 2017

CSP	Effectifs	%
Agriculteurs	256	0.9%
Artisans, commerçants	785	2.8%
Cadres	2 832	10.3%
Prof. Intermédiaires	6 338	23.0%
Employés	9 430	34.2%
Ouvriers	7 225	26.2%
Retraités	184	0.7%
Inactifs	500	1.8%
<b>Ensemble</b>	<b>27 550</b>	<b>100%</b>

La répartition par type d'opération varie légèrement selon les CSP et reste fortement liée aux récentes évolutions réglementaires du PTZ. Ainsi, dans toutes les catégories socioprofessionnelles, la part du neuf représente 83,8% des opérations, la part des artisans, commerçants dans le neuf est à 71,7%, mais ce pourcentage monte à 86,1% pour les cadres.

**Le montant moyen prêté pour une opération combinant un PAS et un PTZG**, représente en moyenne environ 5 ans et 9 mois de revenus<sup>8</sup> de l'emprunteur. Selon la CSP de l'emprunteur, cette donnée s'étale de 4 ans et 5 mois pour les retraités à 5 ans et 11 mois pour les artisans, commerçants.

Pour l'ensemble des emprunteurs, le coût moyen exprimé en nombre de mois de revenu est de 6 ans et 7 mois (en hausse de 3 mois par rapport à 2016). Les coûts moyens varient de 6 ans et 4 mois pour les retraités à 7 ans et 2 mois pour les inactifs.

La part d'opérations réalisées par des ménages de 4 personnes ou plus perd 1,6 point au profit des ménages plus petits, le nombre moyen de personnes diminue donc à 2,70 (contre 2,76 en 2016).

#### Répartition par taille de ménage et par type d'opération

Taille de ménage	Neuf		Acquisition amélioration		Acquisition seule		Ensemble
Personne seule	5 415	23.5%	1 002	28.5%	236	25.1%	24.1%
2 personnes	5 658	24.5%	905	25.7%	197	20.9%	24.5%
3 personnes	5 066	21.9%	684	19.4%	199	21.1%	21.6%
4 personnes	4 447	19.3%	569	16.2%	181	19.2%	18.9%
5 personnes	1 963	8.5%	259	7.4%	104	11.1%	8.4%
6 personnes et plus	540	2.3%	101	2.9%	24	2.6%	2.4%
<b>Ensemble</b>	<b>23 089</b>	<b>100%</b>	<b>3 520</b>	<b>100%</b>	<b>941</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
moyenne du nombre de personnes	2.72		2.57		2.78		2.70

En 2017, la répartition des emprunteurs selon leur situation familiale est sans grand changement par rapport à l'année précédente. Les couples restent la catégorie prépondérante (64,1%), avec une baisse de 1,5 point par rapport à 2016.

---

<sup>8</sup> Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué, de fait, sur un échantillon de taille relativement réduite (seulement 52% des déclarations), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS, compte tenu des valeurs mal renseignées où les montants du revenu sont déclarés comme revenu mensuel au lieu d'annuel.

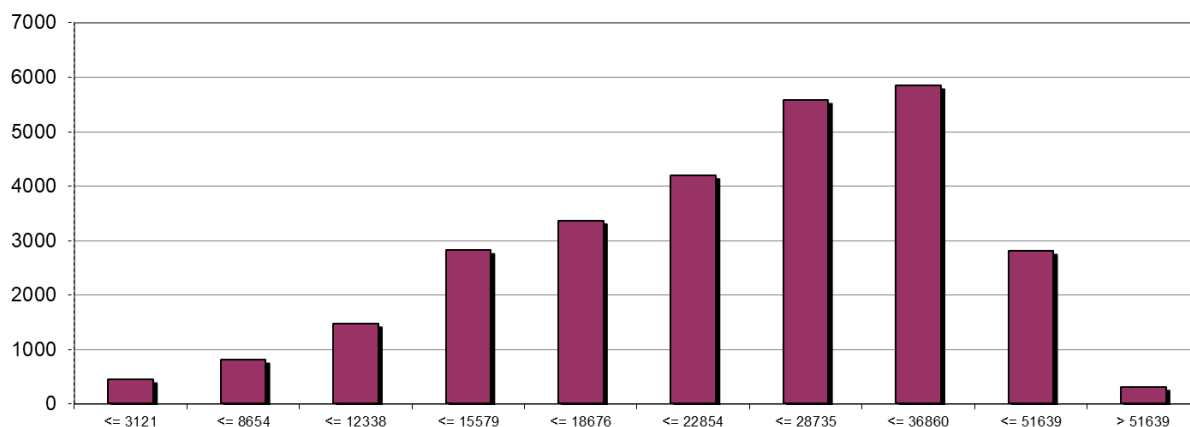


### Situation familiale des bénéficiaires combinant PAS et PTZG

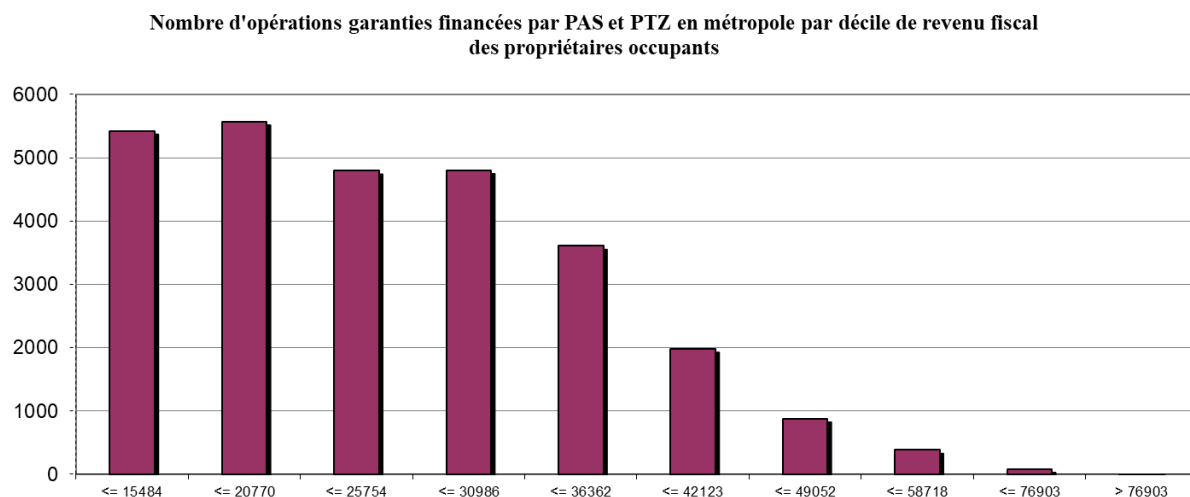
	2015		2016		2017	
Marié ou vivant maritalement	17 183	69.1%	19 535	65.6%	17 658	64.1%
Seul	7 679	30.9%	10 224	34.4%	9 892	35.9%
<b>Ensemble</b>	<b>24 862</b>	<b>100%</b>	<b>29 759</b>	<b>100%</b>	<b>27 550</b>	<b>100%</b>

On fait ici les mêmes constatations que pour les PAS seuls, à savoir que la répartition selon les déciles de revenu fiscal de l'ensemble des foyers fiscaux des prêts garantis (hors éco-prêts) est inégale en faveur des classes moyennes. 20,0% des prêts sont accordés aux quatre premiers déciles de revenus. Les emprunteurs ayant un RFR compris entre 22 855 € et 51 639 € (correspondant aux déciles 7 à 9) représentent plus de la moitié des emprunteurs soit 51,5%.

Nombre d'opérations garanties financées par PAS et PTZ en métropole par décile de revenu fiscal de l'ensemble des foyers fiscaux



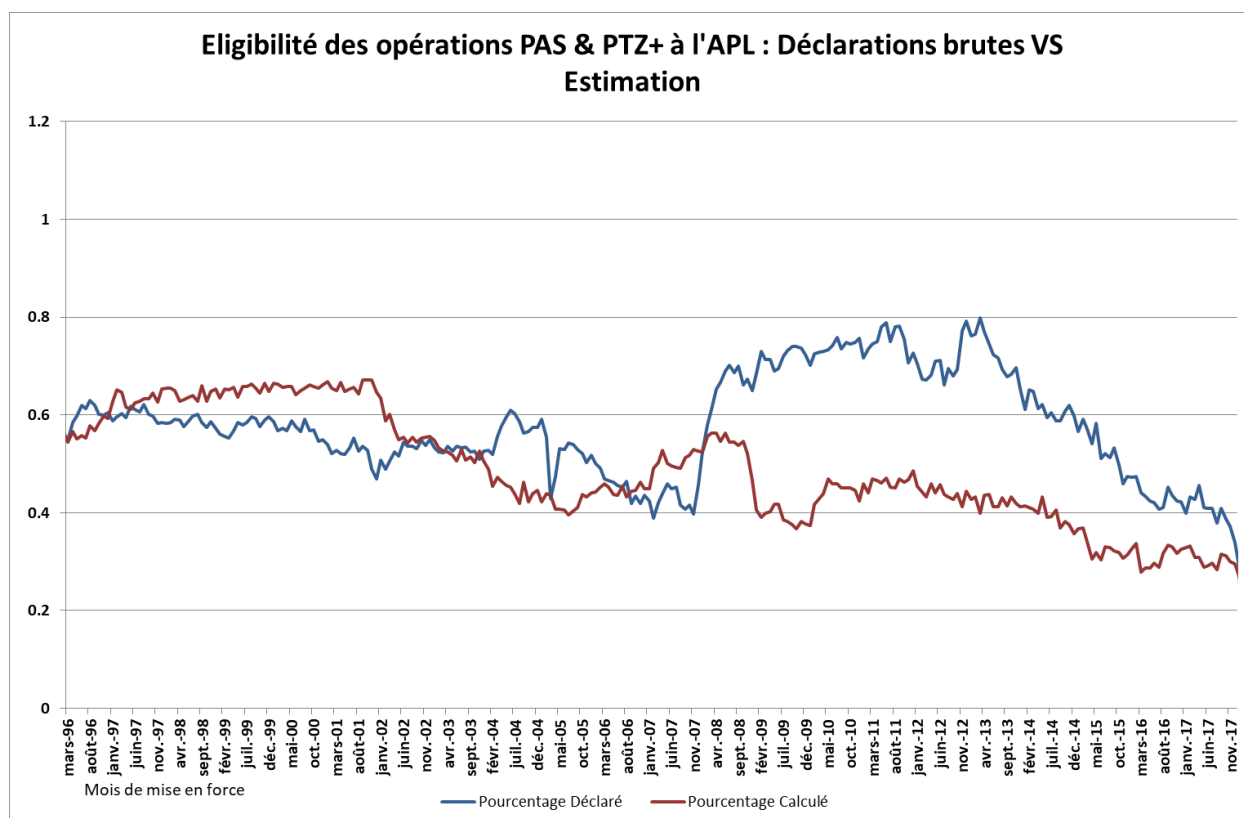
La répartition selon les déciles de revenu fiscal des propriétaires occupants est également inégale. 74,8% des prêts sont accordés aux quatre premiers déciles de revenus, alors que les emprunteurs ayant un RFR compris dans les quatre derniers déciles ne représentent que 4,9% des emprunteurs. Cette répartition est toutefois logique compte tenu de la vocation sociale des PAS et PTZ.



## Présomption d'éligibilité à l'APL des emprunteurs pour des opérations financées par des PAS accompagnés d'un PTZ garanti

### a- Déclarations des EC et Estimation SGFGAS :

Le constat est similaire aux PAS seuls, avec une divergence plus tardive entre les variables calculée et déclarée. Elle est véritablement marquée à partir de février 2009, alors que dans le cas des PAS seuls, les premières ruptures tendancielles commencent dès avril 2002.

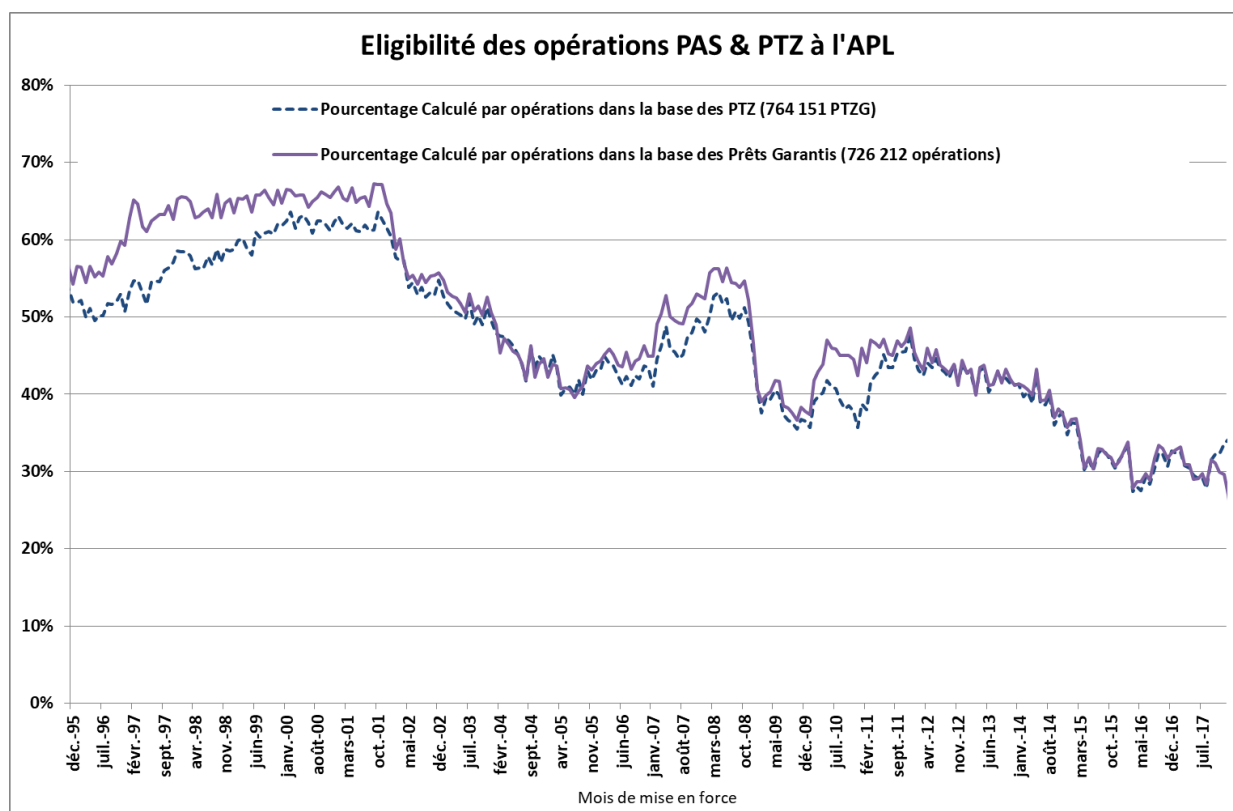


NB : Une étude sur l'amélioration du taux d'effort via l'APL des opérations PTZ avec PAS est consultable dans le bilan PTZ pour 2017.

*b- Analyse par opération :*

L'analyse par opération montre que l'évaluation de l'éligibilité à l'APL de l'emprunteur fluctue et tend à baisser ces dernières années.

Le pourcentage calculé de l'éligibilité est par opération pour les deux courbes, l'une est calculée au sein de la base de données des PTZ et l'autre au sein de la base des prêts garantis.



*c- Amélioration du taux d'effort permise par l'APL*

On se reportera au bilan PTZ 2017 pour un éclairage sur les améliorations du taux d'effort des ménages résultant de l'aide personnelle pour les opérations PAS avec PTZ.

## **2.4 LES ÉCO-PRÊTS A 0% GARANTIS DE LA GÉNÉRATION 2017**

Dans cette partie du bilan, on s'intéresse donc aux caractéristiques du prêt lui-même, puisqu'en 2017, seulement 20 opérations garanties comprennent un éco-prêt à 0% garanti et un autre prêt garanti.

On recense 195<sup>9</sup> éco-prêts garantis pour un montant prêté de 3,1 M€ pour la génération 2017 pour 23 330 éco-prêts (hors éco-prêts complémentaires) mis en force en 2017 pour un montant prêté de 418,7 M€ sur l'ensemble des éco-prêts.

Le montant moyen d'un éco-prêt garanti est de 15 773 € pour financer des travaux de 18 114 €.

Sur l'ensemble des éco-prêts mis en force en 2017, le montant moyen est de 17 947 € pour un montant moyen de travaux égal à 22 267 €.

Seuls le Crédit Agricole, le Crédit Foncier de France, les Banques Populaires et les caisses d'épargne ont mis en force des éco-prêts garantis en 2017.

La durée moyenne des éco-prêts garantis est de 121 mois, soit 10 ans et 1 mois, 4 mois de moins que dans l'ensemble des éco-prêts.

---

<sup>9</sup> A noter que les effectifs d'éco-prêts déclarés comme garantis dans la base « éco-prêts » ne sont pas tout à fait identiques aux effectifs d'éco-prêts garantis issus de la base FGAS. Les effectifs présents dans ce bilan sont ceux issus de la base FGAS retrouvés dans la base des éco-prêts soit 195 éco-prêts analysés.

Ci-dessous deux tableaux résumant les caractéristiques des éco-prêts garantis et non garantis (hors éco-prêts complémentaires) de la génération 2017 :

		Nombre d'éco-prêts	Montant moyen prêté (€)	Montant moyen des travaux (€)	Durée moyenne (mois)
<b>Ensemble des Eco-prêts garantis</b>		<b>195</b>	<b>15 773 €</b>	<b>18 114 €</b>	<b>121</b>
Type de logement	Maison individuelle	191	15 849 €	18 240 €	121
	Appartement	4	12 113 €	12 115 €	105
Période d'achèvement du logement	avant 1949	77	16 313 €	19 269 €	125
	1949-1974	57	16 457 €	18 395 €	126
	1975-1989	61	14 451 €	16 395 €	110
Zone climatique	H1	27	18 267 €	23 431 €	131
	H2	162	15 553 €	17 509 €	119
	H3	6	10 482 €	10 524 €	124
Bouquet de travaux		179	16 408 €	18 928 €	123
Performance énergétique		0	-	-	-
Assainissement non collectif		16	8 664 €	9 009 €	101
Occupation du logement	Propriétaire	189	15 749 €	18 131 €	121
	Locataire	4	18 252 €	19 848 €	120
	Mis à disposition gratuitement	2	n.s.	n.s.	n.s.
	Vacant	0	-	-	-
Commanditaire des travaux	Propriétaire	191	15 877 €	18 145 €	122
	Copropriété	0	-	-	-
	Propriétaire et copropriété	4	10 813 €	16 669 €	84

*n.s. : non significatif*

		Nombre d'éco-prêts	Montant moyen prêté (€)	Montant moyen des travaux (€)	Durée moyenne (mois)
<b>Ensemble des Eco-prêts non garantis</b>		<b>23 330</b>	<b>17 947 €</b>	<b>22 267 €</b>	<b>125</b>
Type de logement	Maison individuelle	22 337	17 985 €	22 350 €	125
	Appartement	993	17 086 €	20 404 €	131
Période d'achèvement du logement	avant 1949	7 789	18 628 €	23 316 €	130
	1949-1974	8 203	18 612 €	23 353 €	129
	1975-1989	7 338	16 482 €	19 941 €	117
Zone climatique	H1	11 550	18 492 €	23 679 €	125
	H2	10 843	17 447 €	20 961 €	126
	H3	930	17 036 €	20 017 €	123
Bouquet de travaux		20 976	18 899 €	23 470 €	128
Performance énergétique		285	21 012 €	28 161 €	137
Assainissement non collectif		2 069	7 870 €	9 260 €	99
Occupation du logement	Propriétaire	21 506	17 777 €	22 097 €	124
	Locataire	1 084	19 051 €	22 982 €	137
	Mis à disposition gratuitement	257	20 462 €	25 667 €	146
	Vacant	483	21 686 €	26 451 €	143
Commanditaire des travaux	Propriétaire	23 035	17 969 €	22 284 €	126
	Copropriété	151	15 111 €	20 943 €	121
	Propriétaire et copropriété	144	17 468 €	20 935 €	124

## **Répartition géographique des Éco-prêts à 0% garantis**

La province compte 97,4% des éco-prêts garantis. La zone C (au sens du zonage A/B/C) rassemble 73,8% des éco-prêts garantis tandis que seulement 2,1% concernent la zone A.

65,1% des éco-prêts garantis se situent en zone climatique H2C (127 éco-prêts) et 15,4% en zone H2B (30 prêts). A elles deux, elles représentent plus de 80% des éco-prêts garantis. L'ensemble de la zone H2 rassemble 83,1% des éco-prêts garantis de la génération 2017.

Si l'on considère l'ensemble des éco-prêts mis en force en 2017, c'est en zone H1A que se situe le plus grand nombre avec 4 469 éco-prêts, soit 19,1% du total, suivi par la zone H2B avec 4 291 éco-prêts (18,4%).

## **Caractéristiques des types de travaux des Éco-prêts à 0% garantis**

Le bouquet de deux actions représente la majorité des éco-prêts garantis de la génération 2017 avec 116 éco-prêts garantis, devant le bouquet de 3 actions ou plus (63 éco-prêts). L'assainissement correspond à 16 éco-prêts garantis, et il n'y a pas eu d'éco-prêt performance globale pour la génération 2017. Les bouquets deux et trois actions ou plus représentent donc 91,8% des éco-prêts garantis de la génération 2017.

S'agissant de l'ensemble des éco-prêts mis en force en 2017, on recense 12 601 éco-prêts liés aux bouquets de deux actions, devant les bouquets de trois actions ou plus avec 8 375 éco-prêts, loin devant l'assainissement et la performance globale avec respectivement 2 069 et 285 éco-prêts.

Les éco-prêts garantis liés aux bouquets de trois actions ou plus ont un montant moyen prêté de 22 263 € (13 228 € pour les bouquets de deux actions) pour un montant de travaux moyen égal à 25 484 € (15 367 € pour les bouquets de deux actions).

## **Caractéristiques des bénéficiaires**

Les employés sont les principaux bénéficiaires d'éco-prêts garantis (55), devant les retraités (39), les ouvriers et les professions intermédiaires (respectivement 26 et 22 éco-prêts).

Les agriculteurs ont un prêt moyen de 19 059 €, devant les employés (16 077 €) et les cadres (15 946 €). Le coût moyen des travaux sont les plus élevés pour les agriculteurs (23 877 €), les employés (18 009 €), les ouvriers (17 480 €) et les cadres (16 722 €).

La durée de l'éco-prêt garanti est la plus longue par ordre décroissant chez les cadres (131 mois), les employés (124 mois) et les agriculteurs (121 mois), alors que chez les inactifs elle n'est que de 85 mois.



### **3. BILAN STATISTIQUE DES OPERATIONS**

### **GARANTIES DANS LES DEPARTEMENTS**

### **D'OUTRE MER POUR LA GENERATION 2017**

#### **3.1 OPERATIONS PAS DOM SEULS DE LA GENERATION 2017**

Le nombre d'opérations composées seulement de PAS distribués en DOM (appelés dans ce qui suit « PAS DOM ») de la génération 2017 s'élève à 421 prêts contre 374 dans la génération précédente, soit une augmentation de 12,6%. La répartition de la production selon le département d'Outre-Mer est la suivante : 62,0% pour la Réunion, 26,6% en Martinique, 6,4% en Guadeloupe et 5,0% en Guyane. Le montant moyen prêté pour ces opérations est de 139 905 € (contre 141 648 € en France métropolitaine), soit une augmentation de 4,9% par rapport à la génération 2016. Le coût moyen d'opération s'élève à 174 279 € (en augmentation de 5,5% par rapport à l'année précédente) contre 180 592 € en France métropolitaine. La quotité du PAS DOM diminue légèrement passant de 80,7% en 2016 à 80,3% en 2017 (contre 78,4% pour la génération 2017 en métropole). Elle est plus élevée dans l'acquisition avec amélioration (89,0%) que dans l'acquisition sans amélioration (83,5%), et le neuf (69,8%).

Près de trois opérations sur quatre concernent l'acquisition dans l'ancien. Les opérations pour l'acquisition sans amélioration conservent leur prédominance (65,3% des opérations contre 71,9% l'année précédente) tandis que la part des acquisitions avec amélioration passe à 9,3% contre 8,0% en 2016. La part du neuf augmente à 25,2% (19,3% en 2016) et celle de l'amélioration seule reste marginale à 0,2% (0,8% en 2016).

Plus de la moitié des opérations comportant des PAS DOM seulement (53,0%) concerne les ménages composés d'une ou deux personnes (contre 51,3% en 2016). Si on y ajoute les ménages de 3 personnes, on obtient 73,9% des emprunteurs (contre 70,6% en 2016). La part des ménages comportant plus de 4 personnes est de 6,2%.

Près de la moitié des emprunteurs vivent seuls (49,4%). La part des emprunteurs mariés ou vivant maritalement a donc légèrement diminué à 50,6%, elle était de 51,9% l'année précédente.

Les employés restent la catégorie socio-professionnelle prépondérante en 2017 avec 48,2% des opérations financées par des PAS DOM seuls (-5,0 points par rapport à l'année précédente),

devant les cadres avec 17,8% (+4,7 points). Les professions intermédiaires arrivent en troisième position avec 15,9%. Les ouvriers ne représentent que 8,6% des emprunteurs, ils étaient 6,7% en 2016. L'ensemble de ces quatre catégories socio-professionnelles concernent 90,5% des ménages. En métropole, les employés sont également la catégorie socio-professionnelle prédominante, mais avec 34,8%, tandis que les ouvriers représentent 19,7% des ménages, les professions intermédiaires 21,9% et les cadres 14,0%. L'ensemble des ouvriers, employés, professions intermédiaires et cadres représentent ainsi 90,4% des emprunteurs en métropole.

Plus de la moitié de ces opérations sont financées par la Banque Postale (44,9%) et près d'un tiers par le Crédit Agricole (35,4%). Les parts de marché (en nombre d'opérations) des Banques Populaires et du Crédit Mutuel sont respectivement de 17,3% et 2,4%.

Les parts de marché en montants prêtés diffèrent peu ; elles sont de 46,3% pour la Banque Postale, de 37,9% pour le Crédit Agricole, de 14,1% pour les Banques Populaires et de 1,8% pour le Crédit Mutuel.

### **3.2 OPERATIONS PAS ET PTZ GARANTIS DE LA GENERATION 2017**

En 2017, le nombre d'opérations financées par des PAS et PTZG DOM s'élève à 353 contre 392 en 2016, soit une baisse de 9,9%.

En 2017, 200 opérations ont lieu à l'Ile de la Réunion, les autres prêts se répartissant comme suit : 60 en Martinique, 19 en Guadeloupe, 74 en Guyane. Le neuf représente 95,8% de l'ensemble des opérations (seulement 15 opérations dans l'ancien).

Le montant moyen prêté dans les DOM est de 196 319 € (contre 175 881 € en métropole), en hausse de 7,1% par rapport à 2016. Le coût de l'opération se monte à 209 887 € (contre 199 351 € en France métropolitaine), soit +6,6% par rapport à la génération 2016. La quotité est de 93,5% pour 2017, elle se situait à 93,1% l'année précédente.

Près de la moitié des emprunteurs vivent seuls (46,5%), ils étaient 39,8% l'année précédente. Les couples mariés ou vivant maritalement représentent 53,5% des ménages, alors que leur part était de 60,2% en 2016.

Les ménages de 3 personnes représentent 23,2% des bénéficiaires d'opérations financées par des PAS et un PTZG dans les DOM et 21,0% des emprunteurs sont des ménages de 4 personnes. Cette année est marquée par la hausse des petits ménages (22,9% en 2017 contre 17,1% en 2016

pour les ménages de 1 personne, 25,2% en 2017 contre 20,7% en 2016 pour les ménages de 2 personnes).

La génération 2017 est marquée par la baisse de la part des professions intermédiaires qui représentent 19,0% des emprunteurs (contre 25,5% en 2016) au profit des employés qui passent de 46,4% en 2016 à 51,8% en 2017. La part des cadres est de 12,7%. L'ensemble des ouvriers, employés, cadres et professions intermédiaires représentent 91,8%. En métropole, l'ensemble de ces quatre catégories représentent 93,7% des emprunteurs.

Plus de deux tiers (66,9%) des opérations comportant PAS et PTZ garantis sont financées par le Crédit Agricole et 30,0% par la Banque Postale. Les parts de marché (en nombre d'opérations) des Banques Populaires et du Crédit Mutuel sont respectivement de 1,1% et 1,7%.

Les parts de marché en montants prêtés (ensemble des prêts garantis) diffèrent peu ; elles sont de 68,3% pour le Crédit Agricole, 29,5% pour la Banque Postale, de 0,9% pour les Banques Populaires et 1,2% pour le Crédit Mutuel.

### **3.3 ECO-PRETS GARANTIS DANS LES DOM**

En 2017, il n'y a pas eu d'éco-prêt garanti distribué dans les DOM.

## 4. **ANNEXES**

## **ANNEXES**

### **PREAMBULE**

### **ANNEXES OPERATIONS FINANCEES PAR AU MOINS UN PAS**

**Annexe 1 :** Caractéristiques des opérations PAS par génération

**Annexe 2 :** Parts de marché des établissements pour les opérations PAS par génération

**Annexe 3 :** Répartition géographique des opérations financées PAS de la génération 2016

- par département
- par zone de Robien

**Annexe 4 :** Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations PAS par génération

- effectifs et principales caractéristiques des opérations

**Annexe 5 :** CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations PAS

- principales caractéristiques des opérations financées par PAS de la génération 2016

**Annexe 6 :** Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations PAS

- principales caractéristiques des opérations financées par PAS de la génération 2016

### **ANNEXES DES OPERATIONS FINANCEES PAR DES PAS SEULS**

**Annexe 7 :** Caractéristiques des opérations PAS seuls par génération

**Annexe 8 :** Parts de marché des établissements pour les opérations PAS seuls par génération

**Annexe 9 :** Répartition géographique des opérations financées PAS seuls de la génération 2016

- par département
- par zone de Robien

**Annexe 10 :** Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations PAS seuls par génération

- effectifs et principales caractéristiques des opérations

**Annexe 11 :** CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations PAS seuls

- principales caractéristiques des opérations financées par PAS seuls de la génération 2016

**Annexe 12 :** Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations PAS seuls

- principales caractéristiques des opérations financées par PAS seuls de la génération 2016

**Annexe 13 :** Caractéristiques des opérations PAS seuls dans les départements d'outre mer (PAS DOM)

- caractéristiques des opérations PAS seuls DOM par génération
- caractéristiques des bénéficiaires de PAS seuls DOM par génération

**Annexe 14 :** Evolution de la présomption d'éligibilité à l'APL des ménages emprunteurs d'opérations PAS seuls

## **ANNEXES DES OPERATIONS FINANCEES PAR DES PAS ET PTZG**

**Annexe 15 :** Caractéristiques des opérations PAS et PTZ garantis par zone  
- détails des opérations PAS et des PTZ garantis par zones et génération  
- caractéristiques des opérations PAS et PTZ garantis par zones de la génération 2016

**Annexe 16 :** Parts de marché des établissements producteurs des opérations PAS et PTZ garantis par génération

**Annexe 17 :** CSP des emprunteurs bénéficiant d'une opération PAS et PTZ garantis de la génération 2016

**Annexe 18 :** Caractéristiques des opérations PAS et PTZ garantis par type d'opération/immeuble

**Annexe 19 :** Caractéristiques des bénéficiaires d'opérations PAS et PTZ garantis par génération

**Annexe 20 :** Caractéristiques des opérations PAS et PTZG dans les DOM par département

**Annexe 21 :** Caractéristiques des bénéficiaires des opérations PAS et PTZG dans les DOM

**Annexe 22 :** Evolution de la présomption d'éligibilité à l'APL des ménages emprunteurs d'opérations PAS et PTZ garantis

## **ANNEXES ECO-PRETS GARANTIS**

**Annexe 23 :** Caractéristiques des types de travaux et des zones des Eco-prêts garantis de la génération 2016

**Annexe 24 :** Parts de marché des établissements producteurs d'Eco-prêts garantis de la génération 2016

**Annexe 25 :** Caractéristiques des types de travaux et des CSP des emprunteurs bénéficiant d'un Eco-prêt garantis de la génération 2016

**Annexe 26 :** Caractéristiques des types de travaux et des zones climatiques des Eco-prêts garantis de la génération 2016

**Annexe 27 :** Caractéristiques des types de travaux et des périodes d'achèvement des Eco-prêts garantis de la génération 2016

**Annexe 28 :** Caractéristiques des types de travaux, de la nature, de l'occupation du logement et du commanditaire des travaux des Eco-prêts garantis de la génération 2016

**Annexe 29 :** Caractéristiques des types de travaux des opérations PAS et Eco-prêt de la génération 2016

PREAMBULE

Depuis 2013, le bilan de l'année porte sur l'analyse d'opérations financées par des prêts garantis contrairement aux précédent bilans où l'analyse était faite par prêts.  
On considère que dans le système d'information du FGAS des prêts ayant en commun :

- L'établissement
- Le type d'objet du prêt de l'opération
- Le code Insee du logement depuis 2005 (seul le code postal était obligatoirement renseigné avant 2005)
- Le montant d'opération
- Le montant annuel revenu d'éligibilité au FGAS
- La zone du lieu d'implantation de l'opération
- Le nombre de personnes dans le ménage
- La CSP
- L'année d'émission

financent une même opération.

Une tolérance est également admise lorsqu'une et une seule des caractéristiques est différente (excepté pour l'établissement émetteur, et limité à une faible différence pour le montant d'opération et l'année d'émission)

La génération d'une opération est celle du premier prêt mis en force.

Le montant prêté d'une opération correspond à la somme des montants prêtés des prêts garantis pour cette opération.

Certains établissements font deux voire quatre déclarations distinctes à la SGFGAS lorsque le prêt PAS est à taux révisable avec une partie fixe (prêt mixte) ou lissé, ce qui a pour effet d'augmenter artificiellement le nombre de prêts dans le système d'information, et par voie de conséquence la production des établissements concernés.

Cette pratique a eu tendance à se développer depuis quelques années

Il a donc été décidé de modifier le bilan en prenant en compte cette pratique

En raisonnant par opérations financées et non plus par prêts, les statistiques sur les logements financés et les ménages emprunteurs sont plus exactes.

Cette présentation n'a pas d'impact sur les montants (globaux) de prêts garantis, par contre elle fiabilise les montants moyens par logement financé (i.e. opération)

D'autre part pour les éco-prêts à taux zéro garantis, le rapprochement avec la base des éco-prêts à taux zéro permet de

reconstituer certaines opérations comportant plusieurs prêts garantis.

les tableaux ci dessous montrent la différence entre les deux méthodes.

Répartition des opérations garanties selon les combinaisons de prêts et la génération du 1er prêt en Métropole (au 16/02/2018)

	2013	2014	2015	2016	2017
PAS et PTZG	19 355	19 528	24 862	29 759	27 550
PAS sans PTZG et sans EcoG *	41 382	40 502	48 517	46 771	51 188
PTZG seul (nombre de prêts qu'on n'arrive pas à rattacher à un PAS lors du traitement de la base FGAS par opération financée) **	928	390	428	1 018	5 658 ***
EcoG seul	537	420	302	257	197
PAS et EcoG	56	70	39	23	16
PTZG et EcoG	0	0	0	3	2
PAS et PTZG et EcoG	0	0	2	5	2
TOTAL	62 258	60 910	74 150	77 836	84 613
dont opérations avec au moins un PAS	60 793	60 100	73 420	76 558	78 756

\* appelés par commodité "PAS seuls" dans la suite de ce bilan (alors qu'ils peuvent être plusieurs au sein d'une même opération)

\*\* Nombre de PTZG identifiés comme non accompagnés de PAS dans la base PTZ parmi ceux réputés être seuls

793 304 320 718 1 024

\*\* Nombre de PTZG identifiés comme accompagnés de PAS dans la base PTZ parmi ceux réputés être seuls

69 58 88 240 4 508

\*\* Nombre de PTZG qu'on ne retrouve pas dans la base des PTZ parmi les PTZG réputés être seuls

66 28 20 60 126

Nombre de PTZG qu'on ne retrouve pas dans la base des PTZ parmi les PTZG identifiés comme non isolés

118 115 172 137 86

Effectif de PTZG non retrouvés dans la base PTZ

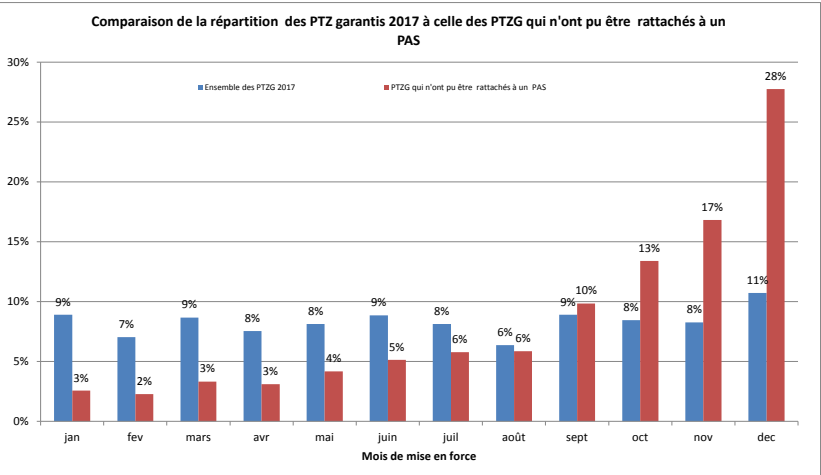
184 143 192 197 212

Nombre de prêts garantis en Métropole par génération (au 16/02/2018)

	2013	2014	2015	2016	2017
PAS	71 707	72 591	88 306	90 560	101 464
PTZG	20 565	20 071	25 301	30 755	33 403
Eco-prêt	584	483	351	298	219
TOTAL	92 856	93 145	113 958	121 613	135 086

PREAMBULE

\*\*\* Pour 2017, plus de 75% des 5 658 PTZ garantis qu'on n'arrive pas à rattacher à un PAS sont mis en force à partir du 3ème trimestre de l'année en cours et plus de 55% le sont au cours du dernier trimestre de l'année ainsi que le montre le graphique ci-dessous. Ces prêts sont majoritairement rattachés à des PAS de la génération 2018 qui ne sont donc pas concernés par le présent bilan. Cela explique le nombre élevé de PTZ garantis de la génération 2017 qu'on ne rattache pas à un PAS de la même génération, étant rappelé que la génération d'une opération correspond à celle du 1er prêt mis en force dans l'opération.



Les annexes présentent successivement:  
L'ensemble des opérations financées par des PAS (avec ou sans PTZG ou Eco-prêt garanti). Annexes 1 à 6  
Les opérations financées par des PAS (un ou plusieurs) seuls. Annexes 7 à 14  
Les opérations associant PAS et PTZ garanti. Annexes 15 à 22  
Les opérations Eco-prêts garantis. Annexes 23 à 29



## Annexe 1 : Caractéristiques des opérations financées par des PAS par génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

		2013	2014	2015	2016	2017	Evolution			
							13/14	14/15	15/16	16/17
<b>Neuf</b>	<b>Effectifs</b>	<b>23 334 ( 38.4% )</b>	<b>22 685 ( 37.7% )</b>	<b>27 440 ( 37.4% )</b>	<b>29 540 ( 38.6% )</b>	<b>27 910 ( 35.4% )</b>	-2,8%	21,0%	7,7%	-5,5%
Construction ou acquisition d'un logement	Coût moyen d'opération	181 157	185 242	193 091	201 156	210 995	2,3%	4,2%	4,2%	4,9%
	Montant moyen prêté	155 294	158 090	166 355	174 145	179 229	1,8%	5,2%	4,7%	2,9%
	Revenu mensuel moyen	2 589	2 638	2 700	2 590	2 598	1,9%	2,3%	-4,1%	0,3%
Acquisition avec amélioration	Effectifs	9 190 ( 15.1% )	9 173 ( 15.3% )	11 144 ( 15.2% )	12 863 ( 16.8% )	13 489 ( 17.1% )	-0,2%	21,5%	15,4%	4,9%
	Coût moyen d'opération	139 224	136 169	146 012	156 519	164 964	-2,2%	7,2%	7,2%	5,4%
	Montant moyen prêté	119 087	117 432	127 784	135 359	143 098	-1,4%	8,8%	5,9%	5,7%
	Revenu mensuel moyen	2 230	2 296	2 365	2 327	2 290	3,0%	3,0%	-1,6%	-1,6%
Acquisition sans amélioration	Effectifs	27 084 ( 44.6% )	27 944 ( 46.5% )	34 523 ( 47.0% )	33 930 ( 44.3% )	37 138 ( 47.2% )	3,2%	23,5%	-1,7%	9,5%
	Coût moyen d'opération	151 202	150 827	163 652	168 829	177 906	-0,2%	8,5%	3,2%	5,4%
	Montant moyen prêté	118 654	118 076	130 164	131 465	138 710	-0,5%	10,2%	1,0%	5,5%
	Revenu mensuel moyen	2 379	2 406	2 569	2 481	2 456	1,1%	6,8%	-3,4%	-1,0%
Amélioration	Effectifs	1 185 ( 1.9% )	298 ( 0.5% )	313 ( 0.4% )	225 ( 0.3% )	219 ( 0.3% )	-74,9%	5,0%	-28,1%	-2,7%
	Coût moyen d'opération	126 899	74 338	74 174	76 516	81 383	-41,4%	-0,2%	3,2%	6,4%
	Montant moyen prêté	99 972	60 381	62 457	62 253	67 123	-39,6%	3,4%	-0,3%	7,8%
	Revenu mensuel moyen	2 706	2 673	2 906	2 895	3 117	-1,2%	8,7%	-0,4%	7,7%
<b>Ancien</b>	<b>Effectifs</b>	<b>37 459 ( 61.6% )</b>	<b>37 415 ( 62.3% )</b>	<b>45 980 ( 62.6% )</b>	<b>47 018 ( 61.4% )</b>	<b>50 846 ( 64.6% )</b>	<b>-0,1%</b>	<b>22,9%</b>	<b>2,3%</b>	<b>8,1%</b>
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>60 793</b>	<b>60 100</b>	<b>73 420</b>	<b>76 558</b>	<b>78 756</b>	<b>-1,1%</b>	<b>22,2%</b>	<b>4,3%</b>	<b>2,9%</b>
	Coût moyen d'opération	160 415	161 201	171 596	178 965	187 149	0,5%	6,4%	4,3%	4,6%
	Montant moyen prêté	132 419	132 795	143 040	148 384	153 622	0,3%	7,7%	3,7%	3,5%
	Revenu mensuel moyen	2 431	2 480	2 613	2 513	2 487	2,0%	5,4%	-3,8%	-1,0%

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2013 : 20%, 2014 : 26%, 2015 : 32%, 2016 : 45%, 2017 : 52%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

## Annexe 2 : Parts de marché des établissements pour les opérations financées par des PAS par génération

(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

	Génération du 1er PAS mis en force 2013		Génération du 1er PAS mis en force 2014		Génération du 1er PAS mis en force 2015		Génération du 1er PAS mis en force 2016		Génération du 1er PAS mis en force 2017	
	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)
Banques Populaires (BPCE)	908 ( 1.5% )	87.3 ( 1.1% )	783 ( 1.3% )	87.3 ( 1.1% )	827 ( 1.1% )	98.7 ( 0.9% )	814 ( 1.1% )	97.4 ( 0.9% )	809 ( 1.0% )	105.5 ( 0.9% )
Caisses d'Epargne (BPCE)	3 074 ( 5.1% )	294.6 ( 3.7% )	2 525 ( 4.2% )	294.6 ( 3.7% )	2 040 ( 2.8% )	246.2 ( 2.3% )	2 595 ( 3.4% )	341.5 ( 3.0% )	2 363 ( 3.0% )	322.6 ( 2.7% )
Crédit Foncier de France	25 717 ( 42.3% )	3 483.4 ( 43.6% )	23 571 ( 39.2% )	3 483.4 ( 43.6% )	25 079 ( 34.2% )	3 884.3 ( 37.0% )	24 101 ( 31.5% )	3 786.4 ( 33.3% )	24 951 ( 31.7% )	4 022.4 ( 33.2% )
<b>Groupe BPCE</b>	<b>29 699 ( 48.9% )</b>	<b>3 865.3 ( 48.4% )</b>	<b>26 879 ( 44.7% )</b>	<b>3 865.3 ( 48.4% )</b>	<b>27 946 ( 38.1% )</b>	<b>4 229.2 ( 40.3% )</b>	<b>27 510 ( 35.9% )</b>	<b>4 225.3 ( 37.2% )</b>	<b>28 123 ( 35.7% )</b>	<b>4 450.5 ( 36.8% )</b>
Crédit Agricole	14 061 ( 23.1% )	1 890.3 ( 23.7% )	14 540 ( 24.2% )	1 890.3 ( 23.7% )	19 645 ( 26.8% )	2 793.5 ( 26.6% )	22 886 ( 29.9% )	3 486.7 ( 30.7% )	23 375 ( 29.7% )	3 680.8 ( 30.4% )
LCL	337 ( 0.6% )	52.6 ( 0.7% )	449 ( 0.7% )	52.6 ( 0.7% )	427 ( 0.6% )	54.3 ( 0.5% )	797 ( 1.0% )	95.0 ( 0.8% )	1 278 ( 1.6% )	158.1 ( 1.3% )
<b>Groupe Crédit Agricole LCL</b>	<b>14 398 ( 23.7% )</b>	<b>1 942.9 ( 24.3% )</b>	<b>14 989 ( 24.9% )</b>	<b>1 942.9 ( 24.3% )</b>	<b>20 072 ( 27.3% )</b>	<b>2 847.9 ( 27.1% )</b>	<b>23 683 ( 30.9% )</b>	<b>3 581.7 ( 31.5% )</b>	<b>24 653 ( 31.3% )</b>	<b>3 839.0 ( 31.7% )</b>
Crédit Mutuel	4 784 ( 7.9% )	479.2 ( 6.0% )	4 136 ( 6.9% )	479.2 ( 6.0% )	5 848 ( 8.0% )	747.4 ( 7.1% )	6 088 ( 8.0% )	813.7 ( 7.2% )	6 882 ( 8.7% )	944.9 ( 7.8% )
CIC	1 485 ( 2.4% )	171.1 ( 2.1% )	1 392 ( 2.3% )	171.1 ( 2.1% )	1 800 ( 2.5% )	236.0 ( 2.2% )	1 929 ( 2.5% )	265.8 ( 2.3% )	2 676 ( 3.4% )	393.0 ( 3.2% )
<b>Groupe Crédit Mutuel CIC</b>	<b>6 269 ( 10.3% )</b>	<b>650.3 ( 8.1% )</b>	<b>5 528 ( 9.2% )</b>	<b>650.3 ( 8.1% )</b>	<b>7 648 ( 10.4% )</b>	<b>983.4 ( 9.4% )</b>	<b>8 017 ( 10.5% )</b>	<b>1 079.5 ( 9.5% )</b>	<b>9 558 ( 12.1% )</b>	<b>1 338.0 ( 11.1% )</b>
BNP/PARIBAS	327 ( 0.5% )	28.4 ( 0.4% )	303 ( 0.5% )	28.4 ( 0.4% )	229 ( 0.3% )	21.7 ( 0.2% )	503 ( 0.7% )	63.4 ( 0.6% )	551 ( 0.7% )	73.1 ( 0.6% )
BNP Paribas Personal Finance	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )
<b>Groupe BNP</b>	<b>327 ( 0.5% )</b>	<b>28.4 ( 0.4% )</b>	<b>303 ( 0.5% )</b>	<b>28.4 ( 0.4% )</b>	<b>229 ( 0.3% )</b>	<b>21.7 ( 0.2% )</b>	<b>503 ( 0.7% )</b>	<b>63.4 ( 0.6% )</b>	<b>551 ( 0.7% )</b>	<b>73.1 ( 0.6% )</b>
Crédit Immobilier de France	357 ( 0.6% )	0.8 ( 0.0% )	9 ( 0.0% )	0.8 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )
Société Générale	817 ( 1.3% )	83.2 ( 1.0% )	740 ( 1.2% )	83.2 ( 1.0% )	773 ( 1.1% )	97.0 ( 0.9% )	669 ( 0.9% )	86.7 ( 0.8% )	534 ( 0.7% )	67.9 ( 0.6% )
Société Générale	8 926 ( 14.7% )	1 410.0 ( 17.7% )	11 652 ( 19.4% )	1 410.0 ( 17.7% )	16 752 ( 22.8% )	2 322.9 ( 22.1% )	16 176 ( 21.1% )	2 323.4 ( 20.5% )	15 337 ( 19.5% )	2 330.2 ( 19.3% )
<b>Ensemble</b>	<b>60 793</b>	<b>7 981,0</b>	<b>60 100</b>	<b>7 981,0</b>	<b>73 420</b>	<b>10 502,0</b>	<b>76 558</b>	<b>11 360,0</b>	<b>78 756</b>	<b>12 098,6</b>

**Annexe 3 : Répartition géographique des opérations financées par des PAS  
de la génération 2017 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Auvergne-Rhône-Alpes	12 950	16,4%	1 809 868 027	15,0%	Ain	1 623	261 582 395
					Allier	121	12 032 863
					Ardèche	539	73 450 781
					Cantal	65	6 922 368
					Drôme	871	125 717 711
					Isère	2 731	437 431 213
					Loire	619	80 279 623
					Haute-Loire	134	16 241 795
					Puy-de-Dôme	286	34 901 163
					Rhône	4 182	706 917 173
					Savoie	591	93 214 146
					Haute-Savoie	1 188	222 759 192
Bourgogne-Franche-Comté	2 169	2,8%	258 347 457	2,1%	Côte-d'Or	470	59 812 112
					Doubs	303	38 307 472
					Jura	116	13 227 112
					Nièvre	102	9 687 033
					Haute-Saône	112	12 675 922
					Saône-et-Loire	671	81 246 065
					Yonne	310	33 038 701
					Territoire de Belfort	85	10 353 039
Bretagne	3 147	4,0%	401 440 686	3,3%	Côtes-d'Armor	362	42 612 960
					Finistère	822	98 097 944
					Ille-et-Vilaine	1 406	190 165 881
					Morbihan	557	70 563 902
Centre-Val de Loire	2 520	3,2%	332 264 496	2,7%	Cher	199	19 925 188
					Eure-et-Loir	456	66 025 352
					Indre	114	11 680 957
					Indre-et-Loire	734	102 826 484
					Loir-et-Cher	247	27 411 231
					Loiret	770	104 395 284
Corse	625	0,8%	341 950 150	2,8%	Corse-du-Sud	307	56 327 339
					Haute-Corse	318	50 989 812
<b>Total des prêts</b>	<b>78 756</b>	<b>100%</b>	<b>12 098 642 316</b>			<b>78 756</b>	<b>12 098 642 316</b>

[suite](#)

**Annexe 3 : Répartition géographique des opérations financées par des PAS  
de la génération 2017 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Grand Est	4 726	6,0%	667 411 411	5,5%	Ardennes	219	25 309 366
					Aube	237	28 086 914
					Marne	483	69 052 429
					Haute-Marne	74	7 060 421
					Meurthe-et-Moselle	584	75 858 660
					Meuse	121	12 683 695
					Moselle	868	123 018 518
					Bas-Rhin	1 242	201 714 641
					Haut-Rhin	613	91 756 210
					Vosges	285	32 870 556
Hauts-de-France	6 094	7,7%	841 750 697	7,0%	Aisne	651	77 354 605
					Nord	2 107	285 997 785
					Oise	1 369	220 001 083
					Pas-de-Calais	1 328	177 067 095
					Somme	639	81 330 128
Normandie	3 113	4,0%	433 273 669	3,6%	Calvados	648	93 558 864
					Eure	942	140 228 983
					Manche	380	48 341 210
					Orne	143	15 084 118
					Seine-Maritime	1 000	136 060 493
Nouvelle-Aquitaine	5 381	6,8%	731 799 630	6,0%	Charente	215	24 909 302
					Charente-Maritime	791	104 229 275
					Corrèze	98	10 303 337
					Creuse	55	5 306 769
					Dordogne	261	27 881 714
					Gironde	1 238	189 449 193
					Landes	521	73 610 807
					Lot-et-Garonne	207	24 068 283
					Pyrénées-Atlantiques	1 154	176 066 138
					Deux-Sèvres	307	33 520 463
					Vienne	334	41 141 953
					Haute-Vienne	200	21 312 396
<b>Total des prêts</b>	<b>78 756</b>	<b>100%</b>	<b>12 098 642 316</b>			<b>78 756</b>	<b>12 098 642 316</b>

[suite](#)

**Annexe 3 : Répartition géographique des opérations financées par des PAS  
de la génération 2017 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Occitanie	7 918	10,1%	1 136 877 754	9,4%	Ariège	176	19 452 314
					Aude	425	52 672 566
					Aveyron	147	17 915 057
					Gard	1 053	157 858 232
					Haute-Garonne	2 210	328 931 064
					Gers	196	25 434 947
					Hérault	2 128	332 166 577
					Lot	96	9 815 828
					Lozère	96	11 222 613
					Hautes-Pyrénées	223	28 707 314
					Pyrénées-Orientales	637	83 398 409
					Tarn	284	36 542 707
					Tarn-et-Garonne	247	32 760 125
Pays de la Loire	6 878	8,7%	956 009 171	7,9%	Loire-Atlantique	3 146	471 837 890
					Maine-et-Loire	1 423	190 074 141
					Mayenne	255	32 324 671
					Sarthe	511	61 565 483
					Vendée	1 543	200 206 987
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7 902	10,0%	1 326 140 233	11,0%	Alpes-de-Haute-Provence	282	39 994 098
					Hautes-Alpes	169	22 694 220
					Alpes-Maritimes	1 544	274 927 811
					Bouches-du-Rhône	3 108	510 058 833
					Var	1 989	349 993 337
					Vaucluse	810	128 471 935
Ile de France	15 333	19,5%	2 834 559 539	23,4%	Paris	441	79 893 249
					Seine et Marne	3 352	639 457 965
					Yvelines	1 771	329 136 929
					Essonne	2 516	463 555 629
					Hauts de Seine	840	169 331 289
					Seine Saint Denis	2 235	388 954 975
					Val de Marne	1 525	276 496 125
					Val d'Oise	2 653	487 733 378
<b>Total des prêts</b>	<b>78 756</b>	<b>100%</b>	<b>12 098 642 316</b>			<b>78 756</b>	<b>12 098 642 316</b>

**Caractéristiques des opérations financées par des PAS de la génération 2017 (génération du 1er prêt mis en force)**  
(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

2017		Zone A	Zone B1	Zone B2	Zone C	Ensemble
Construction ou acquisition d'un logement neuf	Effectifs	3 969	6 989	5 344	11 608	27 910
	Coût moyen d'opération	249 849	223 942	205 172	192 634	210 995
	Montant moyen prêté	209 890	184 957	176 287	166 650	179 229
	Revenu mensuel moyen	2 795	2 710	2 591	2 450	2 598
Acquisition avec amélioration	Effectifs	1 054	3 252	2 803	6 380	13 489
	Coût moyen d'opération	213 968	189 837	154 551	148 823	164 964
	Montant moyen prêté	184 310	159 961	136 592	130 553	143 098
	Revenu mensuel moyen	2 881	2 471	2 211	2 181	2 290
Acquisition sans amélioration	Effectifs	9 044	9 948	7 727	10 419	37 138
	Coût moyen d'opération	216 233	190 923	158 493	146 686	177 906
	Montant moyen prêté	170 077	144 085	125 133	116 420	138 710
	Revenu mensuel moyen	2 652	2 526	2 371	2 220	2 456
Amélioration	Effectifs	9	29	34	147	219
	Coût moyen d'opération	74 679	92 256	84 573	78 911	81 383
	Montant moyen prêté	62 741	76 306	70 826	64 724	67 123
	Revenu mensuel moyen	4 058	3 515	3 864	2 755	3 117
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>14 076</b>	<b>20 218</b>	<b>15 908</b>	<b>28 554</b>	<b>78 756</b>
	Coût moyen d'opération	225 451	202 025	173 323	165 494	187 149
	Montant moyen prêté	182 300	160 670	144 220	139 732	153 622
	Revenu mensuel moyen	2 699	2 576	2 426	2 310	2 487

NB: au sens du zonage A/B/C

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2017 : 52%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

**Annexe 4 : Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS  
par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

	2013		2014		2015		2016		2017		Evolution			
											13/14	14/15	15/16	16/17
Personne seule	14 443	23,8%	15 132	25,2%	18 812	25,6%	20 567	26,9%	22 157	28,1%	<b>4,8%</b>	<b>24,3%</b>	<b>9,3%</b>	<b>7,7%</b>
2 personnes	13 032	21,4%	12 729	21,2%	17 299	23,6%	17 922	23,4%	18 616	23,6%	-2,3%	<b>35,9%</b>	3,6%	<b>3,9%</b>
3 personnes	13 123	21,6%	12 628	21,0%	15 711	21,4%	16 017	20,9%	15 846	20,1%	-3,8%	<b>24,4%</b>	1,9%	-1,1%
4 personnes	12 316	20,3%	12 120	20,2%	13 833	18,8%	14 008	18,3%	14 147	18,0%	-1,6%	14,1%	1,3%	1,0%
5 personnes	5 806	9,6%	5 574	9,3%	5 803	7,9%	6 031	7,9%	6 042	7,7%	-4,0%	4,1%	3,9%	0,2%
6 personnes et plus	2 073	3,4%	1 917	3,2%	1 962	2,7%	2 013	2,6%	1 948	2,5%	-7,5%	2,3%	2,6%	-3,2%
<b>Ensemble</b>	<b>60 793</b>	<b>100%</b>	<b>60 100</b>	<b>100%</b>	<b>73 420</b>	<b>100%</b>	<b>76 558</b>	<b>100%</b>	<b>78 756</b>	<b>100%</b>	<b>-1,1%</b>	<b>22,2%</b>	<b>4,3%</b>	<b>2,9%</b>

en gras les évolutions supérieures à la moyenne

<b>Taille moyenne</b>	<b>2,81</b>	<b>2,77</b>	<b>2,68</b>	<b>2,65</b>	<b>2,61</b>	-1,4%	-3,2%	-1,1%	-1,5%
-----------------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------	-------	-------	-------

[détail tableau suivant](#)

**Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS**  
**par génération du 1er prêt mis en force**  
*(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)*

		2013	2014	2015	2016	2017
Personne seule	Effectifs	14 443	15 132	18 812	20 567	22 157
	Coût moyen d'opération	119 073	120 685	129 298	135 901	141 451
	Montant moyen prêté	90 954	92 676	100 685	106 299	110 413
	Revenu mensuel moyen	1 670	1 731	1 853	1 847	1 851
2 personnes	Effectifs	13 032	12 729	17 299	17 922	18 616
	Coût moyen d'opération	157 589	159 134	171 611	179 162	187 941
	Montant moyen prêté	130 513	131 093	143 863	148 074	154 005
	Revenu mensuel moyen	2 480	2 522	2 730	2 603	2 585
3 personnes	Effectifs	13 123	12 628	15 711	16 017	15 846
	Coût moyen d'opération	169 337	171 174	184 366	192 496	202 787
	Montant moyen prêté	142 058	143 275	155 764	162 576	168 634
	Revenu mensuel moyen	2 685	2 724	2 825	2 701	2 664
4 personnes	Effectifs	12 316	12 120	13 833	14 008	14 147
	Coût moyen d'opération	184 512	186 020	199 544	210 175	223 214
	Montant moyen prêté	155 059	156 023	169 400	177 357	185 705
	Revenu mensuel moyen	3 035	3 004	3 029	2 855	2 842
5 personnes	Effectifs	5 806	5 574	5 803	6 031	6 042
	Coût moyen d'opération	186 989	189 432	197 610	208 670	217 682
	Montant moyen prêté	158 809	160 966	170 386	178 487	185 899
	Revenu mensuel moyen	3 315	3 257	3 339	3 073	3 043
6 personnes et plus	Effectifs	2 073	1 917	1 962	2 013	1 948
	Coût moyen d'opération	192 172	190 050	200 995	203 743	216 411
	Montant moyen prêté	163 851	162 977	173 276	176 411	186 202
	Revenu mensuel moyen	3 395	3 360	3 440	3 044	3 085
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>60 793</b>	<b>60 100</b>	<b>73 420</b>	<b>76 558</b>	<b>78 756</b>
	Taille moyenne	2,81	2,77	2,68	2,65	2,61
	Coût moyen d'opération	160 415	161 201	171 596	178 965	187 149
	Montant moyen prêté	132 419	132 795	143 040	148 384	153 622
	Revenu mensuel moyen	2 431	2 480	2 613	2 513	2 487

*Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2013 : 20%, 2014 : 26%, 2015 : 32%, 2016 : 45%, 2017 : 52%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.*



**Annexe 5 : CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS par génération du 1er prêt mis en force**  
*(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)*

	2013		2014		2015		2016		2017		Evolution			
											13/14	14/15	15/16	16/17
Agriculteurs	559	0,9%	417	0,7%	482	0,7%	533	0,7%	566	0,7%	-25,4%	15,6%	<b>10,6%</b>	<b>6,2%</b>
Artisans, commerçants	1 492	2,5%	1 519	2,5%	1 922	2,6%	2 235	2,9%	2 576	3,3%	<b>1,8%</b>	<b>26,5%</b>	<b>16,3%</b>	<b>15,3%</b>
Cadres	4 594	7,6%	4 809	8,0%	7 675	10,5%	8 695	11,4%	9 985	12,7%	<b>4,7%</b>	<b>59,6%</b>	<b>13,3%</b>	<b>14,8%</b>
Prof. Intermédiaires	11 876	19,5%	12 093	20,1%	15 361	20,9%	16 789	21,9%	17 573	22,3%	<b>1,8%</b>	<b>27,0%</b>	<b>9,3%</b>	<b>4,7%</b>
Employés	22 125	36,4%	22 279	37,1%	26 724	36,4%	26 302	34,4%	27 236	34,6%	<b>0,7%</b>	20,0%	-1,6%	<b>3,6%</b>
Ouvriers	17 811	29,3%	16 661	27,7%	18 133	24,7%	17 936	23,4%	17 323	22,0%	-6,5%	8,8%	-1,1%	-3,4%
Retraités	888	1,5%	865	1,4%	1 215	1,7%	1 627	2,1%	1 872	2,4%	-2,6%	<b>40,5%</b>	<b>33,9%</b>	<b>15,1%</b>
Inactifs	1 448	2,4%	1 457	2,4%	1 908	2,6%	2 441	3,2%	1 625	2,1%	<b>0,6%</b>	<b>31,0%</b>	<b>27,9%</b>	-33,4%
<b>Ensemble</b>	<b>60 793</b>	<b>100%</b>	<b>60 100</b>	<b>100%</b>	<b>73 420</b>	<b>100%</b>	<b>76 558</b>	<b>100%</b>	<b>78 756</b>	<b>100%</b>	<b>-1,1%</b>	<b>22,2%</b>	<b>4,3%</b>	<b>2,9%</b>

[détail par CSP tableau suivant](#)

en gras les évolutions supérieures à la moyenne

**CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS**  
**par génération du 1er prêt mis en force**  
*(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)*

		2013	2014	2015	2016	2017
Agriculteurs	Effectifs	559	417	482	533	566
	Coût moyen d'opération	152 513	151 369	160 524	163 829	167 029
	Montant moyen prêté	119 537	122 174	132 311	135 689	137 365
	Revenu mensuel moyen	3 081	2 407	2 652	2 784	2 421
Artisans, commerçants	Effectifs	1 492	1 519	1 922	2 235	2 576
	Coût moyen d'opération	172 692	174 258	183 020	192 928	202 659
	Montant moyen prêté	135 379	135 764	146 028	155 381	163 609
	Revenu mensuel moyen	2 488	2 454	2 539	2 505	2 503
Cadres	Effectifs	4 594	4 809	7 675	8 695	9 985
	Coût moyen d'opération	201 761	202 289	221 995	231 175	239 894
	Montant moyen prêté	158 223	159 013	176 442	183 218	190 477
	Revenu mensuel moyen	2 953	2 994	3 159	3 103	3 071
Prof. Intermédiaires	Effectifs	11 876	12 093	15 361	16 789	17 573
	Coût moyen d'opération	169 324	169 317	177 307	185 684	193 779
	Montant moyen prêté	140 057	140 621	149 115	155 161	160 452
	Revenu mensuel moyen	2 463	2 582	2 710	2 601	2 579
Employés	Effectifs	22 125	22 279	26 724	26 302	27 236
	Coût moyen d'opération	157 310	158 185	166 711	171 396	177 832
	Montant moyen prêté	127 575	127 615	137 449	141 222	145 846
	Revenu mensuel moyen	2 359	2 395	2 497	2 392	2 330
Ouvriers	Effectifs	17 811	16 661	18 133	17 936	17 323
	Coût moyen d'opération	149 800	149 370	155 307	161 551	168 265
	Montant moyen prêté	132 591	132 266	139 325	144 030	147 704
	Revenu mensuel moyen	2 276	2 366	2 474	2 365	2 360
Retraités	Effectifs	888	865	1 215	1 627	1 872
	Coût moyen d'opération	128 794	131 248	138 870	150 517	153 137
	Montant moyen prêté	62 228	65 063	69 428	73 652	76 035
	Revenu mensuel moyen	1 934	1 934	2 086	2 215	2 157
Inactifs	Effectifs	1 448	1 457	1 908	2 441	1 625
	Coût moyen d'opération	144 000	146 595	158 516	166 105	171 628
	Montant moyen prêté	104 775	106 725	119 961	133 036	125 923
	Revenu mensuel moyen	2 173	2 131	2 314	2 366	2 207
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>60 793</b>	<b>60 100</b>	<b>73 420</b>	<b>76 558</b>	<b>78 756</b>
	Coût moyen d'opération	160 415	161 201	171 596	178 965	187 149
	Montant moyen prêté	132 419	132 795	143 040	148 384	153 622
	Revenu mensuel moyen	2 431	2 480	2 613	2 513	2 487

*Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite  
(% de déclaration en 2013 : 20%, 2014 : 26%, 2015 : 32%, 2016 : 45%, 2017 : 52%), en raison du caractère  
facultatif de cette variable dans la base FGAS.*

**CSP des emprunteurs : effectifs et principales caractéristiques des opérations  
financées par des PAS de la génération 2017 (génération du 1er prêt mis en force)**  
(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

2017		Logement neuf	Acquisi° avec améliora°	Acquisi° sans améliora°	Améliora°	Ensemble
Agriculteurs	Effectifs	238	150	168	10	566
	Coût moyen d'opération	191 891	162 290	139 602	107 171	167 029
	Montant moyen prêté	158 010	139 399	109 798	78 635	137 365
	Revenu mensuel moyen	2 915	2 042	2 277	4 375	2 421
Artisans, commerçants	Effectifs	808	650	1 108	10	2 576
	Coût moyen d'opération	231 064	189 133	190 787	103 525	202 659
	Montant moyen prêté	187 976	161 753	147 551	94 686	163 609
	Revenu mensuel moyen	2 731	2 423	2 409	3 051	2 503
Cadres	Effectifs	2 973	1 342	5 635	35	9 985
	Coût moyen d'opération	260 588	224 128	233 574	101 286	239 894
	Montant moyen prêté	216 529	191 937	177 049	83 522	190 477
	Revenu mensuel moyen	3 139	3 115	3 035	3 914	3 071
Prof. Intermédiaires	Effectifs	6 506	3 017	8 016	34	17 573
	Coût moyen d'opération	215 800	174 103	183 780	84 134	193 779
	Montant moyen prêté	184 060	149 204	145 907	70 080	160 452
	Revenu mensuel moyen	2 713	2 436	2 521	3 097	2 579
Employés	Effectifs	9 627	4 341	13 194	74	27 236
	Coût moyen d'opération	203 705	158 201	166 009	71 537	177 832
	Montant moyen prêté	172 027	137 357	130 031	57 521	145 846
	Revenu mensuel moyen	2 474	2 144	2 279	3 015	2 330
Ouvriers	Effectifs	6 890	3 471	6 918	44	17 323
	Coût moyen d'opération	195 465	141 897	155 001	74 371	168 265
	Montant moyen prêté	174 599	128 318	131 182	63 151	147 704
	Revenu mensuel moyen	2 489	2 144	2 315	2 694	2 360
Retraités	Effectifs	376	182	1 308	6	1 872
	Coût moyen d'opération	188 081	123 624	147 678	48 610	153 137
	Montant moyen prêté	94 770	77 706	70 564	44 025	76 035
	Revenu mensuel moyen	2 270	2 141	2 129	2 588	2 157
Inactifs	Effectifs	492	336	791	6	1 625
	Coût moyen d'opération	202 457	150 176	162 267	75 440	171 628
	Montant moyen prêté	156 147	121 051	109 690	60 242	125 923
	Revenu mensuel moyen	2 260	1 863	2 252	2 167	2 207
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>27 910</b>	<b>13 489</b>	<b>37 138</b>	<b>219</b>	<b>78 756</b>
	Coût moyen d'opération	210 995	164 964	177 906	81 383	187 149
	Montant moyen prêté	179 229	143 098	138 710	67 123	153 622
	Revenu mensuel moyen	2 598	2 290	2 456	3 117	2 487

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite  
(% de déclaration en 2017 : 52%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

**Annexe 6 : Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS**  
**par génération du 1er prêt mis en force**  
*(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)*

	2013		2014		2015		2016		2017		Evolution			
											13/14	14/15	15/16	16/17
Marié ou vivant maritalement	37 182	61,2%	36 514	60,8%	45 138	61,5%	45 580	59,5%	45 255	57,5%	-1,8%	<b>23,6%</b>	1,0%	-0,7%
Seul	23 611	38,8%	23 586	39,2%	28 282	38,5%	30 978	40,5%	33 501	42,5%	<b>-0,1%</b>	19,9%	<b>9,5%</b>	<b>8,1%</b>
Ensemble	<b>60 793</b>	<b>100%</b>	<b>60 100</b>	<b>100%</b>	<b>73 420</b>	<b>100%</b>	<b>76 558</b>	<b>100%</b>	<b>78 756</b>	<b>100%</b>	<b>-1,1%</b>	<b>22,2%</b>	<b>4,3%</b>	<b>2,9%</b>

[détail tableau suivant](#)

en gras les évolutions supérieures à la moyenne

**Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées  
par des PAS par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

		2013	2014	2015	2016	2017	Evolution 13/14	Evolution 14/15	Evolution 15/16	Evolution 16/17
Marié ou vivant maritalement	Effectifs	37 182	36 514	45 138	45 580	45 255	-1,8%	23,6%	1,0%	-0,7%
	Coût moyen d'opération	177 962	179 907	191 840	201 551	213 410	1,1%	6,6%	5,1%	5,88%
	Montant moyen prêté	152 598	153 524	165 110	172 067	180 110	0,6%	7,5%	4,2%	4,7%
	Revenu mensuel moyen	2 986	2 991	3 071	2 911	2 898	0,2%	2,7%	-5,2%	-0,4%
Seul	Effectifs	23 611	23 586	28 282	30 978	33 501	-0,1%	19,9%	9,5%	8,1%
	Coût moyen d'opération	132 785	132 242	139 296	145 752	151 711	-0,4%	5,3%	4,6%	4,09%
	Montant moyen prêté	100 641	100 704	107 816	113 538	117 841	0,1%	7,1%	5,3%	3,8%
	Revenu mensuel moyen	1 870	1 902	2 008	1 976	1 974	1,7%	5,6%	-1,6%	-0,1%
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>60 793</b>	<b>60 100</b>	<b>73 420</b>	<b>76 558</b>	<b>78 756</b>	<b>-1,1%</b>	<b>22,2%</b>	<b>4,3%</b>	<b>2,9%</b>
	Coût moyen d'opération	160 415	161 201	171 596	178 965	187 149	0,5%	6,4%	4,3%	4,6%
	Montant moyen prêté	132 419	132 795	143 040	148 384	153 622	0,3%	7,7%	3,7%	3,5%
	Revenu mensuel moyen	2 431	2 480	2 613	2 513	2 487	2,0%	5,4%	-3,8%	-1,0%

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2013 : 20%, 2014 : 26%, 2015 : 32%, 2016 : 45%, 2017 : 52%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

**Situation familiale des emprunteurs : effectifs et principales caractéristiques des opérations financées par des PAS de la génération 2017 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

2017		Logement neuf	Acquisition avec amélioration	Acquisition sans amélioration	Amélioration	Ensemble
Marié ou vivant maritalement	Effectifs	18 433	7 802	18 862	158	45 255
	Coût moyen d'opération	229 891	189 118	208 443	82 092	213 410
	Montant moyen prêté	200 294	166 219	167 051	70 191	180 110
	Revenu mensuel moyen	2 891	2 617	2 966	3 472	2 898
Seul	Effectifs	9 477	5 687	18 276	61	33 501
	Coût moyen d'opération	174 259	131 861	146 438	79 547	151 711
	Montant moyen prêté	138 256	111 380	109 461	59 176	117 841
	Revenu mensuel moyen	2 000	1 830	1 987	2 028	1 974
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>27 910</b>	<b>13 489</b>	<b>37 138</b>	<b>219</b>	<b>78 756</b>
	Coût moyen d'opération	210 995	164 964	177 906	81 383	187 149
	Montant moyen prêté	179 229	143 098	138 710	67 123	153 622
	Revenu mensuel moyen	2 598	2 290	2 456	3 117	2 487

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2017 : 52%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

## Annexe 7 : Caractéristiques des opérations financées par des PAS seuls par génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

		2013	2014	2015	2016	2017	Evolution			
							13/14	14/15	15/16	16/17
<b>Neuf</b>	<b>Effectifs</b>	<b>4 448 ( 10.7% )</b>	<b>3 508 ( 8.7% )</b>	<b>3 680 ( 7.6% )</b>	<b>3 862 ( 8.3% )</b>	<b>4 821 ( 9.4% )</b>	-21,1%	4,9%	4,9%	24,8%
Construction ou acquisition d'un logement	Coût moyen d'opération	180 143	184 951	202 668	216 880	226 166	2,7%	9,6%	7,0%	4,3%
	Montant moyen prêté	134 568	131 488	147 794	154 488	160 012	-2,3%	12,4%	4,5%	3,6%
	Revenu mensuel moyen	2 613	2 724	2 838	2 867	2 786	4,3%	4,2%	1,0%	-2,8%
Acquisition avec amélioration	Effectifs	8 841 ( 21.4% )	9 045 ( 22.3% )	10 745 ( 22.1% )	9 701 ( 20.7% )	9 953 ( 19.4% )	2,3%	18,8%	-9,7%	2,6%
	Coût moyen d'opération	137 327	136 191	146 751	157 032	167 164	-0,8%	7,8%	7,0%	6,5%
	Montant moyen prêté	117 336	117 308	128 144	133 702	143 014	0,0%	9,2%	4,3%	7,0%
	Revenu mensuel moyen	2 229	2 293	2 371	2 346	2 314	2,8%	3,4%	-1,0%	-1,4%
Acquisition sans amélioration	Effectifs	26 917 ( 65.0% )	27 654 ( 68.3% )	33 782 ( 69.6% )	32 986 ( 70.5% )	36 197 ( 70.7% )	2,7%	22,2%	-2,4%	9,7%
	Coût moyen d'opération	151 314	151 136	164 379	169 821	178 808	-0,1%	8,8%	3,3%	5,3%
	Montant moyen prêté	118 729	118 248	130 655	132 016	139 273	-0,4%	10,5%	1,0%	5,5%
	Revenu mensuel moyen	2 380	2 406	2 571	2 487	2 461	1,1%	6,8%	-3,3%	-1,0%
Amélioration	Effectifs	1 176 ( 2.8% )	295 ( 0.7% )	310 ( 0.6% )	222 ( 0.5% )	217 ( 0.4% )	-74,9%	5,1%	-28,4%	-2,3%
	Coût moyen d'opération	127 022	74 200	74 145	76 340	81 740	-41,6%	-0,1%	3,0%	7,1%
	Montant moyen prêté	99 992	60 145	62 321	61 889	67 349	-39,9%	3,6%	-0,7%	8,8%
	Revenu mensuel moyen	2 706	2 673	2 906	2 904	3 117	-1,2%	8,7%	0,0%	7,3%
<b>Ancien</b>	<b>Effectifs</b>	<b>36 934 ( 89.3% )</b>	<b>36 994 ( 91.3% )</b>	<b>44 837 ( 92.4% )</b>	<b>42 909 ( 91.7% )</b>	<b>46 367 ( 90.6% )</b>	0,2%	21,2%	-4,3%	8,1%
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>41 382</b>	<b>40 502</b>	<b>48 517</b>	<b>46 771</b>	<b>51 188</b>	-2,1%	19,8%	-3,6%	9,4%
	Coût moyen d'opération	150 734	150 167	162 801	170 611	180 592	-0,4%	8,4%	4,8%	5,8%
	Montant moyen prêté	119 602	118 761	130 962	133 888	141 648	-0,7%	10,3%	2,2%	5,8%
	Revenu mensuel moyen	2 385	2 416	2 572	2 500	2 471	1,3%	6,5%	-2,8%	-1,1%

(\*)Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2013 : 20%, 2014 : 26%, 2015 : 32%, 2016 : 45%, 2017 : 52%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

# Annexe 8 : Parts de marché des établissements pour les opérations financées par des PAS seuls par génération

(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

	Génération du 1er PAS mis en force 2013		Génération du 1er PAS mis en force 2014		Génération du 1er PAS mis en force 2015		Génération du 1er PAS mis en force 2016		Génération du 1er PAS mis en force 2017	
	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)
Banques Populaires (BPCE)	655 ( 1.6% )	69.7 ( 1.4% )	663 ( 1.6% )	69.7 ( 1.4% )	667 ( 1.4% )	74.8 ( 1.2% )	593 ( 1.3% )	64.0 ( 1.0% )	615 ( 1.2% )	75.7 ( 1.0% )
Caisses d'Epargne (BPCE)	1 966 ( 4.8% )	166.1 ( 3.5% )	1 592 ( 3.9% )	166.1 ( 3.5% )	1 195 ( 2.5% )	127.2 ( 2.0% )	1 337 ( 2.9% )	152.7 ( 2.4% )	1 258 ( 2.5% )	151.4 ( 2.1% )
Crédit Foncier de France	15 152 ( 36.6% )	1 766.9 ( 36.7% )	13 579 ( 33.5% )	1 766.9 ( 36.7% )	13 929 ( 28.7% )	1 915.3 ( 30.1% )	13 029 ( 27.9% )	1 795.7 ( 28.7% )	15 339 ( 30.0% )	2 232.4 ( 30.8% )
<b>Groupe BPCE</b>	<b>17 773 ( 42.9% )</b>	<b>2 002.6 ( 41.6% )</b>	<b>15 834 ( 39.1% )</b>	<b>2 002.6 ( 41.6% )</b>	<b>15 791 ( 32.5% )</b>	<b>2 117.4 ( 33.3% )</b>	<b>14 959 ( 32.0% )</b>	<b>2 012.3 ( 32.1% )</b>	<b>17 212 ( 33.6% )</b>	<b>2 459.5 ( 33.9% )</b>
Crédit Agricole	9 827 ( 23.7% )	1 184.4 ( 24.6% )	9 949 ( 24.6% )	1 184.4 ( 24.6% )	12 914 ( 26.6% )	1 713.1 ( 27.0% )	13 270 ( 28.4% )	1 844.4 ( 29.5% )	13 800 ( 27.0% )	2 021.8 ( 27.9% )
LCL	274 ( 0.7% )	37.6 ( 0.8% )	360 ( 0.9% )	37.6 ( 0.8% )	391 ( 0.8% )	48.1 ( 0.8% )	797 ( 1.7% )	95.0 ( 1.5% )	1 278 ( 2.5% )	158.1 ( 2.2% )
<b>Groupe Crédit Agricole LCL</b>	<b>10 101 ( 24.4% )</b>	<b>1 222.0 ( 25.4% )</b>	<b>10 309 ( 25.5% )</b>	<b>1 222.0 ( 25.4% )</b>	<b>13 305 ( 27.4% )</b>	<b>1 761.2 ( 27.7% )</b>	<b>14 067 ( 30.1% )</b>	<b>1 939.4 ( 31.0% )</b>	<b>15 078 ( 29.5% )</b>	<b>2 179.9 ( 30.1% )</b>
Crédit Mutuel	3 355 ( 8.1% )	308.0 ( 6.4% )	2 934 ( 7.2% )	308.0 ( 6.4% )	4 004 ( 8.3% )	472.9 ( 7.4% )	3 540 ( 7.6% )	422.2 ( 6.7% )	4 188 ( 8.2% )	518.7 ( 7.2% )
CIC	1 201 ( 2.9% )	120.8 ( 2.5% )	1 082 ( 2.7% )	120.8 ( 2.5% )	1 352 ( 2.8% )	163.8 ( 2.6% )	1 244 ( 2.7% )	155.4 ( 2.5% )	1 921 ( 3.8% )	262.7 ( 3.6% )
<b>Groupe Crédit Mutuel CIC</b>	<b>4 556 ( 11.0% )</b>	<b>428.7 ( 8.9% )</b>	<b>4 016 ( 9.9% )</b>	<b>428.7 ( 8.9% )</b>	<b>5 356 ( 11.0% )</b>	<b>636.7 ( 10.0% )</b>	<b>4 784 ( 10.2% )</b>	<b>577.6 ( 9.2% )</b>	<b>6 109 ( 11.9% )</b>	<b>781.3 ( 10.8% )</b>
BNP/PARIBAS	322 ( 0.8% )	28.4 ( 0.6% )	303 ( 0.7% )	28.4 ( 0.6% )	229 ( 0.5% )	21.7 ( 0.3% )	503 ( 1.1% )	63.4 ( 1.0% )	551 ( 1.1% )	73.1 ( 1.0% )
Crédit Immobilier de France	151 ( 0.4% )	0.6 ( 0.0% )	7 ( 0.0% )	0.6 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )
Société Générale	671 ( 1.6% )	63.5 ( 1.3% )	617 ( 1.5% )	63.5 ( 1.3% )	614 ( 1.3% )	72.3 ( 1.1% )	485 ( 1.0% )	56.5 ( 0.9% )	425 ( 0.8% )	50.4 ( 0.7% )
Société Générale	7 808 ( 18.9% )	1 064.2 ( 22.1% )	9 416 ( 23.2% )	1 064.2 ( 22.1% )	13 222 ( 27.3% )	1 744.5 ( 27.5% )	11 973 ( 25.6% )	1 612.9 ( 25.8% )	11 813 ( 23.1% )	1 706.6 ( 23.5% )
<b>Ensemble</b>	<b>41 382</b>	<b>4 810,1</b>	<b>40 502</b>	<b>4 810,1</b>	<b>48 517</b>	<b>6 353,9</b>	<b>46 771</b>	<b>6 262,1</b>	<b>51 188</b>	<b>7 250,7</b>



**Annexe 9 : Répartition géographique des opérations financées par des PAS seuls  
de la génération 2017 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Auvergne-Rhône-Alpes	8 092	15,8%	1 193 971 527	16,5%	Ain	950	141 820 547
					Allier	86	7 250 587
					Ardèche	301	34 777 904
					Cantal	41	3 604 738
					Drôme	532	69 653 033
					Isère	1 704	253 656 160
					Loire	423	49 551 600
					Haute-Loire	90	9 677 610
					Puy-de-Dôme	190	19 687 373
					Rhône	2 744	437 557 935
					Savoie	344	48 690 973
					Haute-Savoie	687	118 043 066
Bourgogne-Franche-Comté	1 504	2,9%	162 111 085	2,2%	Côte-d'Or	338	40 151 028
					Doubs	210	23 167 447
					Jura	87	8 948 254
					Nièvre	83	7 475 243
					Haute-Saône	69	7 217 235
					Saône-et-Loire	415	44 466 598
					Yonne	238	23 537 404
					Territoire de Belfort	64	7 147 876
Bretagne	1 687	3,3%	193 905 688	2,7%	Côtes-d'Armor	189	18 808 908
					Finistère	536	59 075 001
					Ille-et-Vilaine	658	82 265 826
					Morbihan	304	33 755 953
Centre-Val de Loire	1 550	3,0%	178 771 934	2,5%	Cher	121	10 225 478
					Eure-et-Loir	312	39 893 717
					Indre	76	6 501 166
					Indre-et-Loire	386	47 449 152
					Loir-et-Cher	185	18 993 783
					Loiret	470	55 708 638
Corse	270	0,5%	42 214 098	0,6%	Corse-du-Sud	138	23 097 495
					Haute-Corse	132	19 116 603
<b>Total des prêts</b>	<b>51 188</b>	<b>100%</b>	<b>7 250 699 420</b>			<b>51 188</b>	<b>7 250 699 420</b>

[suite](#)

**Annexe 9 : Répartition géographique des opérations financées par des PAS seuls  
de la génération 2017 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Grand Est	3 148	6,1%	393 502 737	5,4%	Ardennes	166	17 428 963
					Aube	159	16 278 023
					Marne	318	40 615 712
					Haute-Marne	66	6 000 022
					Meurthe-et-Moselle	423	49 496 423
					Meuse	89	8 317 931
					Moselle	540	66 565 268
					Bas-Rhin	788	117 044 432
					Haut-Rhin	403	51 243 967
					Vosges	196	20 511 997
Hauts-de-France	4 359	8,5%	559 748 039	7,7%	Aisne	468	49 597 025
					Nord	1 621	208 605 719
					Oise	1 018	153 212 709
					Pas-de-Calais	832	100 885 311
					Somme	420	47 447 275
Normandie	1 738	3,4%	205 451 676	2,8%	Calvados	333	41 153 470
					Eure	473	57 805 755
					Manche	211	23 081 153
					Orne	100	9 754 368
					Seine-Maritime	621	73 656 929
Nouvelle-Aquitaine	3 130	6,1%	375 420 391	5,2%	Charente	116	11 236 534
					Charente-Maritime	456	53 733 182
					Corrèze	75	7 105 893
					Creuse	36	2 875 383
					Dordogne	181	17 395 935
					Gironde	683	92 989 155
					Landes	285	35 407 611
					Lot-et-Garonne	146	15 158 059
					Pyrénées-Atlantiques	625	86 251 064
					Deux-Sèvres	205	20 924 053
					Vienne	190	20 210 405
					Haute-Vienne	132	12 133 118
<b>Total des prêts</b>	<b>51 188</b>	<b>100%</b>	<b>7 250 699 420</b>			<b>51 188</b>	<b>7 250 699 420</b>

[suite](#)

**Annexe 9 : Répartition géographique des opérations financées par des PAS seuls  
de la génération 2017 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Occitanie	4 868	9,5%	616 744 546	8,5%	Ariège	142	14 431 530
					Aude	298	33 656 608
					Aveyron	90	9 899 364
					Gard	663	87 093 695
					Haute-Garonne	1 249	165 867 997
					Gers	120	13 425 679
					Hérault	1 287	176 563 958
					Lot	65	6 073 307
					Lozère	52	5 193 134
					Hautes-Pyrénées	129	14 850 955
					Pyrénées-Orientales	452	53 174 190
					Tarn	161	18 000 458
					Tarn-et-Garonne	160	18 513 672
Pays de la Loire	4 099	8,0%	528 105 233	7,3%	Loire-Atlantique	1 915	271 223 214
					Maine-et-Loire	814	100 158 958
					Mayenne	169	19 656 713
					Sarthe	336	35 988 158
					Vendée	865	101 078 190
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 740	11,2%	897 503 904	12,4%	Alpes-de-Haute-Provence	176	22 639 827
					Hautes-Alpes	119	14 664 647
					Alpes-Maritimes	1 291	220 335 269
					Bouches-du-Rhône	2 311	356 359 734
					Var	1 350	214 905 589
					Vaucluse	493	68 598 839
Ile de France	11 003	21,5%	1 903 248 561	26,2%	Paris	431	77 670 827
					Seine et Marne	2 177	375 323 994
					Yvelines	1 337	236 890 626
					Essonne	1 759	298 060 020
					Hauts de Seine	568	107 067 460
					Seine Saint Denis	1 579	260 720 836
					Val de Marne	1 046	178 891 399
					Val d'Oise	2 106	368 623 399
<b>Total des prêts</b>	<b>51 188</b>	<b>100%</b>	<b>7 250 699 420</b>			<b>51 188</b>	<b>7 250 699 420</b>

## Caractéristiques des opérations financées par des PAS seuls de la génération 2017 (génération du 1er prêt mis en force)

(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

2017		Zone A	Zone B1	Zone B2	Zone C	Ensemble
Construction ou acquisition d'un logement neuf	Effectifs	664	1 130	1 000	2 027	4 821
	Coût moyen d'opération	272 158	256 484	217 357	198 658	226 166
	Montant moyen prêté	181 880	176 004	154 961	146 425	160 012
	Revenu mensuel moyen	2 856	2 865	2 770	2 701	2 786
Acquisition avec amélioration	Effectifs	971	2 718	2 041	4 223	9 953
	Coût moyen d'opération	212 489	187 731	152 548	150 650	167 164
	Montant moyen prêté	182 087	156 443	133 196	130 131	143 014
	Revenu mensuel moyen	2 906	2 458	2 202	2 210	2 314
Acquisition sans amélioration	Effectifs	8 837	9 621	7 496	10 243	36 197
	Coût moyen d'opération	217 144	192 589	159 350	147 112	178 808
	Montant moyen prêté	170 723	145 123	125 566	116 675	139 273
	Revenu mensuel moyen	2 652	2 538	2 378	2 224	2 461
Amélioration	Effectifs	8	29	34	146	217
	Coût moyen d'opération	76 792	92 256	84 573	79 263	81 740
	Montant moyen prêté	63 361	76 306	70 826	64 979	67 349
	Revenu mensuel moyen	4 058	3 515	3 864	2 755	3 117
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>10 480</b>	<b>13 498</b>	<b>10 571</b>	<b>16 639</b>	<b>51 188</b>
	Coût moyen d'opération	220 077	196 747	163 285	153 694	180 592
	Montant moyen prêté	172 401	149 840	129 644	123 261	141 648
	Revenu mensuel moyen	2 675	2 557	2 388	2 270	2 471

NB: au sens du zonage A/B/C

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2017 : 52%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

**Annexe 10 : Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS seuls par génération du 1er prêt mis en force**  
*(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)*

	2013		2014		2015		2016		2017		Evolution			
											13/14	14/15	15/16	16/17
Personne seule	10 866	26,3%	11 175	27,6%	13 720	28,3%	13 695	29,3%	15 501	30,3%	<b>2,8%</b>	<b>22,8%</b>	<b>-0,2%</b>	<b>13,2%</b>
2 personnes	8 968	21,7%	8 728	21,5%	11 472	23,6%	11 025	23,6%	11 854	23,2%	-2,7%	<b>31,4%</b>	-3,9%	7,5%
3 personnes	8 458	20,4%	8 189	20,2%	9 836	20,3%	9 322	19,9%	9 889	19,3%	-3,2%	<b>20,1%</b>	-5,2%	6,1%
4 personnes	7 919	19,1%	7 612	18,8%	8 577	17,7%	8 047	17,2%	8 947	17,5%	-3,9%	12,7%	-6,2%	<b>11,2%</b>
5 personnes	3 781	9,1%	3 538	8,7%	3 640	7,5%	3 473	7,4%	3 714	7,3%	-6,4%	2,9%	-4,6%	6,9%
6 personnes et plus	1 390	3,4%	1 260	3,1%	1 272	2,6%	1 209	2,6%	1 283	2,5%	-9,4%	1,0%	-5,0%	6,1%
<b>Ensemble</b>	<b>41 382</b>	<b>100%</b>	<b>40 502</b>	<b>100%</b>	<b>48 517</b>	<b>100%</b>	<b>46 771</b>	<b>100%</b>	<b>51 188</b>	<b>100%</b>	<b>-2,1%</b>	<b>19,8%</b>	<b>-3,6%</b>	<b>9,4%</b>
en gras les évolutions supérieures à la moyenne														
<b>Taille moyenne</b>	<b>2,73</b>		<b>2,69</b>		<b>2,60</b>		<b>2,58</b>		<b>2,56</b>		-1,6%	-3,2%	-1,0%	-0,7%

[détail tableau suivant](#)

**Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS seuls  
par génération du 1er prêt mis en force**  
(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

		2013	2014	2015	2016	2017
Personne seule	Effectifs	10 866	11 175	13 720	13 695	15 501
	Coût moyen d'opération	111 023	111 655	121 712	128 472	135 366
	Montant moyen prêté	83 536	84 340	93 587	96 836	102 714
	Revenu mensuel moyen	1 661	1 714	1 841	1 847	1 850
2 personnes	Effectifs	8 968	8 728	11 472	11 025	11 854
	Coût moyen d'opération	147 092	147 691	161 775	169 602	178 970
	Montant moyen prêté	117 775	117 648	131 710	132 824	139 664
	Revenu mensuel moyen	2 432	2 462	2 706	2 587	2 564
3 personnes	Effectifs	8 458	8 189	9 836	9 322	9 889
	Coût moyen d'opération	160 173	161 199	177 401	185 334	197 716
	Montant moyen prêté	129 166	129 422	144 092	148 201	156 948
	Revenu mensuel moyen	2 648	2 683	2 837	2 716	2 665
4 personnes	Effectifs	7 919	7 612	8 577	8 047	8 947
	Coût moyen d'opération	179 268	178 768	196 664	208 859	223 792
	Montant moyen prêté	143 499	142 426	159 586	165 528	176 883
	Revenu mensuel moyen	3 054	3 034	3 169	2 958	2 926
5 personnes	Effectifs	3 781	3 538	3 640	3 473	3 714
	Coût moyen d'opération	180 045	179 935	191 499	203 496	214 609
	Montant moyen prêté	145 195	144 828	157 437	162 932	173 985
	Revenu mensuel moyen	3 398	3 339	3 664	3 340	3 193
6 personnes et plus	Effectifs	1 390	1 260	1 272	1 209	1 283
	Coût moyen d'opération	184 972	180 839	192 210	195 193	211 548
	Montant moyen prêté	149 359	146 311	157 047	158 933	173 134
	Revenu mensuel moyen	3 482	3 546	3 790	3 243	3 174
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>41 382</b>	<b>40 502</b>	<b>48 517</b>	<b>46 771</b>	<b>51 188</b>
	Taille moyenne	2,73	2,69	2,60	2,58	2,56
	Coût moyen d'opération	150 734	150 167	162 801	170 611	180 592
	Montant moyen prêté	119 602	118 761	130 962	133 888	141 648
	Revenu mensuel moyen	2 385	2 416	2 572	2 500	2 471

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2013 : 20%, 2014 : 26%, 2015 : 32%, 2016 : 45%, 2017 : 52%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

**Annexe 11 : CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS seuls**  
**par génération du 1er prêt mis en force**  
*(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)*

	2013		2014		2015		2016		2017		Evolution			
											13/14	14/15	15/16	16/17
Agriculteurs	365	0,9%	296	0,7%	299	0,6%	283	0,6%	310	0,6%	-18,9%	1,0%	-5,4%	<b>9,5%</b>
Artisans, commerçants	1 111	2,7%	1 141	2,8%	1 442	3,0%	1 526	3,3%	1 790	3,5%	<b>2,7%</b>	<b>26,4%</b>	<b>5,8%</b>	<b>17,3%</b>
Cadres	3 270	7,9%	3 303	8,2%	5 519	11,4%	5 814	12,4%	7 149	14,0%	<b>1,0%</b>	<b>67,1%</b>	<b>5,3%</b>	<b>23,0%</b>
Prof. Intermédiaires	7 817	18,9%	7 779	19,2%	9 742	20,1%	9 969	21,3%	11 227	21,9%	<b>-0,5%</b>	<b>25,2%</b>	<b>2,3%</b>	<b>12,6%</b>
Employés	15 462	37,4%	15 292	37,8%	17 915	36,9%	16 366	35,0%	17 802	34,8%	<b>-1,1%</b>	17,2%	-8,6%	8,8%
Ouvriers	11 402	27,6%	10 791	26,6%	11 149	23,0%	9 958	21,3%	10 097	19,7%	-5,4%	3,3%	-10,7%	1,4%
Retraités	817	2,0%	783	1,9%	1 066	2,2%	1 423	3,0%	1 688	3,3%	-4,2%	<b>36,1%</b>	<b>33,5%</b>	<b>18,6%</b>
Inactifs	1 138	2,7%	1 117	2,8%	1 385	2,9%	1 432	3,1%	1 125	2,2%	<b>-1,8%</b>	<b>24,0%</b>	<b>3,4%</b>	-21,4%
<b>Ensemble</b>	<b>41 382</b>	<b>100%</b>	<b>40 502</b>	<b>100%</b>	<b>48 517</b>	<b>100%</b>	<b>46 771</b>	<b>100%</b>	<b>51 188</b>	<b>100%</b>	<b>-2,1%</b>	<b>19,8%</b>	<b>-3,6%</b>	<b>9,4%</b>

[détail par CSP tableau suivant](#)

en gras les évolutions supérieures à la moyenne

**CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS seuls  
par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

		2013	2014	2015	2016	2017
Agriculteurs	Effectifs	365	296	299	283	310
	Coût moyen d'opération	143 308	142 517	151 597	150 134	151 372
	Montant moyen prêté	112 440	113 286	121 698	120 168	120 446
	Revenu mensuel moyen	3 071	2 474	2 849	2 756	2 455
Artisans, commerçants	Effectifs	1 111	1 141	1 442	1 526	1 790
	Coût moyen d'opération	165 726	166 779	176 407	188 397	197 679
	Montant moyen prêté	127 082	126 322	136 967	145 178	154 067
	Revenu mensuel moyen	2 413	2 418	2 406	2 536	2 477
Cadres	Effectifs	3 270	3 303	5 519	5 814	7 149
	Coût moyen d'opération	194 686	194 143	219 297	229 125	236 771
	Montant moyen prêté	146 300	146 299	169 661	174 277	181 861
	Revenu mensuel moyen	2 922	2 972	3 163	3 134	3 076
Prof. Intermédiaires	Effectifs	7 817	7 779	9 742	9 969	11 227
	Coût moyen d'opération	160 470	159 224	168 922	177 500	187 441
	Montant moyen prêté	127 510	127 115	137 676	141 253	149 262
	Revenu mensuel moyen	2 430	2 514	2 673	2 585	2 554
Employés	Effectifs	15 462	15 292	17 915	16 366	17 802
	Coût moyen d'opération	147 792	147 348	157 297	162 212	169 839
	Montant moyen prêté	115 470	114 277	125 501	126 906	133 495
	Revenu mensuel moyen	2 318	2 334	2 446	2 358	2 298
Ouvriers	Effectifs	11 402	10 791	11 149	9 958	10 097
	Coût moyen d'opération	137 412	135 585	140 920	147 014	156 839
	Montant moyen prêté	118 204	116 478	123 153	125 722	132 460
	Revenu mensuel moyen	2 163	2 253	2 309	2 300	2 318
Retraités	Effectifs	817	783	1 066	1 423	1 688
	Coût moyen d'opération	126 341	128 600	136 144	149 573	152 020
	Montant moyen prêté	59 926	62 089	65 929	68 715	71 793
	Revenu mensuel moyen	1 929	1 936	2 065	2 221	2 158
Inactifs	Effectifs	1 138	1 117	1 385	1 432	1 125
	Coût moyen d'opération	136 292	136 685	151 087	151 759	163 910
	Montant moyen prêté	96 537	96 057	108 831	110 663	112 520
	Revenu mensuel moyen	2 124	2 071	2 368	2 221	2 212
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>41 382</b>	<b>40 502</b>	<b>48 517</b>	<b>46 771</b>	<b>51 188</b>
	Coût moyen d'opération	150 734	150 167	162 801	170 611	180 592
	Montant moyen prêté	119 602	118 761	130 962	133 888	141 648
	Revenu mensuel moyen	2 385	2 416	2 572	2 500	2 471

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite  
(% de déclaration en 2013 : 20%, 2014 : 26%, 2015 : 32%, 2016 : 45%, 2017 : 52%), en raison du caractère  
facultatif de cette variable dans la base FGAS.



**CSP des emprunteurs : effectifs et principales caractéristiques des opérations  
financées par des PAS seuls de la génération 2017 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

2017		Logement neuf	Acquisi° avec améliora°	Acquisi° sans améliora°	Améliora°	Ensemble
Agriculteurs	Effectifs	54	80	166	10	310
	Coût moyen d'opération	179 776	161 371	139 977	107 171	151 372
	Montant moyen prêté	130 499	140 216	110 168	78 635	120 446
	Revenu mensuel moyen	2 836	2 214	2 349	4 375	2 455
Artisans, commerçants	Effectifs	245	444	1 091	10	1 790
	Coût moyen d'opération	236 828	194 422	191 109	103 525	197 679
	Montant moyen prêté	170 281	162 021	147 733	94 686	154 067
	Revenu mensuel moyen	2 876	2 386	2 411	3 051	2 477
Cadres	Effectifs	535	1 036	5 544	34	7 149
	Coût moyen d'opération	290 002	227 431	234 211	102 566	236 771
	Montant moyen prêté	212 841	192 799	177 425	84 279	181 861
	Revenu mensuel moyen	3 473	3 153	3 038	3 914	3 076
Prof. Intermédiaires	Effectifs	1 070	2 313	7 811	33	11 227
	Coût moyen d'opération	235 247	176 035	184 704	85 852	187 441
	Montant moyen prêté	172 727	148 697	146 544	71 372	149 262
	Revenu mensuel moyen	2 941	2 479	2 525	3 097	2 554
Employés	Effectifs	1 643	3 253	12 832	74	17 802
	Coût moyen d'opération	218 046	159 411	166 877	71 537	169 839
	Montant moyen prêté	152 946	136 764	130 614	57 521	133 495
	Revenu mensuel moyen	2 583	2 167	2 285	3 015	2 298
Ouvriers	Effectifs	930	2 427	6 696	44	10 097
	Coût moyen d'opération	204 743	143 052	155 725	74 371	156 839
	Montant moyen prêté	151 848	128 394	131 696	63 151	132 460
	Revenu mensuel moyen	2 751	2 158	2 319	2 694	2 318
Retraités	Effectifs	235	164	1 283	6	1 688
	Coût moyen d'opération	193 559	125 843	148 241	48 610	152 020
	Montant moyen prêté	76 353	77 071	70 413	44 025	71 793
	Revenu mensuel moyen	2 304	2 141	2 134	2 588	2 158
Inactifs	Effectifs	109	236	774	6	1 125
	Coût moyen d'opération	200 143	151 494	163 263	75 440	163 910
	Montant moyen prêté	123 953	116 263	110 173	60 242	112 520
	Revenu mensuel moyen	2 430	1 791	2 253	2 167	2 212
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>4 821</b>	<b>9 953</b>	<b>36 197</b>	<b>217</b>	<b>51 188</b>
	Coût moyen d'opération	226 166	167 164	178 808	81 740	180 592
	Montant moyen prêté	160 012	143 014	139 273	67 349	141 648
	Revenu mensuel moyen	2 786	2 314	2 461	3 117	2 471

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2017 : 52%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

(\*\*) Ceci est décliné pour les éco-prêts garantis dans l'annexe 17

**Annexe 12 : Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS seuls  
par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

	2013		2014		2015		2016		2017		Evolution			
											13/14	14/15	15/16	16/17
Marié ou vivant maritalement	23 527	56,9%	23 005	56,8%	27 929	57,6%	26 026	55,6%	27 586	53,9%	-2,2%	<b>21,4%</b>	-6,8%	6,0%
Seul	17 855	43,1%	17 497	43,2%	20 588	42,4%	20 745	44,4%	23 602	46,1%	<b>-2,0%</b>	17,7%	<b>0,8%</b>	<b>13,8%</b>
<b>Ensemble</b>	<b>41 382</b>	<b>100%</b>	<b>40 502</b>	<b>100%</b>	<b>48 517</b>	<b>100%</b>	<b>46 771</b>	<b>100%</b>	<b>51 188</b>	<b>100%</b>	<b>-2,1%</b>	<b>19,8%</b>	<b>-3,6%</b>	<b>9,4%</b>

[détail tableau suivant](#)

en gras les évolutions supérieures à la moyenne

**Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées  
par des PAS seuls par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

		2013	2014	2015	2016	2017	Evolution 13/14	Evolution 14/15	Evolution 15/16	Evolution 16/17
Marié ou vivant maritalement	Effectifs	23 527	23 005	27 929	26 026	27 586	-2,2%	21,4%	-6,8%	6,0%
	Coût moyen d'opération	170 121	170 560	185 674	196 268	210 055	0,3%	8,9%	5,7%	7,0%
	Montant moyen prêté	139 960	139 407	153 716	158 173	169 021	-0,4%	10,3%	2,9%	6,9%
	Revenu mensuel moyen	2 987	3 002	3 176	3 002	2 956	0,5%	5,8%	-5,5%	-1,5%
Seul	Effectifs	17 855	17 497	20 588	20 745	23 602	-2,0%	17,7%	0,8%	13,8%
	Coût moyen d'opération	125 190	123 356	131 784	138 451	146 204	-1,5%	6,8%	5,1%	5,6%
	Montant moyen prêté	92 776	91 616	100 094	103 422	109 655	-1,2%	9,3%	3,3%	6,0%
	Revenu mensuel moyen	1 858	1 882	2 002	1 983	1 979	1,3%	6,4%	-0,9%	-0,2%
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>41 382</b>	<b>40 502</b>	<b>48 517</b>	<b>46 771</b>	<b>51 188</b>	<b>-2,1%</b>	<b>19,8%</b>	<b>-3,6%</b>	<b>9,4%</b>
	Coût moyen d'opération	150 734	150 167	162 801	170 611	180 592	-0,4%	8,4%	4,8%	5,8%
	Montant moyen prêté	119 602	118 761	130 962	133 888	141 648	-0,7%	10,3%	2,2%	5,8%
	Revenu mensuel moyen	2 385	2 416	2 572	2 500	2 471	1,3%	6,5%	-2,8%	-1,1%

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2013 : 20%, 2014 : 26%, 2015 : 32%, 2016 : 45%, 2017 : 52%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

**Situation familiale des emprunteurs : effectifs et principales caractéristiques des opérations financées par des PAS seuls de la génération 2016 (génération du 1er prêt mis en force)**  
*(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)*

2017		Logement neuf	Acquisition avec amélioration	Acquisition sans amélioration	Amélioration	Ensemble
Marié ou vivant maritalement	Effectifs	3 300	5 766	18 363	157	27 586
	Coût moyen d'opération	248 686	191 849	209 922	82 247	210 055
	Montant moyen prêté	183 100	166 800	168 033	70 270	169 021
	Revenu mensuel moyen	3 232	2 623	2 978	3 472	2 956
Seul	Effectifs	1 521	4 187	17 834	60	23 602
	Coût moyen d'opération	177 333	133 218	146 821	80 415	146 204
	Montant moyen prêté	109 918	110 256	109 659	59 705	109 655
	Revenu mensuel moyen	2 046	1 855	1 988	2 028	1 979
Ensemble	Effectifs	4 821	9 953	36 197	217	51 188
	Coût moyen d'opération	226 166	167 164	178 808	81 740	180 592
	Montant moyen prêté	160 012	143 014	139 273	67 349	141 648
	Revenu mensuel moyen	2 786	2 314	2 461	3 117	2 471

*(\*)Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2017 : 52%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.*

**Annexe 13 : Répartition des opérations financées par des PAS seuls dans les DOM  
par département et par génération du 1er prêt mis en force**

*(déclarations arrêtées au 16/02/2018)*

	2013		2014		2015		2016		2017	
Guadeloupe	34	13,4%	34	10,7%	23	6,0%	23	6,1%	27	6,4%
Martinique	42	16,5%	55	17,4%	79	20,6%	76	20,3%	112	26,6%
Guyane	22	8,7%	43	13,6%	42	10,9%	50	13,4%	21	5,0%
Réunion	156	61,4%	185	58,4%	240	62,5%	225	60,2%	261	62,0%
<b>Ensemble</b>	<b>254</b>	<b>100%</b>	<b>317</b>	<b>100%</b>	<b>384</b>	<b>100%</b>	<b>374</b>	<b>100%</b>	<b>421</b>	<b>100%</b>

**Répartition par type d'opération et par génération**

	2013		2014		2015		2016		2017	
Construction ou acquisition d'un logement neuf	45	17,7%	69	21,8%	74	19,3%	72	19,3%	106	25,2%
Acquisition avec amélioration	33	13,0%	24	7,6%	43	11,2%	30	8,0%	39	9,3%
Acquisition sans amélioration	143	56,3%	221	69,7%	264	68,8%	269	71,9%	275	65,3%
Amélioration	33	13,0%	3	0,9%	3	0,8%	3	0,8%	1	0,2%
<b>Ensemble</b>	<b>254</b>	<b>100%</b>	<b>317</b>	<b>100%</b>	<b>384</b>	<b>100%</b>	<b>374</b>	<b>100%</b>	<b>421</b>	<b>100%</b>

**Caractéristiques des opérations financées par des PAS seuls dans les DOM**  
**par génération du 1er prêt mis en force**  
*(déclarations arrêtées au 16/02/2018)*

		2013	2014	2015	2016	2017
Construction ou acquisition d'un logement neuf	Effectif	45	69	74	72	106
	Coût moyen d'opération	159 548	164 285	175 227	179 958	187 154
	Montant moyen prêté	116 737	130 364	132 285	128 253	130 579
	Revenu moyen	2 635	2 914	2 903	2 788	2 724
Acquisition avec amélioration	Effectif	33	24	43	30	39
	Coût moyen d'opération	149 782	111 873	151 741	145 850	168 855
	Montant moyen prêté	138 947	106 150	136 262	137 182	150 244
	Revenu moyen	2 948	2 580	2 657	2 675	2 829
Acquisition sans amélioration	Effectif	143	221	264	269	275
	Coût moyen d'opération	154 293	145 844	153 108	164 219	170 549
	Montant moyen prêté	128 414	123 876	126 435	134 932	142 377
	Revenu moyen	2 753	2 716	2 475	2 718	2 726
Amélioration	Effectif	33	3	3	3	1
	Coût moyen d'opération	107 581	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
	Montant moyen prêté	97 460	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
	Revenu moyen	-	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
<b>Ensemble</b>	<b>Effectif</b>	<b>254</b>	<b>317</b>	<b>384</b>	<b>374</b>	<b>421</b>
	Coût moyen d'opération	148 569	146 792	156 963	165 128	174 279
	Montant moyen prêté	123 692	123 659	128 506	133 337	139 905
	Revenu moyen	2 751	2 738	2 586	2 728	2 738

*n.s. : non significatif*

*Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2013 : 20%, 2014 : 26%, 2015 : 32%, 2016 : 45%, 2017 : 52%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.*

**Caractéristiques des bénéficiaires des opérations financées par des PAS seuls dans les DOM**  
**par génération du 1er prêt mis en force**  
*(déclarations arrêtées au 16/02/2018)*

**Taille du ménage**

	2013	2014	2015	2016	2017
Personne seule	65 25,6%	71 22,4%	115 29,9%	102 27,3%	122 29,0%
2 personnes	55 21,7%	80 25,2%	93 24,2%	90 24,1%	101 24,0%
3 personnes	57 22,4%	76 24,0%	81 21,1%	72 19,3%	88 20,9%
4 personnes	51 20,1%	67 21,1%	77 20,1%	86 23,0%	84 20,0%
5 personnes	24 9,4%	20 6,3%	16 4,2%	18 4,8%	19 4,5%
6 personnes et plus	2 0,8%	3 0,9%	2 0,5%	6 1,6%	7 1,7%
<b>Ensemble</b>	<b>254 100%</b>	<b>317 100%</b>	<b>384 100%</b>	<b>374 100%</b>	<b>421 100%</b>
<b>Taille moyenne</b>	2,69	2,67	2,46	2,59	2,52

**Situation familiale des emprunteurs**

	2013	2014	2015	2016	2017
Marié ou vivant maritalement	120 47,2%	159 50,2%	194 50,5%	194 51,9%	213 50,6%
Seul	134 52,8%	158 49,8%	190 49,5%	180 48,1%	208 49,4%
<b>Ensemble</b>	<b>254 100%</b>	<b>317 100%</b>	<b>384 100%</b>	<b>374 100%</b>	<b>421 100%</b>

**CSP des emprunteurs**

	2013	2014	2015	2016	2017
Agriculteurs	2 0,8%	2 0,6%	1 0,3%	3 0,8%	3 0,7%
Artisans, commerçants	9 3,5%	9 2,8%	10 2,6%	17 4,5%	18 4,3%
Cadres	28 11,0%	44 13,9%	50 13,0%	49 13,1%	75 17,8%
Prof. Intermédiaires	32 12,6%	47 14,8%	74 19,3%	58 15,5%	67 15,9%
Employés	155 61,0%	173 54,6%	204 53,1%	199 53,2%	203 48,2%
Ouvriers	20 7,9%	32 10,1%	30 7,8%	25 6,7%	36 8,6%
Retraités	5 2,0%	5 1,6%	11 2,9%	18 4,8%	12 2,9%
Inactifs	3 1,2%	5 1,6%	4 1,0%	5 1,3%	7 1,7%
<b>Ensemble</b>	<b>254 100%</b>	<b>317 100%</b>	<b>384 100%</b>	<b>374 100%</b>	<b>421 100%</b>

**Annexe 14 : Evolution de la présomption d'éligibilité à l'APL des ménages emprunteurs d'opérations finançant des PAS seuls**  
(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

Génération	Effectif	%APL Déclarés Bruts1	%APL Calculé2
2013	41 382	55%	35%
2014	40 502	47%	33%
2015	48 517	39%	27%
2016	46 771	35%	25%
2017	51 188	36%	25%

1-Calcul effectué selon les déclarations brutes faites par les établissements de crédit  
2-Ce chiffre est le résultat d'un calcul interne à la SGFGAS, en raison d'anomalies constatées dans le  
renseignement des déclarations brutes faites par les établissements de crédit.



## Annexe 15 : Caractéristiques des opérations financées par des PAS et PTZ garantis par zone et génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

### Zone géographique

	2013		2014		2015		2016		2017		Evolution 13/14	Evolution 14/15	Evolution 15/16	Evolution 16/17
<b>Zone A</b>	<b>3 290</b>	<b>17,0%</b>	<b>3 923</b>	<b>20,1%</b>	<b>3 782</b>	<b>15,2%</b>	<b>4 230</b>	<b>14,2%</b>	<b>3 594</b>	<b>13,0%</b>	<b>19,2%</b>	<b>-3,6%</b>	<b>11,8%</b>	<b>-15,0%</b>
Neuf	3 265	16,9%	3 833	19,6%	3 598	14,5%	3 960	13,3%	3 305	12,0%	17,4%	-6,1%	10,1%	-16,5%
Acquisition avec amélioration	4	0,0%	3	0,0%	12	0,0%	75	0,3%	82	0,3%	-25,0%	300,0%	525,0%	9,3%
Acquisition seule	21	0,1%	87	0,4%	172	0,7%	195	0,7%	207	0,8%	314,3%	97,7%	13,4%	6,2%
<b>Zone B1</b>	<b>4 063</b>	<b>21,0%</b>	<b>4 465</b>	<b>22,9%</b>	<b>6 291</b>	<b>25,3%</b>	<b>7 300</b>	<b>24,5%</b>	<b>6 719</b>	<b>24,4%</b>	<b>9,9%</b>	<b>40,9%</b>	<b>16,0%</b>	<b>-8,0%</b>
Neuf	3 913	20,2%	4 315	22,1%	5 956	24,0%	6 423	21,6%	5 859	21,3%	10,3%	38,0%	7,8%	-8,8%
Acquisition avec amélioration	102	0,5%	26	0,1%	55	0,2%	523	1,8%	533	1,9%	-74,5%	111,5%	850,9%	1,9%
Acquisition seule	48	0,2%	124	0,6%	280	1,1%	354	1,2%	327	1,2%	158,3%	125,8%	26,4%	-7,6%
<b>Zone B2</b>	<b>3 298</b>	<b>17,0%</b>	<b>3 314</b>	<b>17,0%</b>	<b>4 633</b>	<b>18,6%</b>	<b>5 885</b>	<b>19,8%</b>	<b>5 333</b>	<b>19,4%</b>	<b>0,5%</b>	<b>39,8%</b>	<b>27,0%</b>	<b>-9,4%</b>
Neuf	3 210	16,6%	3 254	16,7%	4 424	17,8%	4 944	16,6%	4 344	15,8%	1,4%	36,0%	11,8%	-12,1%
Acquisition avec amélioration	62	0,3%	15	0,1%	58	0,2%	686	2,3%	758	2,8%	-75,8%	286,7%	1082,8%	10,5%
Acquisition seule	26	0,1%	45	0,2%	151	0,6%	255	0,9%	231	0,8%	73,1%	235,6%	68,9%	-9,4%
<b>Zone C</b>	<b>8 704</b>	<b>45,0%</b>	<b>7 826</b>	<b>40,1%</b>	<b>10 156</b>	<b>40,8%</b>	<b>12 344</b>	<b>41,5%</b>	<b>11 904</b>	<b>43,2%</b>	<b>-10,1%</b>	<b>29,8%</b>	<b>21,5%</b>	<b>-3,6%</b>
Neuf	8 498	43,9%	7 775	39,8%	9 782	39,3%	10 351	34,8%	9 581	34,8%	-8,5%	25,8%	5,8%	-7,4%
Acquisition avec amélioration	134	0,7%	17	0,1%	236	0,9%	1 853	6,2%	2 147	7,8%	-87,3%	1288,2%	685,2%	15,9%
Acquisition seule	72	0,4%	34	0,2%	138	0,6%	140	0,5%	176	0,6%	-52,8%	305,9%	1,4%	25,7%
<b>Ensemble</b>	<b>19 355</b>	<b>100%</b>	<b>19 528</b>	<b>100%</b>	<b>24 862</b>	<b>100%</b>	<b>29 759</b>	<b>100%</b>	<b>27 550</b>	<b>100%</b>	<b>0,9%</b>	<b>27,3%</b>	<b>19,7%</b>	<b>-7,4%</b>

NB: au sens du zonage de Robien

### Type d'opération

	2013		2014		2015		2016		2017		Evolution 13/14	Evolution 14/15	Evolution 15/16	Evolution 16/17
Neuf	18 886	97,6%	19 177	98,2%	23 760	95,6%	25 678	86,3%	23 089	83,8%	1,5%	23,9%	8,1%	-10,1%
Acquisition avec amélioration	302	1,6%	61	0,3%	361	1,5%	3 137	10,5%	3 520	12,8%	-79,8%	491,8%	769,0%	12,2%
Acquisition seule	167	0,9%	290	1,5%	741	3,0%	944	3,2%	941	3,4%	73,7%	155,5%	27,4%	-0,3%
<b>Ensemble</b>	<b>19 355</b>	<b>100,0%</b>	<b>19 528</b>	<b>100,0%</b>	<b>24 862</b>	<b>100,0%</b>	<b>29 759</b>	<b>100,0%</b>	<b>27 550</b>	<b>100,0%</b>	<b>0,9%</b>	<b>27,3%</b>	<b>19,7%</b>	<b>-7,4%</b>

# Caractéristiques des opérations financées par des PAS et PTZ garantis par zone et génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

		2013	2014	2015	2016	2017	Evolution 16/17
Neuf	Effectifs	18 886	19 177	23 760	25 678	23 089	-10,1%
	Coût moyen d'opération	181 396	185 295	191 609	198 791	207 830	4,5%
	Montant moyen prêté	160 175	162 956	169 230	177 102	183 241	3,5%
	<i>Dont PAS</i>	<i>123 562</i>	<i>124 454</i>	<i>129 917</i>	<i>113 204</i>	<i>113 615</i>	<i>0,4%</i>
	Revenu mensuel moyen	2 584	2 627	2 685	2 561	2 565	0,2%
Acquisition avec amélioration	Effectifs	302	61	361	3 137	3 520	12,2%
	Coût moyen d'opération	195 158	132 442	126 331	155 187	158 756	2,3%
	Montant moyen prêté	168 682	120 352	116 888	140 503	143 323	2,0%
	<i>Dont PAS</i>	<i>137 094</i>	<i>101 446</i>	<i>97 757</i>	<i>85 975</i>	<i>88 903</i>	<i>3,4%</i>
	Revenu mensuel moyen	2 448	2 575	2 265	2 284	2 227	-2,5%
Acquisition seule	Effectifs	167	290	741	944	941	-0,3%
	Coût moyen d'opération	133 129	121 344	130 528	134 204	143 239	6,7%
	Montant moyen prêté	106 571	101 730	107 781	112 226	117 068	4,3%
	<i>Dont PAS</i>	<i>88 707</i>	<i>89 715</i>	<i>92 560</i>	<i>88 502</i>	<i>86 373</i>	<i>-2,4%</i>
	Revenu mensuel moyen	2 176	2 407	2 468	2 285	2 271	-0,6%
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>19 355</b>	<b>19 528</b>	<b>24 862</b>	<b>29 759</b>	<b>27 550</b>	<b>-7,4%</b>
	Coût moyen d'opération	181 194	184 180	188 840	192 145	199 351	3,8%
	Montant moyen prêté	159 845	161 914	166 639	171 186	175 881	2,7%
	<i>Dont PAS</i>	<i>123 473</i>	<i>123 866</i>	<i>128 337</i>	<i>109 550</i>	<i>109 527</i>	<i>0,0%</i>
	Revenu mensuel moyen	2 578	2 622	2 677	2 531	2 519	-0,5%

## Zone géographique

		2013	2014	2015	2016	2017	Evolution(**) 16/17
Ile-de-France	Effectifs	3 625	4 259	4 591	5 029	4 328	-13,9%
	Coût moyen d'opération	216 006	216 164	224 038	228 389	239 555	4,9%
	Montant moyen prêté	191 967	189 387	197 919	203 473	215 100	5,7%
	<i>Dont PAS</i>	<i>126 774</i>	<i>127 252</i>	<i>145 535</i>	<i>130 864</i>	<i>135 234</i>	<i>3,3%</i>
	Revenu mensuel moyen	2 700	2 817	2 929	2 808	2 822	0,5%
Province	Effectifs	15 730	15 269	20 271	24 730	23 222	-6,1%
	Coût moyen d'opération	173 172	175 259	180 870	184 774	191 864	3,8%
	Montant moyen prêté	152 443	154 250	159 554	164 620	168 571	2,4%
	<i>Dont PAS</i>	<i>122 712</i>	<i>122 921</i>	<i>124 442</i>	<i>105 216</i>	<i>104 736</i>	<i>-0,5%</i>
	Revenu mensuel moyen	2 549	2 554	2 592	2 452	2 430	-0,9%
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>19 355</b>	<b>19 528</b>	<b>24 862</b>	<b>29 759</b>	<b>27 550</b>	<b>-7,4%</b>
	Coût moyen d'opération	181 194	184 180	188 840	192 145	199 351	3,8%
	Montant moyen prêté	159 845	161 914	166 639	171 186	175 881	2,7%
	<i>Dont PAS</i>	<i>123 473</i>	<i>123 866</i>	<i>128 337</i>	<i>109 550</i>	<i>109 527</i>	<i>0,0%</i>
	Revenu mensuel moyen	2 578	2 622	2 677	2 531	2 519	-0,5%

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2013 : 20%, 2014 : 26%, 2015 : 32%, 2016 : 45%, 2017 : 52%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

**Caractéristiques des opérations financées par des PAS et PTZ garantis par zone de la génération 2017 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

2017		Neuf	Acquisition amélioration	Acquisition seule	Ensemble
Zone A	Effectifs	3 305	82	207	3 594
	Coût moyen d'opération	245 393	230 446	177 408	241 129
	Montant moyen prêté	215 518	209 196	142 465	211 166
	<i>Dont PAS</i>	<i>133 466</i>	<i>134 098</i>	<i>106 010</i>	<i>131 899</i>
	Revenu mensuel moyen	2 784	2 706	2 628	2 772
Zone B1	Effectifs	5 859	533	327	6 719
	Coût moyen d'opération	217 664	200 686	141 957	212 632
	Montant moyen prêté	186 683	177 951	113 550	182 431
	<i>Dont PAS</i>	<i>113 038</i>	<i>110 779</i>	<i>82 866</i>	<i>111 391</i>
	Revenu mensuel moyen	2 677	2 514	2 208	2 628
Zone B2	Effectifs	4 344	758	231	5 333
	Coût moyen d'opération	202 366	159 756	130 676	193 205
	Montant moyen prêté	181 197	145 566	111 073	173 095
	<i>Dont PAS</i>	<i>111 581</i>	<i>90 242</i>	<i>82 188</i>	<i>107 275</i>
	Revenu mensuel moyen	2 558	2 226	2 195	2 500
Zone C	Effectifs	9 581	2 147	176	11 904
	Coût moyen d'opération	191 359	145 256	121 924	182 018
	Montant moyen prêté	170 929	131 419	101 604	162 778
	<i>Dont PAS</i>	<i>108 041</i>	<i>81 274</i>	<i>75 285</i>	<i>102 729</i>
	Revenu mensuel moyen	2 411	2 121	2 030	2 366
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>23 089</b>	<b>3 520</b>	<b>941</b>	<b>27 550</b>
	Coût moyen d'opération	207 830	158 756	143 239	199 351
	Montant moyen prêté	183 241	143 323	117 068	175 881
	<i>Dont PAS</i>	<i>113 615</i>	<i>88 903</i>	<i>86 373</i>	<i>109 527</i>
	Revenu mensuel moyen	2 565	2 227	2 271	2 519

NB: au sens du zonage de Robien

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2017 : 52%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

**Annexe 16 : Parts de marché des établissements producteurs d'opérations PAS et PTZ garantis par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

	2013		2014		2015		2016		2017	
	Effectifs	Montant prêté (M€)	Effectifs	Montant prêté (M€)	Effectifs	Montant prêté (M€)	Effectifs	Montant prêté (M€)	Effectifs	Montant prêté (M€)
Banques Populaires (BPCE)	242 ( 1.3% )	35.5 ( 1.1% )	113 ( 0.6% )	16.7 ( 0.5% )	152 ( 0.6% )	22.9 ( 0.6% )	221 ( 0.7% )	33.4 ( 0.7% )	191 ( 0.7% )	29.6 ( 0.6% )
Caisses d'Epargne (BPCE)	1 105 ( 5.7% )	152.9 ( 4.9% )	926 ( 4.7% )	127.7 ( 4.0% )	839 ( 3.4% )	118.2 ( 2.9% )	1 248 ( 4.2% )	187.4 ( 3.7% )	1 104 ( 4.0% )	171.1 ( 3.5% )
Crédit Foncier de France	10 523 ( 54.4% )	1 793.4 ( 58.0% )	9 936 ( 50.9% )	1 709.2 ( 54.1% )	11 123 ( 44.7% )	1 965.4 ( 47.4% )	11 054 ( 37.1% )	1 988.5 ( 39.0% )	9 598 ( 34.8% )	1 788.0 ( 36.9% )
<b>Groupe BPCE</b>	<b>11 870 ( 61.3% )</b>	<b>1 981.8 ( 64.1% )</b>	<b>10 975 ( 56.2% )</b>	<b>1 853.6 ( 58.6% )</b>	<b>12 114 ( 48.7% )</b>	<b>2 106.6 ( 50.8% )</b>	<b>12 523 ( 42.1% )</b>	<b>2 209.3 ( 43.4% )</b>	<b>10 893 ( 39.5% )</b>	<b>1 988.6 ( 41.0% )</b>
Crédit Agricole	4 234 ( 21.9% )	631.2 ( 20.4% )	4 591 ( 23.5% )	706.0 ( 22.3% )	6 731 ( 27.1% )	1 080.4 ( 26.1% )	9 616 ( 32.3% )	1 642.3 ( 32.2% )	9 575 ( 34.8% )	1 659.1 ( 34.2% )
LCL	63 ( 0.3% )	9.7 ( 0.3% )	89 ( 0.5% )	15.0 ( 0.5% )	36 ( 0.1% )	6.3 ( 0.2% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )
<b>Groupe Crédit Agricole LCL</b>	<b>4 297 ( 22.2% )</b>	<b>640.9 ( 20.7% )</b>	<b>4 680 ( 24.0% )</b>	<b>720.9 ( 22.8% )</b>	<b>6 767 ( 27.2% )</b>	<b>1 086.7 ( 26.2% )</b>	<b>9 616 ( 32.3% )</b>	<b>1 642.3 ( 32.2% )</b>	<b>9 575 ( 34.8% )</b>	<b>1 659.1 ( 34.2% )</b>
Crédit Mutuel	1 429 ( 7.4% )	200.4 ( 6.5% )	1 202 ( 6.2% )	171.3 ( 5.4% )	1 844 ( 7.4% )	274.4 ( 6.6% )	2 548 ( 8.6% )	391.5 ( 7.7% )	2 694 ( 9.8% )	426.3 ( 8.8% )
CIC	284 ( 1.5% )	43.8 ( 1.4% )	310 ( 1.6% )	50.3 ( 1.6% )	448 ( 1.8% )	72.2 ( 1.7% )	685 ( 2.3% )	110.4 ( 2.2% )	755 ( 2.7% )	130.4 ( 2.7% )
<b>Groupe Crédit Mutuel LCL</b>	<b>1 713 ( 8.9% )</b>	<b>244.2 ( 7.9% )</b>	<b>1 512 ( 7.7% )</b>	<b>221.6 ( 7.0% )</b>	<b>2 292 ( 9.2% )</b>	<b>346.6 ( 8.4% )</b>	<b>3 233 ( 10.9% )</b>	<b>501.9 ( 9.9% )</b>	<b>3 449 ( 12.5% )</b>	<b>556.6 ( 11.5% )</b>
BNP/PARIBAS	5 ( 0.0% )	0.6 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )
BNP Paribas Personal Finance	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )
<b>Groupe BNP</b>	<b>5 ( 0.0% )</b>	<b>0.6 ( 0.0% )</b>	<b>0 ( 0.0% )</b>	<b>0.0 ( 0.0% )</b>	<b>0 ( 0.0% )</b>	<b>0.0 ( 0.0% )</b>	<b>0 ( 0.0% )</b>	<b>0.0 ( 0.0% )</b>	<b>0 ( 0.0% )</b>	<b>0.0 ( 0.0% )</b>
Crédit Immobilier de France	206 ( 1.1% )	27.6 ( 0.9% )	2 ( 0.0% )	0.2 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )
Société Générale	146 ( 0.8% )	23.3 ( 0.8% )	123 ( 0.6% )	19.7 ( 0.6% )	159 ( 0.6% )	24.6 ( 0.6% )	184 ( 0.6% )	30.3 ( 0.6% )	109 ( 0.4% )	17.5 ( 0.4% )
La Banque Postale	1 118 ( 5.8% )	175.4 ( 5.7% )	2 236 ( 11.5% )	345.8 ( 10.9% )	3 530 ( 14.2% )	578.4 ( 14.0% )	4 203 ( 14.1% )	710.5 ( 13.9% )	3 524 ( 12.8% )	623.7 ( 12.9% )
<b>Ensemble</b>	<b>19 355</b>	<b>3 094</b>	<b>19 528</b>	<b>3 162</b>	<b>24 862</b>	<b>4 143</b>	<b>29 759</b>	<b>5 094</b>	<b>27 550</b>	<b>4 846</b>

**Détails des montants prêtés par établissement producteur d'opérations PAS et PTZ**

	2013		2014		2015		2016		2017	
	Montant prêté sous forme de PAS (M€)	Montant prêté sous forme de PTZ (M€)	Montant prêté sous forme de PAS (M€)	Montant prêté sous forme de PTZ (M€)	Montant prêté sous forme de PAS (M€)	Montant prêté sous forme de PTZ (M€)	Montant prêté sous forme de PAS (M€)	Montant prêté sous forme de PTZ (M€)	Montant prêté sous forme de PAS (M€)	Montant prêté sous forme de PTZ (M€)
Banques Populaires (BPCE)	28.0 ( 1.2% )	7.5 ( 1.1% )	13.1 ( 0.5% )	3.6 ( 0.5% )	17.7 ( 0.6% )	5.3 ( 0.6% )	20.9 ( 0.6% )	12.4 ( 0.7% )	17.8 ( 0.6% )	11.8 ( 0.6% )
Caisses d'Epargne (BPCE)	119.4 ( 5.0% )	33.5 ( 4.8% )	99.5 ( 4.1% )	28.2 ( 3.8% )	90.1 ( 2.8% )	28.1 ( 2.9% )	116.6 ( 3.6% )	70.9 ( 3.9% )	104.8 ( 3.5% )	66.3 ( 3.6% )
Crédit Foncier de France	1 386.7 ( 58.0% )	406.7 ( 57.8% )	1 307.4 ( 54.0% )	401.8 ( 54.1% )	1 528.2 ( 47.9% )	437.2 ( 45.9% )	1 278.0 ( 39.2% )	710.5 ( 38.7% )	1 111.4 ( 36.8% )	676.6 ( 37.0% )
<b>Groupe BPCE</b>	<b>1 534 ( 64.2% )</b>	<b>447.7 ( 63.6% )</b>	<b>1 420 ( 58.7% )</b>	<b>433.6 ( 58.4% )</b>	<b>1 636.0 ( 51.3% )</b>	<b>470.5 ( 49.4% )</b>	<b>1 415.5 ( 43.4% )</b>	<b>793.9 ( 43.3% )</b>	<b>1 233.9 ( 40.9% )</b>	<b>754.7 ( 41.3% )</b>
Crédit Agricole	491.2 ( 20.6% )	140.0 ( 19.9% )	548.4 ( 22.7% )	157.6 ( 21.2% )	831.4 ( 26.1% )	249.0 ( 26.2% )	1 054.1 ( 32.3% )	588.2 ( 32.1% )	1 031.5 ( 34.2% )	627.6 ( 34.3% )
LCL	6.8 ( 0.3% )	2.8 ( 0.4% )	10.8 ( 0.4% )	4.2 ( 0.6% )	4.6 ( 0.1% )	1.7 ( 0.2% )	0.0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )
<b>Groupe Crédit Agricole LCL</b>	<b>498 ( 20.8% )</b>	<b>142.8 ( 20.3% )</b>	<b>559 ( 23.1% )</b>	<b>161.8 ( 21.8% )</b>	<b>836.0 ( 26.2% )</b>	<b>250.7 ( 26.3% )</b>	<b>1 054.1 ( 32.3% )</b>	<b>588.2 ( 32.1% )</b>	<b>1 031.5 ( 34.2% )</b>	<b>627.6 ( 34.3% )</b>
Crédit Mutuel	158.7 ( 6.6% )	41.6 ( 5.9% )	135.2 ( 5.6% )	36.0 ( 4.9% )	213.2 ( 6.7% )	61.2 ( 6.4% )	247.8 ( 7.6% )	143.8 ( 7.8% )	265.3 ( 8.8% )	161.0 ( 8.8% )
CIC	33.7 ( 1.4% )	10.1 ( 1.4% )	38.0 ( 1.6% )	12.3 ( 1.7% )	54.6 ( 1.7% )	17.5 ( 1.8% )	69.5 ( 2.1% )	40.9 ( 2.2% )	81.7 ( 2.7% )	48.7 ( 2.7% )
<b>Groupe Crédit Mutuel LCL</b>	<b>192 ( 1.0% )</b>	<b>51.8 ( 1.7% )</b>	<b>173 ( 0.9% )</b>	<b>48.3 ( 1.5% )</b>	<b>267.9 ( 1.1% )</b>	<b>78.8 ( 1.9% )</b>	<b>317.3 ( 1.1% )</b>	<b>184.6 ( 3.6% )</b>	<b>346.9 ( 1.3% )</b>	<b>209.7 ( 4.3% )</b>
BNP/PARIBAS	0.3 ( 0.0% )	0.3 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )
BNP Paribas Personal Finance	0.0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )
<b>Groupe BNP</b>	<b>0 ( 0.0% )</b>	<b>0.3 ( 0.0% )</b>	<b>0 ( 0.0% )</b>	<b>0.0 ( 0.0% )</b>	<b>0.0 ( 0.0% )</b>	<b>0.0 ( 0.0% )</b>	<b>0.0 ( 0.0% )</b>	<b>0.0 ( 0.0% )</b>	<b>0.0 ( 0.0% )</b>	<b>0.0 ( 0.0% )</b>
Crédit Immobilier de France	20.6 ( 0.9% )	6.9 ( 1.0% )	0.1 ( 0.0% )	0.1 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )
Société Générale	15.8 ( 0.7% )	7.6 ( 1.1% )	13.5 ( 0.6% )	6.3 ( 0.8% )	17.8 ( 0.6% )	6.8 ( 0.7% )	18.6 ( 0.6% )	11.7 ( 0.6% )	10.6 ( 0.4% )	6.9 ( 0.4% )
La Banque Postale	128.6 ( 5.4% )	46.8 ( 6.7% )	252.8 ( 10.5% )	93.0 ( 12.5% )	433.0 ( 13.6% )	145.4 ( 15.3% )	454.7 ( 13.9% )	255.8 ( 13.9% )	394.5 ( 13.1% )	229.2 ( 12.5% )
<b>Ensemble</b>	<b>2 390</b>	<b>704</b>	<b>2 419</b>	<b>743</b>	<b>3 191</b>	<b>952</b>	<b>3 260</b>	<b>1 834</b>	<b>3 017</b>	<b>1 828</b>

**Annexe 17 : CSP des emprunteurs bénéficiant d'une opération financée par des PAS et PTZ garanti de la génération 2017 (du 1er prêt mis en force)**  
(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

2017		Neuf	Acquisition amélioration	Acquisition seule	Ensemble
Agriculteurs	Effectifs	184	70	2	256
	Coût moyen d'opération	195 446	163 340	108 500	185 988
	Montant moyen prêté	166 084	138 466	79 111	157 853
	<i>Dont PAS</i>	105 099	82 286	49 892	98 430
	Revenu mensuel moyen	2 967	1 182	1 271	2 271
Artisans, commerçants	Effectifs	563	205	17	785
	Coût moyen d'opération	228 567	177 766	170 128	214 035
	Montant moyen prêté	195 677	161 501	135 826	185 456
	<i>Dont PAS</i>	121 707	100 908	100 848	115 824
	Revenu mensuel moyen	2 642	2 480	2 342	2 588
Cadres	Effectifs	2 438	303	91	2 832
	Coût moyen d'opération	254 159	212 892	194 947	247 832
	Montant moyen prêté	217 338	188 914	154 154	212 267
	<i>Dont PAS</i>	139 651	119 577	110 541	136 568
	Revenu mensuel moyen	3 070	3 023	2 869	3 056
Prof. Intermédiaires	Effectifs	5 436	697	205	6 338
	Coût moyen d'opération	211 974	167 904	148 581	205 075
	Montant moyen prêté	186 291	151 021	121 656	180 322
	<i>Dont PAS</i>	116 106	94 281	86 199	112 738
	Revenu mensuel moyen	2 672	2 320	2 407	2 631
Employés	Effectifs	7 984	1 084	362	9 430
	Coût moyen d'opération	200 754	154 690	135 250	192 943
	Montant moyen prêté	175 953	139 156	109 376	169 168
	<i>Dont PAS</i>	108 039	85 630	82 204	104 472
	Revenu mensuel moyen	2 453	2 091	2 110	2 400
Ouvriers	Effectifs	5 960	1 043	222	7 225
	Coût moyen d'opération	194 018	139 173	133 163	184 230
	Montant moyen prêté	178 149	128 103	115 695	169 005
	<i>Dont PAS</i>	109 738	79 611	86 986	104 690
	Revenu mensuel moyen	2 463	2 108	2 208	2 417
Retraités	Effectifs	141	18	25	184
	Coût moyen d'opération	178 953	103 398	118 785	163 386
	Montant moyen prêté	125 466	83 492	78 288	114 950
	<i>Dont PAS</i>	72 598	44 175	55 562	67 502
	Revenu mensuel moyen	2 203	2 142	1 883	2 145
Inactifs	Effectifs	383	100	17	500
	Coût moyen d'opération	203 115	147 080	116 901	188 977
	Montant moyen prêté	165 310	132 350	87 705	156 079
	<i>Dont PAS</i>	96 362	78 953	75 006	92 154
	Revenu mensuel moyen	2 229	1 993	2 202	2 194
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>23 089</b>	<b>3 520</b>	<b>941</b>	<b>27 550</b>
	Coût moyen d'opération	207 830	158 756	143 239	199 351
	Montant moyen prêté	183 241	143 323	117 068	175 881
	<i>Dont PAS</i>	113 615	88 903	86 373	109 527
	Revenu mensuel moyen	2 565	2 227	2 271	2 519

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2017 : 52%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

n.s. : non significatif

**Annexe 18 : Caractéristiques des opérations financées par des PAS et PTZ garantis par type d'opération/immeuble et génération du 1er prêt mis en force**  
(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

**Type d'opération/immeuble**

	2013		2014		2015		2016		2017		Evolution 13/14	Evolution 14/15	Evolution 15/16	Evolution 16/17
<b>Individuel</b>	<b>13 705</b>	<b>71,8%</b>	<b>13 232</b>	<b>68,6%</b>	<b>17 277</b>	<b>70,6%</b>	<b>21 052</b>	<b>72,2%</b>	<b>19 757</b>	<b>73,5%</b>	<b>-3,5%</b>	<b>30,6%</b>	<b>21,8%</b>	<b>-6,2%</b>
<i>Neuf</i>	13 309	97,1%	13 082	98,9%	16 672	96,5%	18 057	85,8%	16 468	83,4%	-1,7%	27,4%	8,3%	-8,8%
<i>Acquisition avec amélioration</i>	287	2,1%	32	0,2%	289	1,7%	2 647	12,6%	2 988	15,1%	-88,9%	803,1%	815,9%	12,9%
<i>Acquisition seule</i>	109	0,8%	118	0,9%	316	1,8%	348	1,7%	301	1,5%	8,3%	167,8%	10,1%	-13,5%
<b>Collectif</b>	<b>5 372</b>	<b>28,2%</b>	<b>6 068</b>	<b>31,4%</b>	<b>7 199</b>	<b>29,4%</b>	<b>8 101</b>	<b>27,8%</b>	<b>7 127</b>	<b>26,5%</b>	<b>13,0%</b>	<b>18,6%</b>	<b>12,5%</b>	<b>-12,0%</b>
<i>Neuf</i>	5 316	99,0%	5 880	96,9%	6 818	94,7%	7 308	90,2%	6 389	89,6%	10,6%	16,0%	7,2%	-12,6%
<i>Acquisition avec amélioration</i>	12	0,2%	22	0,4%	61	0,8%	440	5,4%	444	6,2%	83,3%	177,3%	621,3%	0,9%
<i>Acquisition seule</i>	44	0,8%	166	2,7%	320	4,4%	353	4,4%	294	4,1%	277,3%	92,8%	10,3%	-16,7%
<b>Effectif exploité</b>	<b>19 077</b>	<b>100,0%</b>	<b>19 300</b>	<b>100,0%</b>	<b>24 476</b>	<b>100,0%</b>	<b>29 153</b>	<b>100,0%</b>	<b>26 884</b>	<b>100,0%</b>	<b>1,2%</b>	<b>26,8%</b>	<b>19,1%</b>	<b>-7,8%</b>
<b>Effectif non exploitable*</b>	<b>278</b>		<b>228</b>		<b>386</b>		<b>606</b>		<b>666</b>					

\* Ne sont pas exploitables les opérations financées par des PAS et PTZ garantis et que l'on ne retrouve pas dans la base PTZ

# Annexe 19 : Caractéristiques des bénéficiaires d'opérations financées par des PAS et PTZ garanti par génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2018)

## Taille du ménage

	2013		2014		2015		2016		2017	
Personne seule	3569	18,4%	3944	20,2%	5087	20,5%	6868	23,1%	6653	24,1%
2 personnes	4054	20,9%	3988	20,4%	5811	23,4%	6889	23,1%	6760	24,5%
3 personnes	4651	24,0%	4427	22,7%	5870	23,6%	6692	22,5%	5949	21,6%
4 personnes	4379	22,6%	4487	23,0%	5250	21,1%	5953	20,0%	5197	18,9%
5 personnes	2022	10,4%	2029	10,4%	2158	8,7%	2555	8,6%	2326	8,4%
6 personnes et plus	680	3,5%	653	3,3%	686	2,8%	802	2,7%	665	2,4%
<b>Ensemble</b>	<b>19 355</b>	<b>100%</b>	<b>19 528</b>	<b>100%</b>	<b>24 862</b>	<b>100%</b>	<b>29 759</b>	<b>100%</b>	<b>27 550</b>	<b>100%</b>
<b>Taille moyenne</b>	2,96		2,93		2,82		2,76		2,70	

## Situation familiale des emprunteurs

	2013		2014		2015		2016		2017	
Marié ou vivant maritalement	13611	70,3%	13459	68,9%	17183	69,1%	19535	65,6%	17658	64,1%
Seul	5744	29,7%	6069	31,1%	7679	30,9%	10224	34,4%	9892	35,9%
<b>Ensemble</b>	<b>19 355</b>	<b>100%</b>	<b>19 528</b>	<b>100%</b>	<b>24 862</b>	<b>100%</b>	<b>29 759</b>	<b>100%</b>	<b>27 550</b>	<b>100%</b>

**Annexe 19 : Caractéristiques des bénéficiaires d'opérations financées par des PAS et PTZ garanti par génération du 1er prêt mis en force  
CSP des emprunteurs**

	2013		2014		2015		2016		2017	
Agriculteurs	193	1,0%	121	0,6%	183	0,7%	249	0,8%	256	0,9%
Artisans, commerçants	380	2,0%	375	1,9%	477	1,9%	706	2,4%	785	2,8%
Cadres	1320	6,8%	1502	7,7%	2153	8,7%	2880	9,7%	2832	10,3%
Prof. Intermédiaires	4044	20,9%	4290	22,0%	5610	22,6%	6812	22,9%	6338	23,0%
Employés	6651	34,4%	6973	35,7%	8799	35,4%	9929	33,4%	9430	34,2%
Ouvriers	6387	33,0%	5849	30,0%	6969	28,0%	7972	26,8%	7225	26,2%
Retraités	71	0,4%	81	0,4%	149	0,6%	204	0,7%	184	0,7%
Inactifs	309	1,6%	337	1,7%	522	2,1%	1007	3,4%	500	1,8%
<b>Ensemble</b>	<b>19 355</b>	<b>100%</b>	<b>19 528</b>	<b>100%</b>	<b>24 862</b>	<b>100%</b>	<b>29 759</b>	<b>100%</b>	<b>27 550</b>	<b>100%</b>

**Age moyen des emprunteurs**

	2013		2014		2015		2016		2017	
âge <=25	3077	15,9%	2782	14,2%	3194	12,8%	3473	11,7%	3261	11,8%
25< âge <=35	10074	52,0%	10220	52,3%	13065	52,6%	15209	51,1%	14014	50,9%
35< âge <=45	4557	23,5%	4801	24,6%	5993	24,1%	7518	25,3%	6930	25,2%
45< âge <=65	1353	7,0%	1481	7,6%	2188	8,8%	2904	9,8%	2634	9,6%
65> âge	16	0,1%	16	0,1%	36	0,1%	49	0,2%	45	0,2%
<b>Effectifs exploités</b>	<b>19 077</b>	<b>99%</b>	<b>19 300</b>	<b>99%</b>	<b>24 476</b>	<b>98%</b>	<b>29 153</b>	<b>98%</b>	<b>26 884</b>	<b>98%</b>
<b>Effectif non exploitable (*)</b>	<b>278</b>		<b>228</b>		<b>386</b>		<b>606</b>		<b>666</b>	



**Annexe 20 : Répartition des opérations financées par des PAS et PTZG dans les DOM par département et génération du 1er prêt mis en force**  
(déclarations arrêtées au 16/02/2018)

	2013		2014		2015		2016		2017	
Guadeloupe	13	5,2%	24	9,4%	21	7,4%	17	4,3%	19	5,4%
Martinique	44	17,7%	47	18,5%	41	14,4%	56	14,3%	60	17,0%
Guyane	27	10,8%	19	7,5%	30	10,5%	76	19,4%	74	21,0%
Réunion	165	66,3%	164	64,6%	193	67,7%	243	62,0%	200	56,7%
<b>Ensemble</b>	<b>249</b>	<b>100%</b>	<b>254</b>	<b>100%</b>	<b>285</b>	<b>100%</b>	<b>392</b>	<b>100%</b>	<b>353</b>	<b>100%</b>

**Répartition par type d'opération**

		2013	2014	2015	2016	2017
Neuf	Effectifs	249	253	281	370	338
	Coût moyen	171 549	178 485	185 514	199 475	211 381
	Montant moyen prêt	154 994	160 219	169 321	185 506	197 476
	<i>Dont PAS</i>	<i>111 867</i>	<i>118 234</i>	<i>124 914</i>	<i>118 626</i>	<i>123 302</i>
	Revenu moyen	2 654	2 794	2 769	2 862	2 944
Acquisition avec amélioration	Effectifs	0	0	1	22	14
	Coût moyen	0	0	n.s.	153 426	182 950
	Montant moyen prêt	0	0	n.s.	147 464	177 050
	<i>Dont PAS</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s.</i>	<i>91 863</i>	<i>108 407</i>
	Revenu moyen	-	-	n.s.	2 060	3 217
Acquisition seule	Effectifs	0	1	3	0	1
	Coût moyen	0	n.s.	n.s.	0	n.s.
	Montant moyen prêt	0	n.s.	n.s.	0	n.s.
	<i>Dont PAS</i>	<i>0</i>	<i>n.s.</i>	<i>n.s.</i>	<i>0</i>	<i>n.s.</i>
	Revenu moyen	-	n.s.	n.s.	-	n.s.
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>249</b>	<b>254</b>	<b>285</b>	<b>392</b>	<b>353</b>
	Coût moyen	171 549	178 098	183 944	196 890	209 887
	Montant moyen prêt	154 994	159 903	167 979	183 371	196 319
	<i>Dont PAS</i>	<i>111 867</i>	<i>118 052</i>	<i>124 091</i>	<i>117 124</i>	<i>122 552</i>
	Revenu moyen	2 654	2 785	2 752	2 825	2 955

*n.s. : non significatif*

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2013 : 20%, 2014 : 26%, 2015 : 32%, 2016 : 45%, 2017 : 52%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

**Annexe 21 : Caractéristiques des bénéficiaires d'opérations financées par des PAS et PTZG dans les DOM par génération du 1er prêt mis en force**  
(déclarations arrêtées au 16/02/2018)

**Taille du ménage**

	2013	2014	2015	2016	2017
Personne seule	45 18,1%	59 23,2%	64 22,5%	67 17,1%	81 22,9%
2 personnes	64 25,7%	44 17,3%	75 26,3%	81 20,7%	89 25,2%
3 personnes	55 22,1%	68 26,8%	71 24,9%	112 28,6%	82 23,2%
4 personnes	63 25,3%	58 22,8%	53 18,6%	99 25,3%	74 21,0%
5 personnes	15 6,0%	22 8,7%	21 7,4%	30 7,7%	21 5,9%
6 personnes et plus	7 2,8%	3 1,2%	1 0,4%	3 0,8%	6 1,7%
<b>Ensemble</b>	<b>249 100%</b>	<b>254 100%</b>	<b>285 100%</b>	<b>392 100%</b>	<b>353 100%</b>
<b>Taille moyenne</b>	2,84	2,80	2,63	2,88	2,67

**Situation familiale des emprunteurs**

	2013	2014	2015	2016	2017
Marié ou vivant maritalement	140 56,2%	143 56,3%	163 57,2%	236 60,2%	189 53,5%
Seul	109 43,8%	111 43,7%	122 42,8%	156 39,8%	164 46,5%
<b>Ensemble</b>	<b>249 100%</b>	<b>254 100%</b>	<b>285 100%</b>	<b>392 100%</b>	<b>353 100%</b>

**CSP des emprunteurs**

	2013	2014	2015	2016	2017
Agriculteurs	3 1,2%	5 2,0%	1 0,4%	2 0,5%	5 1,4%
Artisans, commerçants	2 0,8%	4 1,6%	7 2,5%	11 2,8%	17 4,8%
Cadres	29 11,6%	30 11,8%	33 11,6%	46 11,7%	45 12,7%
Prof. Intermédiaires	46 18,5%	53 20,9%	58 20,4%	100 25,5%	67 19,0%
Employés	145 58,2%	140 55,1%	150 52,6%	182 46,4%	183 51,8%
Ouvriers	22 8,8%	9 3,5%	28 9,8%	41 10,5%	29 8,2%
Retraités	1 0,4%	4 1,6%	4 1,4%	4 1,0%	3 0,8%
Inactifs	1 0,4%	9 3,5%	4 1,4%	6 1,5%	4 1,1%
<b>Ensemble</b>	<b>249 100%</b>	<b>254 100%</b>	<b>285 100%</b>	<b>392 100%</b>	<b>353 100%</b>

Annexe 22 : Evolution de la présomption d'éligibilité à l'APL des ménages emprunteurs d'opérations finançant des PAS et des PTZ garantis  
(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en métropole)

Génération	Effectif	%APL Déclarés Bruts1	%APL Calculé2
2013	19 355	62%	42%
2014	19 528	58%	39%
2015	24 862	50%	33%
2016	29 759	41%	31%
2017	27 550	38%	31%

1-Calcul effectué selon les déclarations brutes faites par les établissements de crédit  
2-Ce chiffre est le résultat d'un calcul interne à la SGFGAS, en raison d'anomalies constatées dans le  
renseignement des déclarations brutes faites par les établissements de crédit.

## Annexe 23 : Caractéristiques des types de travaux et des zones des

### Eco-prêts garantis de la génération 2017

(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en France entière)

2017		Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
<b>Zone A</b>	Effectifs	2	2	0	0	4 ( 2.1% )
	Montant moyen prêté	ns	ns	0	0	16 261
	Coût moyen des travaux	ns	ns	0	0	16 081
	Durée moyenne du prêt	ns	ns	0	0	150
<b>Zone B1</b>	Effectifs	12	6	0	0	18 ( 9.2% )
	Montant moyen prêté	12 775	22 584	0	0	16 044
	Coût moyen des travaux	13 086	24 989	0	0	17 053
	Durée moyenne du prêt	120	130	0	0	123
<b>Zone B2</b>	Effectifs	20	8	0	1	29 ( 14.9% )
	Montant moyen prêté	13 267	15 963	0	ns	13 890
	Coût moyen des travaux	14 760	19 218	0	ns	15 818
	Durée moyenne du prêt	104	141	0	ns	115
<b>Zone C</b>	Effectifs	82	47	0	15	144 ( 73.8% )
	Montant moyen prêté	13 381	23 254	0	8 590	16 104
	Coût moyen des travaux	15 998	26 725	0	8 959	18 766
	Durée moyenne du prêt	103	158	0	99	121
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>116</b>	<b>63</b>	<b>0</b>	<b>16</b>	<b>195</b>
	Montant moyen prêté	13 228	22 263	0	8 664	15 773
	Coût moyen des travaux	15 367	25 484	0	9 009	18 114
	Durée moyenne du prêt	105	154	0	101	121

*n.s. : non significatif*

*NB: au sens du zonage de Robien*

### Type de travaux

Bouquet 2 actions	116	59,5%
Bouquets 3 actions ou plus	63	32,3%
Performance globale	0	0,0%
Assainissement	16	8,2%

<b>Ensemble</b>	<b>195</b>	<b>100%</b>
-----------------	------------	-------------

**Annexe 24 : Parts de marché des établissements producteurs d'Eco-prêts garantis de la génération 2017**

(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en France entière)

	Effectifs	Montant prêté (M€)	%
Banques Populaires (BPCE)	83	1,2	39,1%
Caisses d'Epargne (BPCE)	5	0,1	1,8%
Crédit Foncier de France	4	0,1	1,8%
<b>Groupe BPCE</b>	<b>92</b>	<b>1,3</b>	<b>42,7%</b>
Crédit Agricole	105	1,8	57,3%
LCL	0	0,0	0,0%
<b>Groupe Crédit Agricole LCL</b>	<b>105</b>	<b>1,8</b>	<b>57,3%</b>
Crédit Mutuel	0	0,0	0,0%
CIC	0	0,0	0,0%
<b>Groupe Crédit Mutuel CIC</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>
BNP/PARIBAS	0	0,0	0,0%
Société Générale	0	0,0	0,0%
<b>Ensemble</b>	<b>197</b>	<b>3,1</b>	<b>100%</b>

NB: dans les autres onglets relatifs aux Eco-prêts garantis, seuls ceux que l'on retrouve dans la base des Eco-prêts sont étudiés, soit 195 Eco-prêts sur un total de 197 dans la base des prêts garantis

**Annexe 25 : Caractéristiques des types de travaux et des CSP des emprunteurs**  
**bénéficiaire d'un Eco-prêt garanti de la génération 2015**  
*(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en France entière)*

<b>2017</b>		Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	<b>Ensemble</b>
Agriculteurs	Effectifs	11	6	0	1	18
	Montant moyen prêté	16 387	27 135	0	ns	19 059
	Coût moyen des travaux	19 871	35 199	0	ns	23 877
	Durée moyenne du prêt	111	160	0	ns	121
Artisans, commerçants	Effectifs	5	3	0	1	9
	Montant moyen prêté	16 367	ns	0	ns	9 093
	Coût moyen des travaux	25 696	ns	ns	ns	14 275
	Durée moyenne du prêt	108	ns	ns	ns	60
Cadres	Effectifs	9	7	0	0	16
	Montant moyen prêté	10 270	23 245	0	0	15 946
	Coût moyen des travaux	11 149	23 888	0	0	16 722
	Durée moyenne du prêt	104	166	0	0	131
Prof. Intermédiaires	Effectifs	14	9	0	3	26
	Montant moyen prêté	12 705	20 219	0	ns	13 840
	Coût moyen des travaux	14 510	20 392	0	ns	14 872
	Durée moyenne du prêt	109	147	0	ns	109
Employés	Effectifs	31	22	0	2	55
	Montant moyen prêté	13 276	21 485	0	ns	16 077
	Coût moyen des travaux	14 462	24 645	0	ns	18 009
	Durée moyenne du prêt	109	158	0	ns	124
Ouvriers	Effectifs	14	5	0	3	22
	Montant moyen prêté	15 708	22 599	0	ns	15 132
	Coût moyen des travaux	17 634	27 537	0	ns	17 480
	Durée moyenne du prêt	112	164	0	ns	109
Retraités	Effectifs	24	10	0	5	39
	Montant moyen prêté	11 509	21 533	0	8 711	13 721
	Coût moyen des travaux	13 227	25 147	0	8 896	15 728
	Durée moyenne du prêt	92	132	0	89	102
Inactifs	Effectifs	8	1	0	1	10
	Montant moyen prêté	11 796	ns	0	ns	9 437
	Coût moyen des travaux	14 931	ns	0	ns	11 945
	Durée moyenne du prêt	107	ns	0	ns	85
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>116</b>	<b>63</b>	<b>0</b>	<b>16</b>	<b>195</b>
	Montant moyen prêté	13 228	22 263	0	8 664	15 773
	Coût moyen des travaux	15 367	25 484	0	9 009	18 114
	Durée moyenne du prêt	105	154	0	101	121

*n.s. : non significatif*

**Annexe 26 : Caractéristiques des types de travaux et des zones climatiques  
des Eco-prêts garantis de la génération 2017**  
(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en France entière)

2017		Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
H1a	Effectifs	11	2	0	1	14
	Montant moyen prêté	14 461	ns	0	ns	14 765
	Coût moyen des travaux	16 534	ns	0	ns	17 034
	Durée moyenne du prêt	115	ns	0	ns	115
H1b	Effectifs	3	5	0	0	8
	Montant moyen prêté	ns	27 627	0	0	23 692
	Coût moyen des travaux	ns	40 711	0	0	36 064
	Durée moyenne du prêt	ns	168	0	0	150
H1c	Effectifs	3	2	0	0	5
	Montant moyen prêté	ns	ns	0	0	19 392
	Coût moyen des travaux	ns	ns	0	0	21 127
	Durée moyenne du prêt	ns	ns	0	0	144
H2a	Effectifs	1	3	0	0	4
	Montant moyen prêté	ns	ns	0	0	19 493
	Coût moyen des travaux	ns	ns	0	0	20 619
	Durée moyenne du prêt	ns	ns	0	0	165
H2b	Effectifs	17	11	0	2	30
	Montant moyen prêté	13 202	18 134	0	ns	14 779
	Coût moyen des travaux	16 563	20 407	0	ns	17 531
	Durée moyenne du prêt	98	131	0	ns	112
H2c	Effectifs	75	39	0	13	127
	Montant moyen prêté	13 066	23 067	0	8 414	15 661
	Coût moyen des travaux	14 779	25 537	0	8 807	17 471
	Durée moyenne du prêt	104	157	0	96	119
H2d	Effectifs	1	0	0	0	1
	Montant moyen prêté	ns	0	0	0	ns
	Coût moyen des travaux	ns	0	0	0	ns
	Durée moyenne du prêt	ns	0	0	0	ns
H3	Effectifs	5	1	0	0	6
	Montant moyen prêté	9 177	ns	0	0	10 482
	Coût moyen des travaux	9 228	ns	0	0	10 524
	Durée moyenne du prêt	113	ns	0	0	124
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>116</b>	<b>63</b>	<b>0</b>	<b>16</b>	<b>195</b>
	Montant moyen prêté	13 228	22 263	0	8 664	15 773
	Coût moyen des travaux	15 367	25 484	0	9 009	18 114
	Durée moyenne du prêt	105	154	0	101	121

*n.s. : non significatif*

**Annexe 27 : Caractéristiques des types de travaux et des périodes d'achèvement  
des Eco-prêts garantis de la génération 2017**

(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en France entière)

2017		Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
Avant 1949	Effectifs	38	30	0	9	77
	Montant moyen prêté	13 160	22 478	0	9 074	16 313
	Coût moyen des travaux	15 363	27 163	0	9 447	19 269
	Durée moyenne du prêt	109	152	0	104	125
Entre 1949 et 1974	Effectifs	36	18	0	3	57
	Montant moyen prêté	13 966	22 875	0	ns	16 457
	Coût moyen des travaux	15 552	25 837	0	ns	18 395
	Durée moyenne du prêt	108	167	0	ns	126
Entre 1975 et 1989	Effectifs	42	15	0	4	61
	Montant moyen prêté	12 657	21 101	0	8 361	14 451
	Coût moyen des travaux	15 213	21 704	0	8 893	16 395
	Durée moyenne du prêt	100	144	0	87	110
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>116</b>	<b>63</b>	<b>0</b>	<b>16</b>	<b>195</b>
	Montant moyen prêté	13 228	22 263	0	8 664	15 773
	Coût moyen des travaux	15 367	25 484	0	9 009	18 114
	Durée moyenne du prêt	105	154	0	101	121

*n.s. : non significatif*



**Annexe 28 : Caractéristiques des types de travaux, de la nature, de l'occupation du logement  
et du commanditaire des travaux des Eco-prêts garantis de la génération 2017**

(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en France entière)

2017			Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
Nature du logement	Maison individuelle	Effectifs	112	63	0	16	191
		Montant moyen prêté	13 268	22 263	0	8 664	15 849
		Coût moyen des travaux	15 484	25 484	0	9 009	18 240
		Durée moyenne du prêt	105	154	0	101	121
	Appartement	Effectifs	4	0	0	0	4
		Montant moyen prêté	12 113	0	0	0	12 113
		Coût moyen des travaux	12 115	0	0	0	12 115
		Durée moyenne du prêt	105	0	0	0	105
Occupation du logement	Par le propriétaire	Effectifs	113	60	0	16	189
		Montant moyen prêté	13 303	22 243	0	8 664	15 749
		Coût moyen des travaux	15 500	25 518	0	9 009	18 131
		Durée moyenne du prêt	105	156	0	101	121
	En location	Effectifs	2	2	0	0	4
		Montant moyen prêté	ns	ns	0	0	18 252
		Coût moyen des travaux	ns	ns	0	0	19 848
		Durée moyenne du prêt	ns	ns	0	0	120
	Mis à disposition gratuitement	Effectifs	1	1	0	0	2
		Montant moyen prêté	ns	ns	0	0	ns
		Coût moyen des travaux	ns	ns	0	0	ns
		Durée moyenne du prêt	ns	ns	0	0	ns
	Vacant	Effectifs	0	0	0	0	0
		Montant moyen prêté	0	0	0	0	0
		Coût moyen des travaux	0	0	0	0	0
		Durée moyenne du prêt	0	0	0	0	0
Commanditaire des travaux	Bénéficiaire	Effectifs	113	62	0	16	191
		Montant moyen prêté	13 254	22 517	0	8 664	15 877
		Coût moyen des travaux	15 292	25 701	0	9 009	18 145
		Durée moyenne du prêt	106	155	0	101	122
	Copropriété	Effectifs	0	0	0	0	0
		Montant moyen prêté	0	0	0	0	0
		Coût moyen des travaux	0	0	0	0	0
		Durée moyenne du prêt	0	0	0	0	0
	Bénéficiaire et copropriété	Effectifs	3	1	0	0	4
		Montant moyen prêté	ns	ns	0	0	10 813
		Coût moyen des travaux	ns	ns	0	0	16 669
		Durée moyenne du prêt	ns	ns	0	0	84
Ensemble		Effectifs	116	63	0	16	195
		Montant moyen prêté	13 228	22 263	0	8 664	15 773
		Coût moyen des travaux	15 367	25 484	0	9 009	18 114
		Durée moyenne du prêt	105	154	0	101	121

n.s. : non significatif

**Annexe 29 : Caractéristiques des types de travaux des opérations PAS et Eco-prêts garantis sur la génération 2017**  
*(déclarations arrêtées au 16/02/2018 en France entière)*

<b>2017</b>	Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	<b>Ensemble</b>
Effectifs	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>16</b>
Montant moyen prêté	166 582	113 718	ns	ns	139 105
Coût moyen des travaux	16 449	33 062	ns	ns	23 474
Coût moyen d'opération	169 346	153 418	ns	ns	155 885